

2014



DES SOLUTIONS À LA HAUTEUR DES DÉFIS.
RAPPORT ANNUEL 2014 D'IFC

2014



4-21
DES SOLUTIONS
À LA HAUTEUR DES DÉFIS

22-29
RÉSULTATS D'IFC
AU PLAN MONDIAL

30-57
MOBILISER LA FORCE
DU SECTEUR PRIVÉ

58-106
À PROPOS D'IFC

L'équipe de direction d'IFC	22
Principales données financières	25
Principales données opérationnelles	25
L'impact d'IFC dans le monde	26

Créer des opportunités	32
Accroître les ressources consacrées au développement	40
S'attaquer aux plus gros problèmes	46
Améliorer les conditions de vie	52

GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE : RÉSUMÉ DES RÉSULTATS DE 2014

Message du

*Président du Groupe
de la Banque mondiale
et Président du Conseil
des Administrateurs*

Il y a deux ans, le Groupe de la Banque mondiale s'est engagé sur la voie du renouveau et du changement afin de se préparer à relever son défi le plus difficile jusqu'ici — éliminer l'extrême pauvreté en l'espace d'une génération. Lors des Réunions de printemps 2013, nous avons adopté deux objectifs ambitieux : mettre fin à l'extrême pauvreté d'ici 2030 et promouvoir une prospérité partagée au profit des 40 % les plus pauvres de la population dans les pays en développement.



GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

Pour nous donner les moyens d'y parvenir, lors des Assemblées annuelles tenues en octobre dernier, le Conseil des Gouverneurs a approuvé la toute première stratégie élaborée pour l'ensemble du Groupe de la Banque mondiale. Cette stratégie fait une place privilégiée à des solutions qui changent la donne, mobilise les ressources de l'organisation tout entière d'une manière plus efficace, et donne de l'élan à notre collaboration avec le secteur privé et d'autres partenaires de développement.

Nous nous employons à améliorer les conditions de vie des quelque un milliard de personnes qui se trouvent aujourd'hui dans l'extrême pauvreté, et nous cherchons à bâtir un monde plus durable, prospère et juste — pour nous tous.

Le défi est immense. Pour mettre fin à la pauvreté, nous devons aider des dizaines de millions de personnes à en sortir chaque année. C'est une tâche difficile certes, mais nous avons la conviction de pouvoir l'accomplir si nous mettons en œuvre notre stratégie de façon efficace.

Le présent Rapport annuel montre comment cette stratégie a été appliquée durant l'exercice écoulé. Les quatre principales institutions qui forment notre organisation — la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), l'Association internationale de développement (IDA), la Société financière internationale (IFC) et l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) — œuvrent désormais ensemble comme une seule entité à l'accomplissement de la mission du Groupe de la Banque mondiale.

Nous avons réalisé des progrès importants. Nous sommes maintenant plus sélectifs dans notre collaboration avec nos pays partenaires et nous travaillons étroitement avec eux afin de déterminer les meilleures opportunités pour atteindre nos objectifs communs. Les Pôles de Pratiques mondiales et les Domaines de solutions transversales, des dispositifs nouveaux que nous avons mis en place, améliorent notre capacité à apporter à nos clients les connaissances mondiales les plus pointues pour résoudre leurs problèmes les plus épineux — et à des coûts de transaction moindres.

Notre structure financière a été actualisée et consolidée et notre capacité financière a été renforcée tout en réduisant

nos dépenses et en mettant les économies ainsi réalisées à la disposition de nos clients. Au cours de l'exercice écoulé, le Groupe de la Banque mondiale a accordé 65,6 milliards de dollars de prêts, de dons, de prises de participation ou de garanties à ses membres ou à des entreprises privées. Les engagements de la BIRD ont totalisé 18,6 milliards de dollars, tandis que l'IDA, le fonds de la Banque mondiale pour les pays les plus pauvres, a engagé des ressources d'un montant de 22,2 milliards de dollars. Grâce à une reconstitution d'un niveau record de 52 milliards de dollars annoncée par les donateurs pour les trois prochaines années, l'IDA continuera de consacrer des investissements cruciaux aux populations afin que les fruits de la croissance profitent à tous.

Durant les deux dernières décennies, 90 % des nouveaux emplois ont été créés par le secteur privé — et les emplois de qualité ont été de loin le moyen le plus efficace d'échapper à la pauvreté. IFC, l'institution du Groupe de la Banque mondiale chargée des opérations avec le secteur privé, et la MIGA, qui fournit des garanties contre les risques politiques, redoublent d'efforts pour mobiliser les investissements du secteur privé et créer des emplois et des débouchés économiques pour les pauvres. Au cours de l'exercice écoulé, IFC a financé des activités axées sur le développement du secteur privé à hauteur de plus de 22 milliards de dollars, dont environ 5 milliards de dollars mobilisés auprès de partenaires d'investissement. La MIGA a émis des garanties contre des risques politiques et pour l'amélioration des termes du crédit à hauteur de 3,2 milliards

de dollars en appui à des investissements, parmi lesquels des projets porteurs de transformations profondes.

Pour avoir un impact durable, nos investissements doivent être respectueux de l'environnement. Si nous ne relevons pas le défi du changement climatique, nous ne pourrions pas mettre fin à l'extrême pauvreté. Les populations pauvres sont les premières touchées et celles qui pâtissent le plus des effets de la modification du climat. Durant l'exercice écoulé, nous avons annoncé notre plan pour nous attaquer à ce problème, et nous réalisons des investissements qui protégeront notre environnement tout en assurant un avenir plus viable à nos enfants et petits-enfants.

La direction et le personnel du Groupe de la Banque mondiale travaillent à l'unisson pour accomplir la mission urgente de l'institution, et mettent en œuvre les changements indispensables pour obtenir des résultats au profit de nos clients. Nous nous employons à améliorer les conditions de vie des quelque un milliard de personnes qui se trouvent aujourd'hui dans l'extrême pauvreté, et nous cherchons à bâtir un monde plus durable, prospère et juste — pour nous tous.

A stylized, handwritten signature in blue ink, consisting of several overlapping loops and strokes, representing the signature of Dr. Jim Yong Kim.

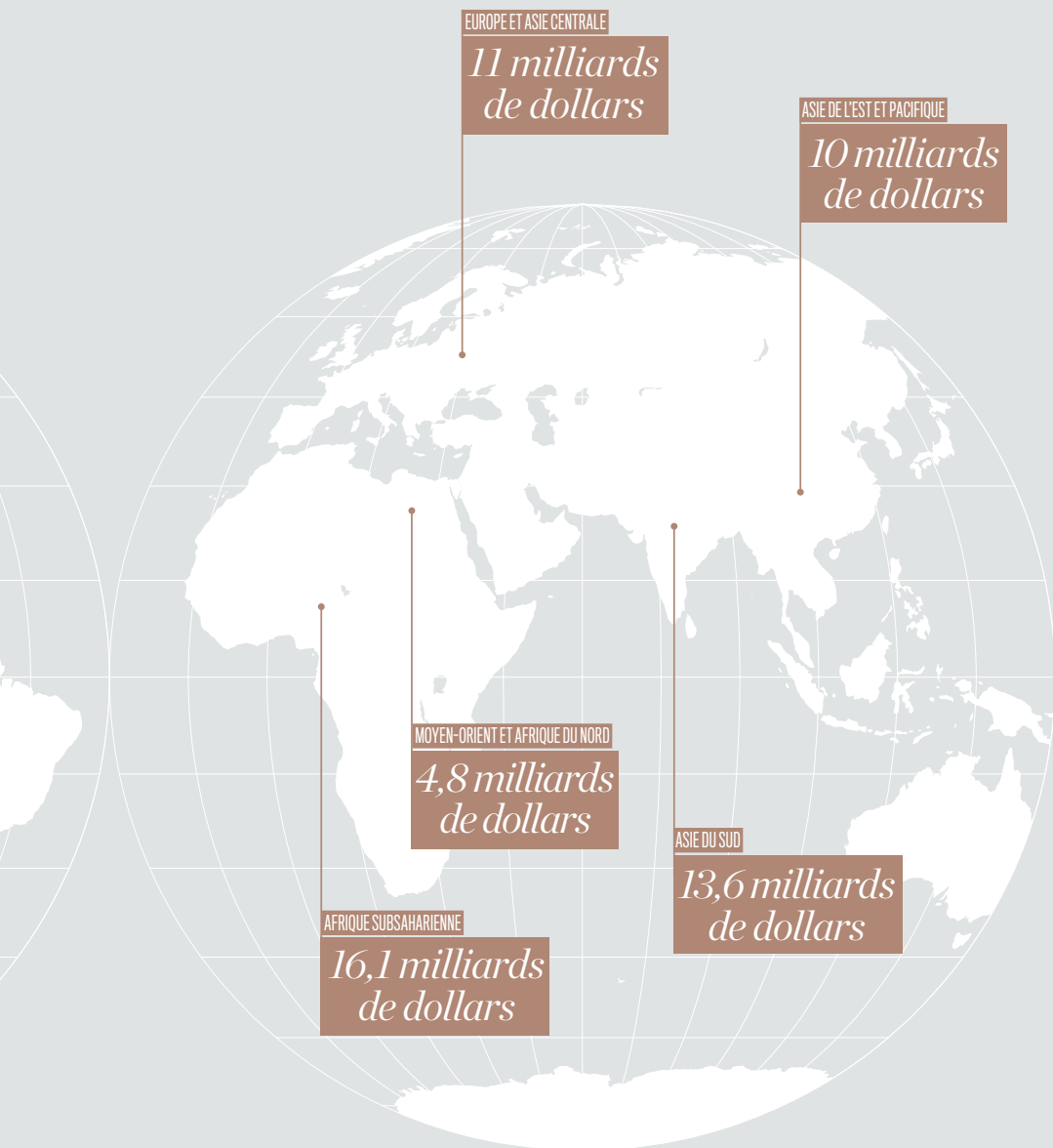
DR. JIM YONG KIM
*Président du Groupe de la
Banque mondiale et Président
du Conseil des Administrateurs*

DES ENGAGEMENTS MONDIAUX

L'aide accordée par le Groupe de la Banque mondiale aux pays en développement a fortement augmenté durant l'exercice écoulé et l'organisation s'est attachée à obtenir des résultats plus rapidement, se rendant davantage utile à ses clients et à ses partenaires, et apportant des solutions mondiales à des problèmes locaux.

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

9,8 milliards
de dollars



65,6 MILLIARDS DE DOLLARS
*de prêts, dons, participations et
garanties au profit de pays partenaires
et d'entreprises privées.*

Le montant total englobe les projets multirégionaux et mondiaux. La répartition par région reflète la classification des pays par la Banque mondiale.

L'IMPACT DE NOTRE ACTION

Le Groupe de la Banque mondiale tout entier est allé puiser dans ses atouts, son savoir-faire et ses ressources pour aider les pays et d'autres partenaires à faire véritablement la différence en matière de développement — en stimulant la croissance économique, en favorisant l'inclusion sociale et en veillant à la durabilité des interventions menées.

STIMULER LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE

BIRD/IDA

95 000

kilomètres de routes ont
été construites ou refaites

15,3

millions de particuliers, de PME
et de microentreprises ont bénéficié
de services financiers

IFC

2,6

millions d'emplois fournis

94

millions d'utilisateurs alimentés
en électricité, eau et gaz

MIGA

52 100

emplois fournis

6,1

milliards de dollars de nouveaux
crédits accordés à des entreprises
par des clients de la MIGA

PROMOUVOIR L'INCLUSION SOCIALE

BIRD/IDA

250,9

millions de personnes ont eu accès à des services de santé, de nutrition et de planning familial

374

millions de personnes ont été couvertes par des programmes de protection sociale

IFC

2,9

millions d'agriculteurs ont reçu une aide

2,5

millions d'étudiants ont bénéficié de prestations éducatives

MIGA

47

millions de personnes alimentées en électricité

15

millions de personnes ont eu accès à des moyens de transport

ASSURER LA DURABILITÉ

IBRD/IDA

903

millions de tonnes d'émissions d'équivalent CO₂ pourront être évitées chaque année

57

pays ont renforcé leurs systèmes de gestion des finances publiques

IFC

5,5

millions de tonnes d'émissions de gaz à effet de serre pourront être évitées

18,7

milliards de dollars de recettes publiques produites par les clients d'IFC

MIGA

3,3

millions de personnes alimentées en eau potable

1,6

milliard de dollars de recettes publiques produites par les clients de la MIGA

LES INSTITUTIONS DU GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

La Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD)
Accorde des prêts aux gouvernements des pays à revenu intermédiaire et des pays à faible revenu solvables

L'Association internationale de développement (IDA)
Accorde des prêts sans intérêts, appelés crédits, et des dons aux gouvernements des pays les plus pauvres

La Société financière internationale (IFC)
Fournit des prêts et des services-conseil et procède à des prises de participation afin de stimuler les investissements du secteur privé dans les pays en développement

L'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA)
Fournit des assurances contre les risques politiques ou des garanties contre les pertes liées aux risques non commerciaux en vue de faciliter les investissements directs étrangers dans les pays en développement

Le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI)
Offre des mécanismes internationaux de conciliation et d'arbitrage des différends liés aux investissements

FINANCEMENTS ACCORDÉS AUX PAYS PARTENAIRES PAR LE GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

(par exercice, en millions de dollars)

Groupe de la Banque mondiale	2014	2013	2012	2011	2010
Engagements ¹	65 579	57 587	57 450	61 120	76 482
Décassements ²	44 399	40 370	42 390	42 028	50 234
BIRD					
Engagements	18 604	15 249	20 582	26 737	44 197
Décassements	18 761	15 830	19 777	21 879	28 855
IDA					
Engagements	22 239	16 298	14 753	16 269	14 550
Décassements	13 432	11 228	11 061	10 282	11 460
IFC					
Engagements ³	17 261	18 349	15 462	12 186	12 664
Décassements	8 904	9 971	7 981	6 715	6 793
MIGA					
Émissions brutes de garanties	3 155	2 781	2 657	2 099	1 464
Fonds fiduciaires exécutés par les bénéficiaires					
Engagements	4 319	4 910	3 996	3 829	3 607
Décassements	3 302	3 341	3 571	3 152	3 126

1. Inclut les engagements de la BIRD, de l'IDA et d'IFC, les engagements au titre des fonds fiduciaires exécutés par les bénéficiaires et les émissions brutes de garanties de la MIGA. Les engagements au titre des fonds fiduciaires exécutés par les bénéficiaires englobant tous les dons exécutés par les bénéficiaires, le total des engagements du Groupe de la Banque mondiale est différent du montant présenté dans la Fiche de performance institutionnelle du Groupe de la Banque mondiale, lequel ne se rapporte qu'à un sous-ensemble d'activités exécutées au moyen de fonds fiduciaires.

2. Inclut les décaissements de la BIRD, de l'IDA et d'IFC, ainsi que les décaissements au titre des fonds fiduciaires exécutés par les bénéficiaires.

3. Propre compte d'IFC ; n'inclut pas les fonds mobilisés auprès de tiers.

IFC EN BREF

Membre du Groupe de la Banque mondiale, IFC est la plus importante institution mondiale d'aide au développement dont les activités sont axées sur le secteur privé dans les pays en développement.

Créée en 1956, IFC est contrôlée par les 184 pays qui en sont membres et définissent ensemble sa politique.

Grâce à sa présence dans une centaine de pays, un réseau de près d'un millier d'institutions financières et plus de 2 000 clients dans le secteur privé, IFC est particulièrement bien placée pour créer des opportunités là où elles font le plus défaut.

IFC utilise son capital, ses compétences et son influence pour aider à éliminer l'extrême pauvreté et à promouvoir une prospérité partagée.

PERSPECTIVE DE LA DIRECTION

Une lettre du

*Vice-président exécutif
et Directeur général d'IFC,
Jin-Yong Cai*

Les temps sont durs pour les pays en développement. Leur croissance économique reste faible, alors même que les perspectives s'améliorent dans les pays plus riches. La création d'emplois demeure insuffisante par rapport au nombre grandissant de jeunes qui entrent sur le marché du travail. Dans de nombreux pays, les infrastructures de base indispensables pour assurer une prospérité durable — réseaux électriques, écoles, banques — sont encore cruellement inadéquates.



IFC redouble d'efforts pour apporter des solutions durables. Plus importante institution mondiale d'aide au développement intervenant auprès du secteur privé, la Société suit une démarche globale pour donner aux entreprises les moyens d'innover, de tirer pleinement parti de la technologie et des infrastructures modernes, de créer un secteur industriel compétitif au niveau international et d'offrir de meilleurs débouchés aux demandeurs d'emploi.

Au cours de l'exercice écoulé, IFC a eu un impact significatif au plan du développement — dans certains des endroits du monde les plus difficiles. Avec son aide, plus de 2 000 clients à travers le monde ont créé 2,6 millions d'emplois, alimenté quelque 94 millions de personnes en électricité, en eau et en gaz et octroyé plus de 300 milliards de dollars de prêts à des micro-entreprises et petites et moyennes entreprises. Ces clients ont aussi aidé à soigner plus de 27 millions de patients et à instruire 2,5 millions d'élèves.

IFC a fourni un montant record de financements pour développer le secteur privé dans les pays les plus pauvres du monde : près de 8,5 milliards de dollars au total (en incluant les fonds mobilisés auprès d'autres investisseurs). Sur les quelque 600 nouveaux projets lancés par la Société au cours de l'exercice écoulé, la moitié a été exécutée dans ces pays. Ses investissements annuels dans les États fragiles ou touchés par un conflit ont augmenté de 20 % au cours des deux derniers exercices, atteignant près de 950 millions de dollars (en incluant les fonds mobilisés auprès d'autres investisseurs).

Au total, IFC a investi plus de 22 milliards de dollars dans une centaine de pays en développement (dont environ 5 milliards de dollars mobilisés auprès d'autres investisseurs), tout en améliorant sa viabilité financière. Ses investissements ont démontré que rentabilité et développement se renforcent mutuellement — même dans les situations les plus difficiles. Les bons résultats de ses investissements ont permis à la Société de fournir d'importantes ressources financières — plus de 2,8 milliards de dollars depuis 2007 — à l'Association internationale

de développement, l'entité du Groupe de la Banque mondiale qui accorde des dons aux pays les plus pauvres.

Au cours de l'exercice 14, IFC a également enregistré d'excellents résultats dans ses activités de services-conseil. Les deux tiers d'entre elles ont été menés dans des pays IDA — dont près de 20 % dans des régions fragiles ou touchées par un conflit — et elles ont obtenu des notes sans précédent en termes d'efficacité au plan du développement et de satisfaction des clients. IFC a fourni un nombre croissant de solutions associant investissements et conseils, menant près de 160 nouveaux projets de services-conseil avec les clients dans lesquels elle investit, soit une hausse de près de 80 % par rapport à l'exercice précédent.

IFC Asset Management Company a continué de se développer en portant à plus de 6 milliards de dollars le montant des actifs dont elle assure la gestion dans six fonds de placement avec un solide groupe d'investisseurs de bonne réputation. Au cours de l'exercice 14, elle a levé 1,2 milliard de dollars au profit du Fonds mondial pour l'infrastructure d'IFC, achevant ainsi la mobilisation de capitaux pour le Fonds. Elle a également mené à bien la collecte de ressources pour le Fonds catalyseur d'IFC en levant 418 millions de dollars au titre d'investissements intelligents au plan climatique.

Les solutions doivent être à la hauteur des défis. À l'avenir, je ne doute pas qu'IFC produira des résultats encore plus impressionnants — en renforçant la collaboration avec ses clients, en mettant à profit tout l'éventail des moyens qu'offre le Groupe de la Banque mondiale et en se concentrant sur les activités les plus susceptibles d'éliminer l'extrême pauvreté et de promouvoir une prospérité partagée.



JIN-YONG CAI
*Vice-Président Exécutif
et Directeur général d'IFC*

DES SOLUTIONS À LA HAUTEUR DES DÉFIS

Chaque année, un nombre incalculable d'entreprises dans les pays en développement doivent fermer leurs portes — parce que les capitaux sont rares et chers. Des millions de jeunes n'arrivent pas à trouver un emploi — parce que leurs études ne les ont pas préparés au marché du travail. D'innombrables petites entreprises ont des difficultés à se développer.

Grands
défis



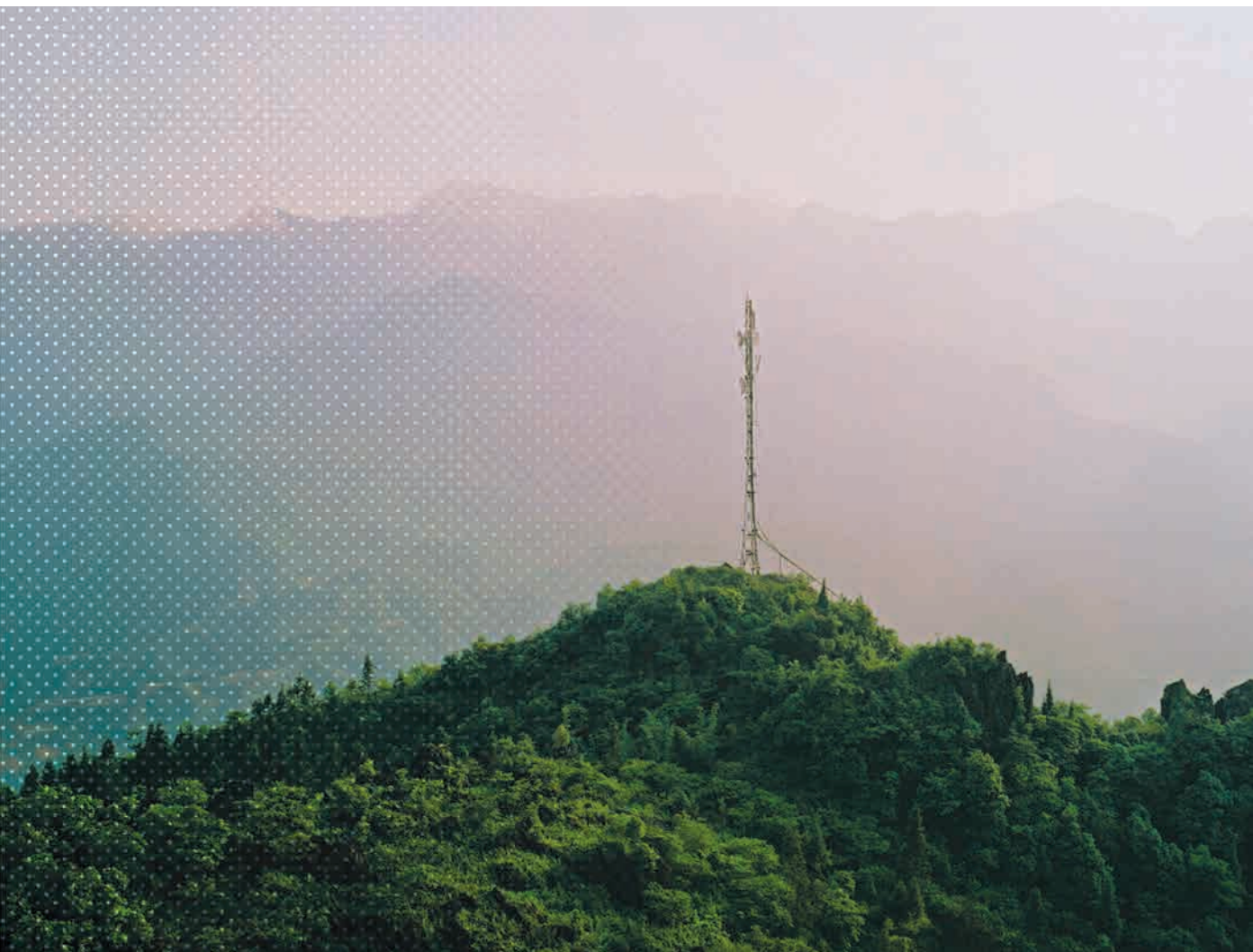


Grandes
solutions

Pour communiquer...

Communication

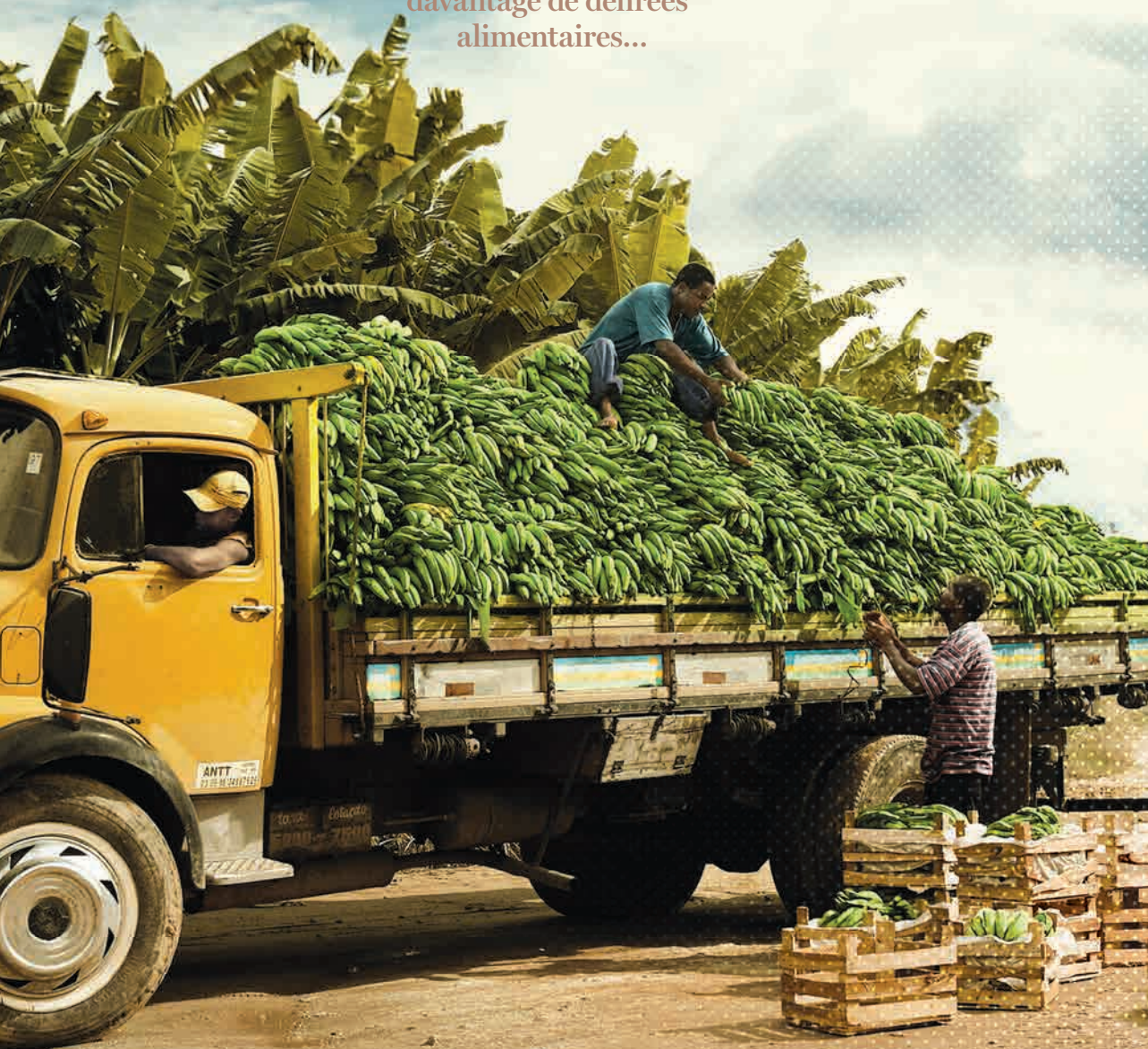
... les entreprises ont besoin d'infrastructures technologiques



CIBLE D'IFC : LA TECHNOLOGIE

Grâce aux technologies modernes de l'information et des communications, il est plus facile aux populations pauvres d'avoir accès aux services et aux ressources. Ces technologies accroissent les opportunités ainsi que l'efficacité des marchés et des institutions. IFC s'emploie à les rendre plus accessibles.

Pour produire
davantage de denrées
alimentaires...



CIBLE D'IFC : L'AGRICULTURE

L'agroindustrie est une priorité pour IFC en raison de l'impact profond de ce secteur sur le développement et de sa forte contribution à la réduction de la pauvreté. La Société combine investissements et services-conseil pour aider le secteur à répondre à la demande grandissante de denrées alimentaires sans nuire à l'environnement et sans faire d'exclus sur le plan social.



... les entreprises ont
besoin de modes de
production modernes

Pour élargir
leur clientèle...



CIBLE D'IFC : LES INFRASTRUCTURES

Des infrastructures efficaces stimulent la croissance économique, améliorent le niveau de vie et peuvent aider à faire face à des problèmes tels que l'urbanisation et le changement climatique. IFC aide à élargir l'accès à l'électricité, aux transports et à l'eau en finançant des projets et en fournissant aux gouvernements des conseils sur les partenariats public-privé.

801

... les entreprises
ont besoin de routes
en bon état et de moyens
de transport fiables



son

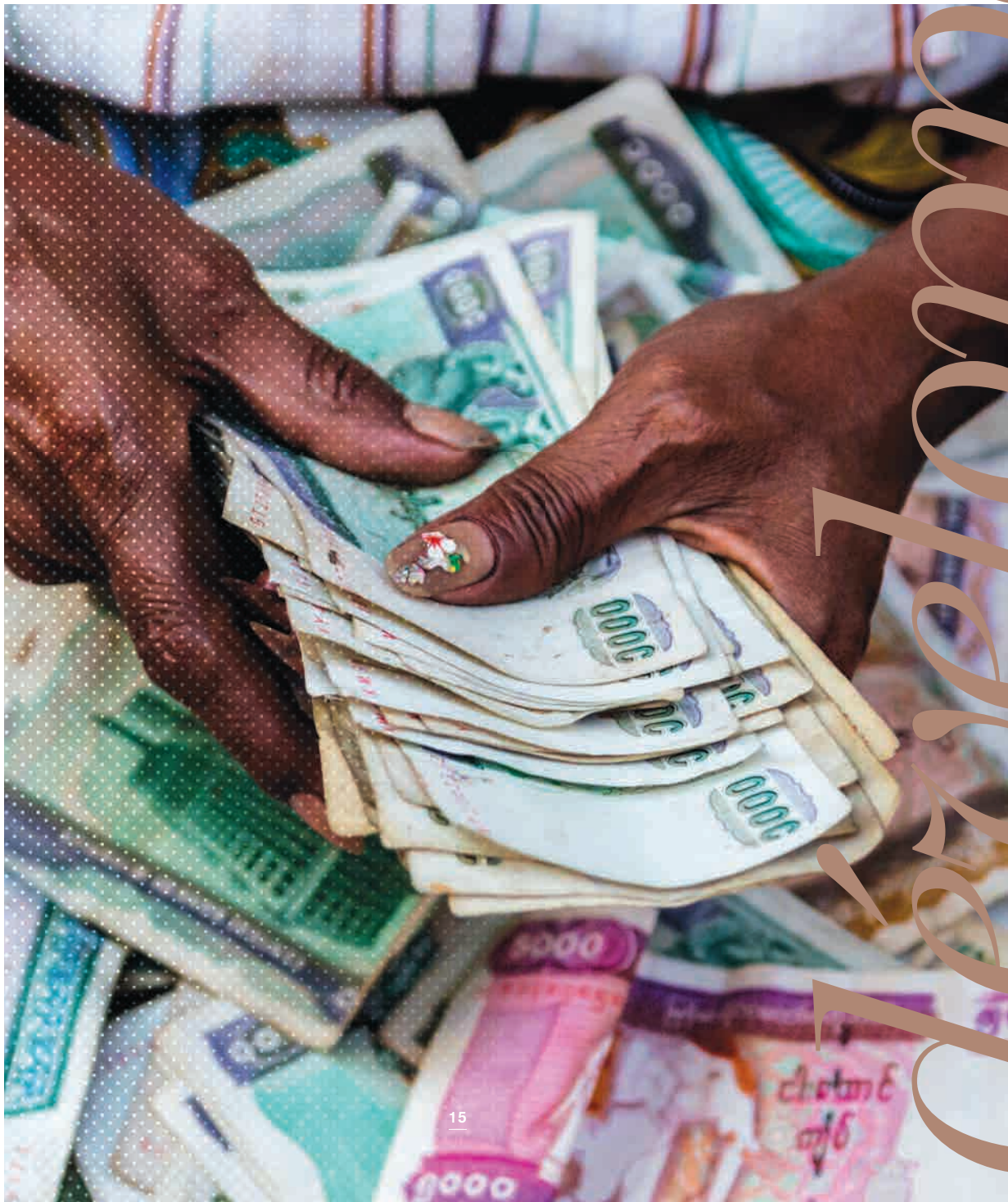
Pour se développer...



CIBLE D'IFC : L'ACCÈS AUX FINANCEMENTS

Des marchés financiers sains, durables et accessibles à tous sont essentiels pour mettre fin à la pauvreté et promouvoir une prospérité partagée : ils offrent aux individus la possibilité de réussir dans la vie et permettent aux entreprises de se développer et de créer des emplois. IFC s'emploie à accroître l'offre et à réduire le coût des services financiers essentiels tels que le crédit, l'épargne et l'assurance.

... les entreprises ont
besoin d'avoir plus facilement
accès aux financements



Prosper

Pour prospérer...



prosper

IFI

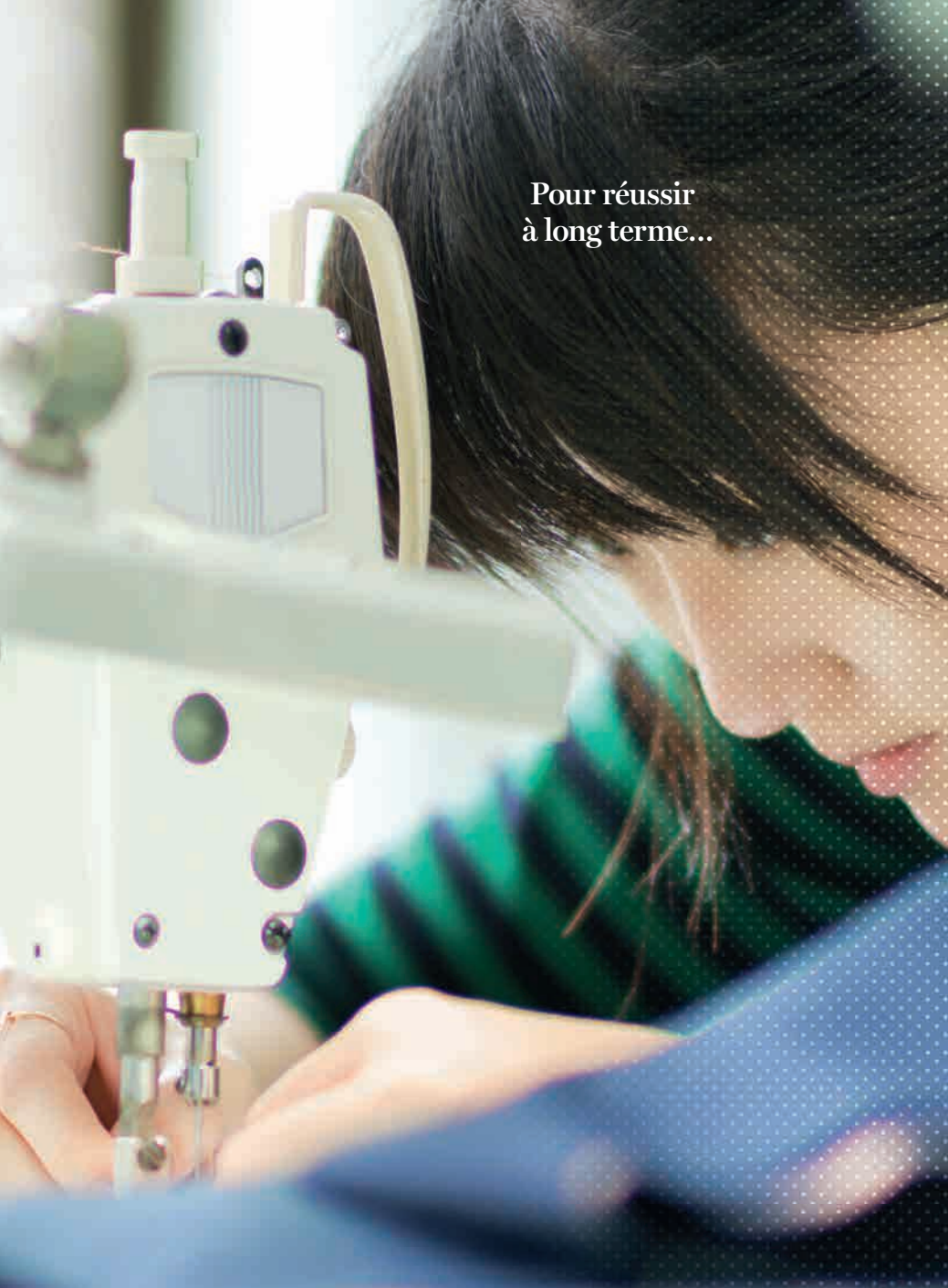
... les entreprises ont besoin
d'une main d'œuvre éduquée
et en bonne santé



CIBLE D'IFC : LA SANTÉ ET L'ÉDUCATION

La santé et l'éducation sont essentielles au développement humain et constituent donc un élément central de toute stratégie visant à mettre fin à la pauvreté et à réduire les inégalités. IFC fournit un appui à ses clients qui offrent des services de qualité aux catégories de population à revenu faible ou intermédiaire.

brer



Pour réussir
à long terme...

CIBLE D'IFC : LA DURABILITÉ

Dans le contexte actuel marqué par le changement climatique, l'insuffisance des ressources et la montée des pressions sociales, les entreprises doivent adopter de rigoureuses pratiques au plan environnemental et social ainsi qu'en matière de gouvernance. IFC aide ses clients dans cette démarche en encourageant la transparence et le respect du principe de responsabilité.

durable

... les entreprises
doivent adopter
des pratiques durables





1,6 milliard de dollars investis
dans des activités à vocation sociale



4,1 milliards de dollars investis
dans l'infrastructure

LORSQUE LES ENTREPRISES PROSPÈRENT



18,6 milliards de dollars de recettes publiques produites



2,5 milliards de dollars investis
dans des projets liés au climat

100 réformes du climat
de l'investissement soutenues



2,9 millions d'agriculteurs aidés



300 milliards de dollars de prêts accordés
aux PME et aux microentreprises



30,3 millions d'utilisateurs alimentés en eau



8,5 milliards de dollars investis dans les pays IDA



LES COLLECTIVITÉS PROSPÈRENT AUSSI

8,5 millions de personnes ont bénéficié de systèmes d'éclairage hors réseau



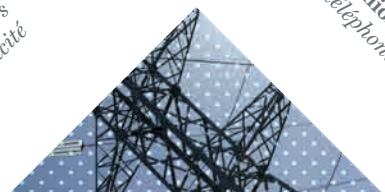
40 millions d'utilisateurs alimentés en gaz

2,5 millions d'étudiants instruits

27 millions de patients traités



75,6 millions d'utilisateurs alimentés en électricité



181 millions de branchements téléphoniques réalisés



L'ÉQUIPE DE DIRECTION D'IFC

L'équipe de dirigeants chevronnés d'IFC veille à ce que l'institution utilise ses ressources efficacement en cherchant à optimiser son impact sur le développement et à répondre aux besoins de ses clients. L'équipe de direction met à profit des années d'expérience en matière de développement et tire parti de la diversité de ses connaissances et de ses perspectives culturelles — autant de qualités qui renforcent le caractère unique de la Société. L'équipe définit les stratégies et les politiques de manière à permettre à IFC de contribuer à l'amélioration des conditions de vie d'un nombre accru de pauvres dans les pays en développement.



De gauche à droite (titres en vigueur au 30 juin 2014) :

Jingdong Hua Vice-président, Trésorerie et prêts syndiqués • **Jean Philippe Prosper** Vice-président, Afrique subsaharienne, Amérique latine et Caraïbes • **Karin Finkelston** Vice-présidente, Asie Pacifique • **Gavin Wilson** Directeur général, IFC Asset Management Company • **Saadia Khairi** Vice-présidente, Gestion des risques et portefeuille • **Ethiopsis Tafara** Vice-président et Conseiller juridique • **Jin-Yong Cai** Vice-président exécutif et Directeur général d'IFC • **Nena Stoilkovic** Vice-présidente, Services-conseil d'IFC, et Vice-présidente chargée des Pratiques mondiales pour le Groupe de la Banque mondiale • **Dimitris Tsitsiragos** Vice-président, Europe, Asie centrale, Moyen-Orient et Afrique du Nord.

RÉTROSPECTIVE DE L'EXERCICE D'IFC

Au cours de l'exercice 14, IFC a investi plus de 22 milliards de dollars, dont près de 5 milliards de dollars mobilisés auprès d'autres investisseurs. Grâce à son approche globale, elle a aidé les entreprises à innover, à mettre en place des industries compétitives au niveau international et à créer des emplois de qualité.

IFC : PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES

Millions de dollars, au 30 juin, date de clôture des exercices*

	2014	2013	2012	2011	2010
Revenu (perte) net(te) imputable à IFC	1 483	1 018	1 328	1 579	1 746
Dons à l'IDA	251	340	330	600	200
Revenu avant dons à l'IDA	1 739	1 350	1 658	2 179	1 946
Total, actif	84 130	77 525	75 761	68 490	61 075
Prêts, participations et titres de dette, nets	38 176	34 677	31 438	29 934	25 944
Juste valeur estimative des participations	14 890	13 309	11 977	13 126	10 146

Principaux ratios

Rendement de l'actif moyen (base GAAP)	1,8 %	1,3 %	1,8 %	2,4 %	3,1 %
Rendement des capitaux propres moyens (base GAAP)	6,4 %	4,8 %	6,5 %	8,2 %	10,1 %
Encaisses et placements immédiatement disponibles en pourcentage des besoins estimés de liquidités pour les trois prochains exercices	78 %	77 %	77 %	83 %	71 %
Ratio d'endettement	2,7:1	2,6:1	2,7:1	2,6:1	2,2:1
Montant total des ressources nécessaires (milliards d'USD)	18,0	16,8	15,5	14,4	12,8
Montant total des ressources disponibles (milliards d'USD)	21,6	20,5	19,2	17,9	16,8
Total des provisions pour pertes sur prêts rapporté à l'ensemble du portefeuille décaissé	6,9 %	7,2 %	6,6 %	6,6 %	7,4 %

*Voir l'Examen et l'Analyse de la Direction et les États financiers consolidés pour plus de détails sur le calcul des chiffres portés dans ce tableau : http://www.ifc.org/ifcext/annualreport.nsf/Content/AR2013_Financial_Reporting

IFC : PRINCIPALES DONNÉES OPÉRATIONNELLES

Millions de dollars, au 30 juin, date de clôture des exercices

	2014	2013	2012	2011	2010
Nouveaux engagements au titre d'investissements					
Nombre de projets	599	612	576	518	528
Nombre de pays	98	113	103	102	103
Pour le compte d'IFC	17 261	18 349	15 462	12 186	12 664

Ressources mobilisées*

Prêts syndiqués ¹	3 093	3 098	2 691	4 680	1 986
Financements structurés	—	—	—	—	797
Initiatives d'IFC et autres	1 106	1 696	1 727	1 340	2 358
Fonds d'Asset Management Company (AMC)	831	768	437	454	236
Partenariats public-privé (PPP) ²	113	942	41	—	—
Montant total des ressources mobilisées	5 142	6 504	4 896	6 474	5 377

Décaissements au titre d'investissements

Pour le compte d'IFC	8 904	9 971	7 981	6 715	6 793
Prêts syndiqués ³	2 190	2 142	2 587	2 029	2 855

Portefeuille d'engagements

Nombre d'entreprises	2 011	1 948	1 825	1 737	1 656
Pour le compte d'IFC	51 735	49 617	45 279	42 828	38 864
Prêts syndiqués ⁴	15 258	13 633	11 166	12 387	9 302

Services-conseil

Dépenses au titre des Services-conseil	234	232	197,0	181,7	166,4
Pourcentage du programme consacré aux pays IDA ⁵	66 %	65 %	65 %	64 %	62 %

*Financements provenant d'entités autres qu'IFC mis à la disposition des clients grâce à la participation directe de la Société à la mobilisation des ressources.

1. Comprendent les prêts B, les prêts parallèles, les prêts du programme MCPP et les participations à des prêts A.

2. Financements provenant de tiers et affectés à des projets de partenariats public-privé grâce à l'intervention d'IFC en tant que conseiller principal auprès d'entités nationales et locales ou d'autres entités publiques.

3. Comprendent les prêts B, les prêts parallèles gérés par IFC et les prêts MCPP.

4. Comprendent les prêts B, les participations à des prêts A, les prêts parallèles gérés par IFC, les participations non financées aux risques et les prêts MCPP.

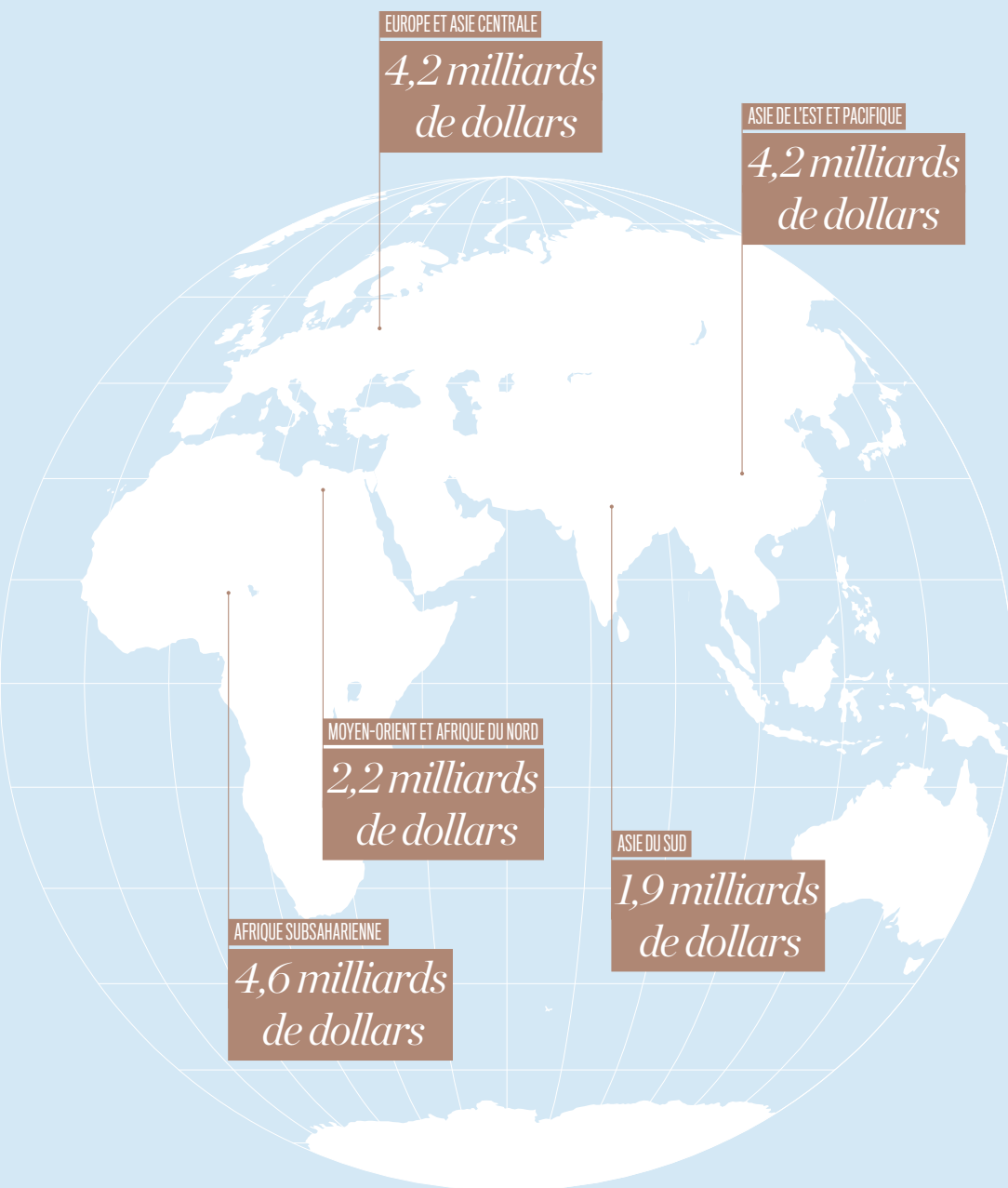
5. Toutes les références faites dans ce rapport au pourcentage de dépenses de services-conseil consacrées aux pays IDA, aux États fragiles et aux pays touchés par un conflit excluent les projets à caractère mondial.

L'IMPACT D'IFC AU PLAN MONDIAL

IFC a fourni un montant record de financements pour développer le secteur privé dans les pays les plus pauvres du monde : près de 8,5 milliards de dollars au total (en incluant les fonds mobilisés auprès d'autres investisseurs). Sur les quelque 600 nouveaux projets lancés par la Société au cours de l'exercice, la moitié a été exécutée dans ces pays.

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

*5,1 milliards
de dollars*



22 MILLIARDS DE DOLLARS
*d'investissements au total,
dont 17,3 milliards de dollars
pour le propre compte d'IFC*

ENGAGEMENTS PAR CATÉGORIE SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE, EX. 14

Catégorie	Engagements (millions d'USD)	Nombre de projets
A	1 668	23
B	4 328	160
C	7 162	268
FI	201	12
FI-1	682	13
FI-2	2 049	85
FI-3	1 171	38
Total	17 261	599

PAYS BÉNÉFICIAIRES DES PLUS GROS ENGAGEMENTS D'IFCI, EX. 14¹

Au 30 juin 2014 (sur la base des données pour le compte d'IFCI)

Pays (classement mondial)	Portefeuille d'engagements (millions d'USD)	% du portefeuille mondial
1 Inde	4 682	9,05 %
2 Turquie	3 215	6,21 %
3 Chine	3 116	6,02 %
4 Brésil	2 811	5,43 %
5 Fédération de Russie	2 055	3,97 %
6 Mexique	1 556	3,01 %
7 Nigéria	1 527	2,95 %
8 Ukraine	1 034	2,00 %
9 Indonésie	1 019	1,97 %
10 République arabe d'Égypte	977	1,89 %

1. Non compris les parts des projets régionaux et mondiaux imputables aux pays.

ENGAGEMENTS, EX. 14

Montants en millions de dollars, pour le compte d'IFC au 30 juin 2014

Total	17 261	100,00 %	
Par branche d'activité			
Financement du commerce	7 007	40,60 %	
Marchés des capitaux	3 454	20,01 %	
Infrastructure	2 426	14,06 %	
Agroindustrie et forêts	1 051	6,09 %	
Industrie manufacturière	984	5,70 %	
Services aux consommateurs et services sociaux	928	5,37 %	
Télécommunications et technologies de l'information	489	2,83 %	
Fonds	480	2,78 %	
Hydrocarbures et industries extractives	441	2,56 %	

Par région

Amérique latine et Caraïbes	4 057	23,50 %	
Afrique subsaharienne	3 540	20,50 %	
Europe et Asie centrale	3 478	20,15 %	
Asie de l'Est et Pacifique	2 771	16,05 %	
Moyen-Orient et Afrique du Nord	1 698	9,84 %	
Asie du Sud	1 558	9,03 %	
Monde	158	0,92 %	

Certains montants prennent en compte les parts de projets mondiaux revenant aux régions.

Par produit

Prêts ¹	7 579	44,00 %	
Garanties ²	7 328	42,40 %	
Participations ³	2 324	13,40 %	
Produits de gestion des risques	30	0,20 %	

1. Y compris les produits de type prêt et quasi-prêt.

2. Y compris le financement du commerce.

3. Y compris les produits de type participation et quasi-participation.

PORTEFEUILLE D'ENGAGEMENTS, EX. 14

Montants en millions de dollars, pour le compte d'IFC au 30 juin 2014

Total	51 735	100 %	
Par branche d'activité			
Marchés des capitaux	14 994	29 %	
Infrastructure	10 192	20 %	
Industrie manufacturière	6 411	12 %	
Agroindustrie et forêts	4 345	8 %	
Services aux consommateurs et services sociaux	4 199	8 %	
Fonds	3 862	7 %	
Financement du commerce	3 166	6 %	
Hydrocarbures et industries extractives	2 559	5 %	
Télécommunications et technologies de l'information	2 007	4 %	
Divers	–	0 %	

Par région

Amérique latine et Caraïbes	11 645	23 %	
Europe et Asie centrale	11 041	21 %	
Afrique subsaharienne	8 540	17 %	
Asie de l'Est et Pacifique	8 023	16 %	
Moyen-Orient et Afrique du Nord	5 801	11 %	
Asie du Sud	5 782	11 %	
Monde	902	2 %	

Certains montants prennent en compte les parts de projets mondiaux revenant aux régions.

NOTES DU DOTS POUR LES SERVICES D'INVESTISSEMENT PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ, EX. 14

Total IFC	833 (30 042)	64 %
Fonds	97 (1 470)	72 %
Hydrocarbures et industries extractives	32 (2 125)	69 %
Marchés des capitaux	254 (11 047)	68 %
Infrastructure	128 (5 698)	66 %
Agroindustrie et forêts	83 (2 425)	61 %
Services aux consommateurs et services sociaux	107 (2 188)	57 %
Industrie manufacturière	96 (3 969)	55 %
Télécommunications et technologies de l'information	36 (1 119)	42 %

Les chiffres situés à gauche de chaque barre correspondent au nombre total d'entreprises notées.

Les chiffres entre parenthèses représentent l'investissement total (en millions de dollars) d'IFC dans ces projets.

NOTES DU DOTS POUR LES SERVICES D'INVESTISSEMENT PAR RÉGION, EX. 14

Total IFC	833 (30 042)	64 %
Amérique latine et Caraïbes	174 (6 549)	67 %
Asie du Sud	103 (3 317)	66 %
Afrique subsaharienne	160 (3 790)	64 %
Moyen-Orient et Afrique du Nord	91 (3 569)	62 %
Asie de l'Est et Pacifique	115 (4 450)	61 %
Europe et Asie centrale	176 (7 949)	61 %

Les chiffres situés à gauche de chaque barre correspondent au nombre total d'entreprises notées.

Les chiffres entre parenthèses représentent l'investissement total (en millions de dollars) d'IFC dans ces projets.

DÉPENSES AU TITRE DES SERVICES-CONSEIL, EX. 14

Montants en millions de dollars

Total	233,7	100,0 %
Par région		
Afrique subsaharienne	63,2	27 %
Asie de l'Est et Pacifique	41,6	18 %
Europe et Asie centrale	38,8	17 %
Asie du Sud	31,5	13 %
Amérique latine et Caraïbes	24,8	11 %
Moyen-Orient et Afrique du Nord	21,8	9 %
Monde	11,9	5 %
Par domaine d'activité		
Climat de l'investissement	69,3	30 %
Accès aux financements	68,0	29 %
Activités durables	58,6	25 %
Partenariats public-privé	37,8	16 %

NOTES DU DOTS PONDÉRÉES ET NON PONDÉRÉES POUR LES SERVICES D'INVESTISSEMENT

Ex. 14	833	64 %
	30 042	73 %
Ex. 13	716	66 %
	29 674	73 %
Ex. 12	668	68 %
	26 610	75 %

■ Non pondérées ■ Pondérées

Les chiffres situés à gauche de chaque barre pour les notes du DOTS non pondérées correspondent au nombre total d'entreprises notées. Les chiffres situés à gauche de chaque barre pour les notes du DOTS pondérées correspondent au total des investissements d'IFC (en millions d'USD) dans ces projets.

MOBILISER LA FORCE DU SECTEUR PRIVÉ

Dans un contexte de grande incertitude économique, IFC concentre son action partout où elle peut avoir le plus grand impact — partout où vivent les pauvres, dans les secteurs économiques les plus essentiels, et dans les domaines où il est urgent d'intervenir, tels que l'emploi, l'égalité des sexes et le changement climatique.



CRÉER DES OPPORTUNITÉS

IFC concentre son action sur les secteurs économiques qui sont les mieux à même de mettre fin à la pauvreté et de promouvoir une prospérité partagée.



40-45

ACCROÎTRE LES RESSOURCES CONSCRÉES AU DÉVELOPPEMENT

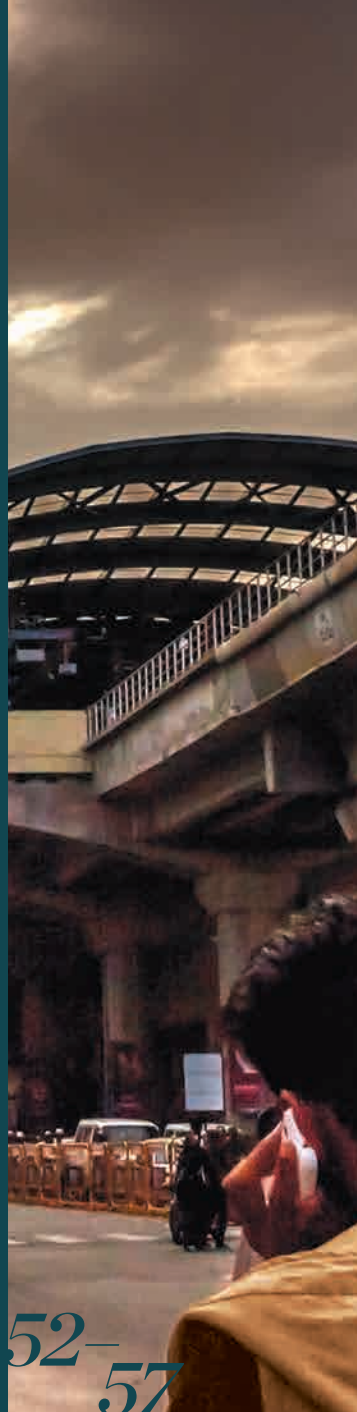
IFC collabore avec des clients et des partenaires du secteur privé pour combiner leurs ressources, leurs compétences et leurs idées de manière à contribuer le plus possible à faire reculer la pauvreté.



46-51

S'ATTAQUER AUX PLUS GROS PROBLÈMES

IFC s'attaque à quelques-uns des problèmes de développement les plus pressants. Elle s'est fixé trois priorités : créer de meilleurs emplois, réduire les inégalités entre les sexes et aider les pays à s'adapter au changement climatique et à en atténuer les effets.



52-57

AMÉLIORER LES CONDITIONS DE VIE

L'action menée par IFC contribue à améliorer les conditions de vie des pauvres où qu'ils se trouvent, partout où la pauvreté est la plus criante.

JETER LES BASES DE LA PROSPÉRITÉ

Les entreprises ne peuvent prospérer sans un approvisionnement fiable en électricité, sans routes et sans moyens de transport modernes pour acheminer leurs produits vers les marchés. Le manque d'accès à l'eau potable et aux services d'assainissement met des vies en danger.

L'absence d'infrastructures modernes est un obstacle majeur à l'élimination de la pauvreté dans les pays en développement. Chaque année, plus de 800 milliards de dollars sont investis dans l'infrastructure de ces pays, mais cela représente à peine la moitié des besoins. Rien que pour assurer l'accès universel à l'électricité, il faudrait investir 38 milliards de dollars de plus par an dans le monde.

IFC se fait une priorité d'aider à fournir des services d'infrastructure. Elle collabore avec le secteur privé pour mettre en œuvre des projets phares visant à surmonter les obstacles à la croissance, à faire face aux pressions de l'urbanisation et à atteindre les objectifs des pays en matière de développement durable. Pour optimiser les résultats, elle travaille souvent en collaboration étroite avec la Banque mondiale, d'autres institutions financières internationales et un large éventail de donateurs et clients.

Durant l'exercice 14, IFC a fourni 4,1 milliards de dollars de financements (en incluant les fonds mobilisés auprès d'autres investisseurs) pour des projets d'infrastructure de base. Une grande partie de ses investissements a été réalisée en Afrique, où les besoins sont particulièrement urgents. Un quart seulement des Africains ont

l'électricité et à peine 60 % ont accès à l'eau potable.

IFC soutient des investissements visant à accroître de 1 500 mégawatts la production d'électricité au Nigéria, ce qui permettra à 8 millions de ménages de se raccorder au réseau électrique à l'horizon 2015. En collaboration avec d'autres institutions du Groupe de la Banque mondiale, IFC monte des projets afin d'attirer des capitaux privés et fournit des mécanismes d'atténuation des risques pour aider à développer la production et le transport d'électricité ainsi que la fourniture de gaz aux centrales électriques du pays.

Alors que l'Afrique s'impose comme l'une des principales régions du monde où il est possible d'accroître la capacité de production d'électricité, IFC continue d'encourager la mise en valeur des sources d'énergie renouvelables sur le continent. Elle investit dans le premier projet d'énergie éolienne en Tanzanie, qui devrait accroître de 100 MW la capacité nationale de production d'électricité. La centrale de Singida permettra au pays d'être moins tributaire de coûteuses importations pétrolières.

IFC investit dans de nombreux projets d'infrastructure. En Colombie, la Société et deux fonds gérés par IFC Asset Management Company ont investi 150 millions de dollars dans Pacific Infrastructure Ventures afin de promouvoir les exportations d'hydrocarbures. Ces investissements aideront à financer la construction d'un nouveau terminal à Puerto Bahía, dans la baie de Cartagena, et d'un oléoduc de 130 kilomètres qui reliera les installations de Puerto Bahía au principal terminal colombien d'exportation de pétrole brut.





94

MILLIONS

d'utilisateurs ont été
alimentés en électricité,
en eau et en gaz par nos
clients en 2013

Au Nigéria, IFC soutient des investissements visant à accroître de 1 500 mégawatts la capacité du réseau électrique national.

AUGMENTER LES REVENUS ET CRÉER DES RICHESSES

Baba Sahib a perdu la jambe droite dans un attentat à la bombe peu de temps après son entrée dans la police de Kabul. Il est retourné dans sa ville natale, dans une zone rurale de l'Afghanistan, où il a essayé de gagner sa vie en vendant des articles de confiserie et des boissons glacées. Mais ses revenus ne lui permettaient pas d'envoyer ses six enfants à l'école.

Il avait besoin de capitaux pour lancer son affaire, mais il n'avait jamais eu de compte bancaire. Il ne savait même pas comment souscrire un prêt — jusqu'à ce qu'un client d'IFC, Finca, lui vienne en aide. Finca, l'une des plus grandes institutions de microfinancement du monde, lui a octroyé un prêt qui lui a permis de créer une épicerie qui est rapidement devenue rentable.

L'accès aux financements est essentiel pour lutter contre la pauvreté et promouvoir la prospérité, en aidant les particuliers et les entreprises à se doter d'actifs, à accroître leurs revenus et à se prémunir contre les difficultés économiques. Pourtant, près de 2,5 milliards d'adultes n'ont toujours pas accès aux services financiers essentiels et 200 millions de petites et moyennes entreprises peinent à obtenir les financements dont elles ont besoin pour prospérer.

IFC collabore avec un réseau de près d'un millier d'institutions financières et fonds de participation privés pour accroître l'offre de services financiers et réduire leur coût, ce qui

300

MILLIARDS DE DOLLARS
de prêts ont été
accordés par nos
clients à des PME et
des microentreprises
en 2013





Grâce à un prêt de Finca, client d'IFC, Baba Sahib a pu lancer son affaire.

lui permet d'aider beaucoup plus de particuliers et d'entreprises qu'elle ne pourrait le faire à elle seule. En 2013, les intermédiaires financiers figurant parmi ses clients ont accordé plus de 300 milliards de dollars de prêts à des PME et microentreprises. Grâce à ses services-conseil, ses clients ont été mieux en mesure d'offrir des services financiers essentiels aux particuliers et aux entreprises.

Les relations qu'entretient IFC avec Finca illustrent sa manière de procéder. Après avoir investi dans l'organisation, IFC l'a aidée à créer une nouvelle filiale qui lui permettra de doubler sa clientèle et d'atteindre ainsi 1,5 million d'emprunteurs, y compris dans les régions les plus pauvres et les plus isolées des 22 pays où Finca intervient.

IFC apporte également un appui aux coopératives financières, qui se sont avérées particulièrement efficaces pour desservir les populations négligées. Son investissement dans le Fedecredito au Salvador, en 2010, était le premier programme de financement adossé à des envois de fonds de Salvadoriens travaillant à l'étranger. En 2013, la coopérative avait octroyé 142 000 prêts à des microentreprises et particuliers à faible revenu, soit 25 % de plus qu'en 2010.

IFC s'emploie à moderniser les systèmes financiers. Au Ghana, la Société a aidé à créer un programme de dépôt de garantie — le premier du genre en Afrique subsaharienne — qui permet aux emprunteurs d'utiliser des biens meubles, tels que les équipements ou les stocks, comme garantie. Le projet a aidé à fournir des financements aux microentreprises et petites et moyennes entreprises, entre autres bénéficiaires.





27

MILLIONS

de patients ont reçu
des soins de santé
grâce aux clients
d'IFC en 2013

DÉVELOPPER LE CAPITAL HUMAIN

Diana Kemunto, 12 ans, rêve de devenir médecin, mais le chemin qui mène à cette profession est semé d'embûches pour une enfant qui a grandi dans un bidonville de Nairobi — où les enseignants, parfois absents 30 % du temps, ne dispensent tout au plus que trois heures et demie de cours par jour en moyenne.

Cette réalité ne se limite pas au quartier de Diana. Dans de nombreux pays en développement, près de la moitié des élèves qui ont achevé le cycle primaire ne peuvent pas lire une seule phrase, et un tiers ne peut pas effectuer de simples opérations de calcul, faute d'avoir reçu une éducation de qualité. Plus de 60 millions d'enfants en âge de fréquenter l'école primaire ne sont pas scolarisés.

Sans capital humain, sans le talent et le dynamisme des habitants des pays en développement, on ne peut espérer mettre fin à la pauvreté et instaurer une prospérité durable. IFC sait que le secteur privé a un rôle important à jouer dans ce domaine, parallèlement à l'action menée dans le secteur public. La Société propose des financements et des services-conseil qui aident le secteur privé à fournir des services d'éducation et de santé de grande qualité, offrant ainsi aux populations des pays pauvres une chance de réaliser pleinement leur potentiel productif.

Dans les deux domaines, IFC s'emploie à élargir l'accès des catégories à revenu faible ou intermédiaire à des services de qualité en proposant des moyens de financement novateurs à un coût abordable et en améliorant

les normes de qualité et d'efficacité. Dans le secteur de l'éducation, IFC aide les écoles à développer les compétences qui répondent aux besoins des employeurs.

À Nairobi, Diana est l'une des bénéficiaires de l'investissement de 10 millions de dollars d'IFC dans le réseau d'écoles privées Bridge International Academies, qui a créé un nouveau modèle d'éducation pour les enfants issus de familles pauvres. Elle est inscrite dans une école Bridge, où les enseignants utilisent des tablettes pour les guider dans leurs cours et où les résultats scolaires et les prestations des enseignants sont suivis de près. Bridge prévoit de porter à 10 millions le nombre d'élèves inscrits dans ses écoles en Afrique de l'Est et en Inde au cours de la prochaine décennie.

IFC soutient également les nouvelles technologies et applications qui permettent d'élargir l'accès à l'éducation. Son client Coursera, par exemple, collabore avec une centaine de grandes universités et autres établissements d'enseignement supérieur pour dispenser près de 700 cours en ligne gratuits à plus de 8 millions d'étudiants à travers le monde. En 2013, la Société a investi 5 millions de dollars dans Coursera pour l'aider à élargir son rayon d'action et atteindre davantage d'étudiants dans les pays en développement.

Durant l'exercice 14, IFC a investi 139 millions de dollars pour son propre compte dans le secteur de l'éducation et 173 millions de dollars dans le secteur de la santé. Ses clients ont contribué à l'éducation de plus de 2,5 millions d'élèves et assuré des soins à plus de 27 millions de patients en 2013.

RENFORCER LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

C'est une statistique affligeante pour une planète où règne encore la faim — en 2050, il y aura plus de 9 milliards d'hommes sur terre. Cela représente 219 000 bouches de plus à nourrir chaque jour, face à la pénurie croissante de terres, d'eau et d'énergie.

Pour ceux qui travaillent dans le secteur agricole, la tâche à accomplir n'a jamais été aussi ardue. Les ressources naturelles sont surexploitées. Pour faire face à la hausse de la demande, la production alimentaire devra doubler et il faudra que les investissements annuels augmentent de 50 % dans ce secteur. Ces problèmes peuvent sembler insolubles, mais les entreprises à travers le monde s'emploient déjà à trouver des solutions innovantes.

IFC collabore avec le secteur privé pour renforcer l'offre de denrées alimentaires abordables et faire en sorte que ceux qui en ont le plus besoin y aient accès. Ses activités permettent aux agriculteurs d'avoir plus facilement accès aux financements et d'élargir ainsi leurs débouchés. La Société les aide à améliorer leur productivité, à adopter des modes de production viables et à réduire le gaspillage. Elle leur offre aussi une formation et met au point des produits qui les protègent contre les risques imprévus.

IFC intensifie ses activités en Afrique, où le secteur agricole assure 70 % des emplois. Ses investissements dans une entreprise éthiopienne dénommée africa-JUICE, le premier producteur de jus de fruit en Afrique subsaharienne à recevoir le label du commerce équitable, et les services-conseil qu'elle lui fournit permettront à l'entreprise de tripler sa capacité de transformation de fruits, de doubler son personnel pour atteindre 3 000 employés et de porter de 70 à 1 000 le nombre de petits exploitants qui l'approvisionnent.

2,9
MILLIONS

d'agriculteurs ont
bénéficié du soutien
de clients d'IFC en 2013



Un investissement d'IFC aide la seule conserverie de thon des Îles Salomon à se développer et à créer des emplois.

IFC vise à accroître la productivité des agriculteurs en améliorant leur accès aux intrants agricoles essentiels. Au Nigéria, où les rendements moyens sont faibles parce que les agriculteurs ont un pouvoir d'achat limité et utilisent des techniques agricoles archaïques, IFC investit 6 millions de dollars dans Saro AgroSciences, un gros distributeur d'herbicides et insecticides. L'entreprise prévoit d'accroître de 82 à 300 le nombre de ses points de distribution dans le pays, ce qui lui permettra d'approvisionner plus de 500 000 petits exploitants en produits agrochimiques d'ici à 2016.

En Amérique centrale, IFC a aidé le gouvernement du Honduras à mettre en place des règles transparentes et non discriminatoires d'enregistrement des nouveaux pesticides et engrais. Les nouvelles règles ont stimulé la concurrence entre les fournisseurs, ce qui a permis à quelque 35 000 agriculteurs d'avoir accès à un plus grand choix de produits agrochimiques moins chers et de meilleure qualité.

Dans le Pacifique, IFC aide les Îles Salomon à conserver une plus grande part des recettes générées par les prises de thon, qui, à l'heure actuelle, vont essentiellement à des entreprises étrangères. La Société appuie l'expansion de SolTuna, la seule conserverie de thon du pays, grâce à un prêt de 10 millions de dollars assorti de services-conseil. L'expansion permettra de créer 500 emplois au cours des cinq prochaines années.



PROMOUVOIR LA RÉSILIENCE ÉCONOMIQUE

Les pays en développement ont de meilleures chances de parvenir à une prospérité durable lorsqu'ils peuvent lever des fonds en toute liberté, au niveau national ou international, dans leurs monnaies respectives.

Ce n'est pas encore une option pour ces pays, même les plus grands. Par exemple, la monnaie chinoise représente à peine 2 % des transactions sur les marchés des changes. La part de l'Inde est encore plus faible. La nécessité d'emprunter en devises étrangères expose les entreprises de ces pays à des risques inutiles et peut rendre des économies tout entières vulnérables aux variations soudaines des flux de capitaux.

IFC s'emploie à réduire ces risques en facilitant l'accès des pays en développement aux ressources intérieures. Pour renforcer les marchés locaux des capitaux, la Société émet des obligations en monnaie nationale dans l'espoir de faire des émules. Pour y parvenir, elle travaille également en étroite collaboration avec les gouvernements, les organismes de contrôle et d'autres institutions d'aide au développement.

En 2013, lorsque l'Inde a connu une fuite soudaine des capitaux qui a provoqué l'effondrement de sa monnaie, IFC a effectué sa première émission d'obligations libellées en roupies pour aider à rétablir les flux de capitaux. Au total, la Société a émis l'équivalent d'un milliard de dollars dans le cadre de son programme d'émission d'obligations libellées en roupies sur le marché mondial. Les gros acquéreurs venaient des États-Unis, d'Europe et d'Amérique latine, ce qui confirme la confiance fondamentale des investisseurs dans l'économie indienne. IFC prévoit de porter le montant total de l'émission à deux milliards de dollars.

Durant l'exercice, IFC est devenue la première institution internationale d'aide au développement à émettre, à la Bourse de Londres, une obligation libellée en renminbi chinois. La Société a émis 2 milliards de yuans, soit environ 325 millions de dollars, devenant la première institution multilatérale à effectuer une émission aussi importante que celle jusqu'ici réservée aux monnaies de référence. Elle a ensuite émis la première obligation « verte » en renminbi à la Bourse de Londres, levant 500 millions de yuans pour des investissements sans impact sur le climat. IFC est également devenue la première institution étrangère à émettre une obligation en monnaie nationale au Rwanda, ce qui permettra au pays d'attirer plus facilement des investisseurs africains et d'autres régions.

IFC a accordé la première garantie partielle de crédit au titre d'obligations émises par une entreprise indonésienne, permettant ainsi à l'un des premiers promoteurs immobiliers du pays d'émettre des titres d'un montant de 500 milliards de roupies, soit environ 44 millions de dollars, sur le marché obligataire. La garantie de 20 % accordée à PT Ciputra Residence a permis à la compagnie d'obtenir une notation élevée pour ses obligations et donc d'attirer des fonds de pension et divers autres investisseurs institutionnels. L'entreprise utilisera le produit de l'émission pour développer le parc de logements, tout en appliquant les normes de construction écologique d'IFC.

Au total, IFC a émis des obligations dans les monnaies de 15 pays émergents. En outre, la Société a fourni plus de 12 milliards de dollars de financements dans 60 monnaies nationales sous forme de prêts, swaps, garanties, mécanismes de mutualisation des risques et autres produits structurés et titrisés.





12

MILLIARDS DE DOLLARS
de financements en
monnaies nationales
ont été fournis par IFC

Le bâtiment de la Bourse à Mumbai. Les émissions d'obligations d'IFC libellées en roupies confirment la confiance des investisseurs envers l'Inde.

AMÉLIORER LES SERVICES ESSENTIELS GRÂCE AUX PARTENARIATS

Les besoins dans les pays en développement sont considérables : il faudra dépenser près de 2 000 milliards de dollars par an pour moderniser les infrastructures, au moins 100 milliards de dollars par an pour lutter contre le changement climatique, et des centaines de milliards de dollars de plus pour aider les populations à échapper à l'extrême pauvreté.

Ces coûts dépassent de loin les ressources dont dispose un pays ou une institution, mais les partenariats public-privé peuvent faire une grande différence. Ils peuvent apporter non seulement des fonds, mais aussi des compétences et des gains d'efficacité, contribuant à une affectation judicieuse des ressources pour relever les défis les plus urgents du développement.

IFC est la seule organisation multilatérale à conseiller directement les gouvernements sur la façon de structurer des partenariats public-privé. La Société a participé à plus de 300 projets de PPP dans le monde, généralement dans des régions ou des pays où il est difficile d'attirer des investisseurs en raison de conditions locales défavorables.

En juin 2014, IFC avait un portefeuille de 118 projets de services-conseil concernant des PPP en cours dans plus de 50 pays, d'une valeur totale de quelque 152 millions de dollars. La Société a aidé les pouvoirs publics à signer dix contrats de partenariat public-privé, dont six dans des pays IDA. Ces partenariats devraient permettre d'améliorer l'accès de plus de 1,6 million de personnes aux infrastructures et aux services de santé et de mobiliser 306 millions de dollars d'investissements privés.

300

PROJETS DE PPP
ont été soutenus par
IFC dans le monde

IFC investit également dans des projets PPP. En Jordanie, elle a contribué au développement du premier parc éolien de grande envergure du pays en aidant EP Global Energy à élaborer les accords de projet, en facilitant les négociations avec les autorités nationales et en mobilisant 221 millions de dollars de financements à l'appui du projet. Le parc éolien de Tafila, qui doit entrer en service en 2015, permettra d'approvisionner le réseau électrique à moindre coût, tout en réduisant les émissions de gaz à effet de serre ainsi que la dépendance de la Jordanie vis-à-vis des importations pétrolières.

En Croatie, IFC a investi environ 74 millions de dollars dans un consortium privé qui assurera le développement et l'exploitation de l'aéroport international de Zagreb. La première concession aéroportuaire du pays devrait aider à faire de la capitale un important pôle de transport européen et à stimuler le tourisme, l'un des principaux moteurs de la création d'emplois et de la croissance économique. Ce projet devrait également servir d'exemple et encourager la création d'autres PPP dans le pays.

IFC ne collabore pas uniquement avec les autorités nationales. Dans l'État d'Odisha, l'un des plus pauvres de l'Inde, la Société a aidé la municipalité de Bhubaneswar à concevoir, structurer et gérer la procédure d'appel d'offres pour un nouveau projet d'éclairage public. Inefficace, l'ancien réseau a été remplacé par un système plus performant qui coûtera 100 000 dollars de moins par an à la municipalité.



Construction d'un terminal à l'aéroport international de Zagreb. Le projet renforcera l'infrastructure et stimulera le tourisme de la Croatie.

MOBILISER LES RESSOURCES D'AUTRES INVESTISSEURS

Le succès des investissements d'IFC dans les marchés négligés par les investisseurs traditionnels offre un avantage supplémentaire : il encourage les autres à suivre l'exemple donné par la Société.

IFC utilise ce pouvoir d'influence pour maximiser son impact dans les pays en développement en encourageant d'autres investisseurs à investir avec elle pour créer des opportunités, ce qui lui permet de mobiliser davantage de capitaux que si elle devait compter uniquement sur ses propres ressources. Cette formule garantit des rendements solides à ses partenaires tout en réduisant leurs risques. Elle permet aussi de mettre les clients d'IFC en contact avec de nouveaux investisseurs, ce qui ouvre la voie à des relations susceptibles de leur apporter les fonds et les compétences dont ils ont tant besoin.

IFC est réputée pour ses méthodes inédites de collaboration avec d'autres investisseurs. Son programme de prêts syndiqués, le plus important du genre parmi toutes les institutions internationales de développement, a mobilisé plus de 43 milliards de dollars auprès d'autres investisseurs depuis sa création en 1957. IFC Asset Management Company, filiale à part entière d'IFC créée en 2009, gère aujourd'hui plus de 6 milliards de dollars d'actifs pour le compte d'une large gamme d'investisseurs institutionnels tels que les fonds de pension et les fonds souverains.

L'an dernier, la Chine — un acteur de plus en plus important dans les pays en développement — a été le premier pays à

3,1

MILLIARDS DE DOLLARS
de prêts ont été
syndiqués par IFC
durant l'exercice 14

investir dans le nouveau Programme de portefeuille de prêts conjoints, engageant 3 milliards de dollars à l'appui d'investissements dans de nouveaux projets d'IFC. Dans le cadre du programme, la Chine délègue à IFC les pouvoirs requis pour monter et structurer les prêts et pour gérer le portefeuille. Durant l'exercice 14, IFC a engagé 320 millions de dollars au titre du programme.

En mobilisant des capitaux pour financer le développement, IFC s'efforce d'élargir sa base de co-investisseurs, tels que notamment les autres institutions financières internationales et les banques, dans les marchés émergents. La Société a élaboré un accord-cadre de coopération qui décrit en détail comment les institutions internationales de développement peuvent œuvrer ensemble, par la syndication de prêts, pour cofinancer des projets menés par IFC. Vingt et une institutions de développement sont aujourd'hui parties à cet accord et leur nombre ne cesse d'augmenter. Depuis 2009, ces institutions ont fourni 2,2 milliards de dollars à des clients d'IFC.

Pour sa part, IFC Asset Management Company a mobilisé un important volume de capitaux pour les investir dans des projets d'IFC. Durant l'exercice 14, elle a achevé la mobilisation de ressources pour le Fonds mondial pour l'infrastructure d'IFC, levant un montant total de 1,2 milliard de dollars. Dans l'un de ses premiers investissements, le Fonds a fourni 75 millions de dollars à IHS Holdings, un client d'IFC qui est le plus gros opérateur de tours de télécommunications indépendantes en Afrique, ce qui lui permettra d'élargir l'accès aux services de téléphonie mobile dans les zones rurales isolées du continent africain.



En Afrique, IFC a contribué à la modernisation des télécommunications en mobilisant d'importantes ressources auprès d'autres investisseurs.

LA CRÉATION D'EMPLOIS, PIERRE ANGULAIRE DU DÉVELOPPEMENT

La pénurie d'emplois est l'un des problèmes les plus pressants de notre époque. Dans les pays en développement, l'emploi est le principal moyen de sortir de la pauvreté pour plus d'un milliard de personnes, car il relève le niveau de vie, améliore la productivité et renforce la cohésion sociale.

Or, on assiste à une montée du chômage à l'échelle mondiale. En 2013, il y avait plus de 200 millions de demandeurs d'emploi dans le monde, pour la plupart des femmes et des jeunes vivant dans des pays en développement. Si la tendance actuelle se maintient, le nombre total de chômeurs continuera d'augmenter et dépassera les 215 millions en 2018.

Le secteur privé, qui assure neuf emplois sur dix dans les pays en développement, a un rôle crucial à jouer. IFC collabore avec ses clients et ses partenaires pour aider les entreprises privées à surmonter les plus gros obstacles à la création d'emplois en élargissant l'accès aux financements, en favorisant l'investissement dans les infrastructures, en améliorant le climat de l'investissement et en promouvant l'éducation et la formation.

En 2013, les clients dans lesquels IFC a investi ont financé directement 2,6 millions d'emplois. Selon des études réalisées par la Société, chaque emploi directement créé par ses clients génère près d'une vingtaine d'autres emplois dans l'ensemble de la filière

d'approvisionnement et de distribution. IFC a aussi fourni son appui à des institutions financières qui ont accordé plus de 300 milliards de dollars de prêts aux PME et microentreprises qui, à leur tour, ont employé une centaine de millions de personnes.

IFC assure la coordination d'une coalition mondiale d'institutions financières internationales et de bailleurs de fonds appelée « Let's Work », qui vise à apporter des solutions coordonnées aux problèmes de la création d'emplois dans différents pays et secteurs d'activité. Par ailleurs, la Société est également le chef de file d'un partenariat regroupant quinze grandes entreprises privées qui œuvrent ensemble à l'accroissement des possibilités d'emploi pour les femmes.

IFC a également lancé un programme visant à améliorer les conditions de travail de centaines d'employés du secteur de la confection au Bangladesh, qui a attiré l'attention de la communauté internationale en 2013 après l'effondrement d'un immeuble et une série d'incendies. Dans le cadre du programme « Better Work » lancé avec l'Organisation internationale du Travail, la Société procède à des évaluations du respect de la législation nationale et des normes internationales du travail dans les usines.

IFC a créé un programme intégré d'investissement et de services-conseil pour aider à transformer le secteur de la confection au Bangladesh, qui représente 20 % du PIB et emploie 4,2 millions de personnes. Dans le cadre du programme, il est prévu de consacrer 500 millions de dollars au financement des exportations et d'améliorer les normes de construction et de sécurité incendie.





2,6

MILLIONS

d'emplois fournis
en 2013 par les
clients dans lesquels
IFC investit

TRANSFORMER LES RISQUES EN OPPORTUNITÉS

Le changement climatique n'est pas seulement un problème environnemental : c'est aussi une menace qui pèse lourdement sur la prospérité mondiale et dont les conséquences se font sentir de façon disproportionnée sur les pays les plus pauvres.

Selon les prévisions, on enregistrera un réchauffement de la planète de 2 degrés Celsius au cours des prochaines décennies par rapport aux niveaux de l'ère préindustrielle, ce qui aggravera les pénuries alimentaires en Afrique subsaharienne, multipliera les inondations dans les zones côtières de l'Asie du Sud-Est et perturbera le régime des précipitations au point que certaines régions d'Asie du Sud seront inondées et d'autres privées de l'eau nécessaire pour la production d'électricité et l'agriculture.

IFC est à l'avant-garde des efforts déployés par le Groupe de la Banque mondiale pour lutter contre le changement climatique parce qu'elle sait que c'est un obstacle de taille à l'élimination de l'extrême pauvreté et que le secteur privé a un rôle crucial à jouer dans ce combat. Depuis 2005, la Société a investi plus de 13 milliards de dollars dans des projets liés au climat, dont près de 2,5 milliards de dollars durant l'exercice 14.

La Société est l'une des principales sources de financement des énergies renouvelables dans les pays en développement. Cette année, elle a financé la construction et l'expansion de trois centrales solaires au Chili, parmi lesquelles Amanecer Solar, qui sera la plus grande centrale électrique photovoltaïque d'Amérique latine. Avec une capacité totale

de 180 mégawatts, ces projets permettront au Chili de satisfaire ses besoins croissants en énergie tout en éliminant environ 185 000 tonnes d'émissions de dioxyde de carbone par an, ce qui revient à mettre 39 000 automobiles hors circulation.

IFC est également l'un des plus grands émetteurs d'obligations vertes. En 2013, la Société a procédé à deux émissions de ce type, d'un montant de 1 milliard de dollars chacune, afin de lever des capitaux en faveur de projets sans effet sur le climat. Encouragés par le montant et le succès de ces émissions, d'autres investisseurs et entreprises s'implantent sur cet important nouveau marché.

Dans le cadre de son programme de financement d'activités contribuant à une meilleure maîtrise de l'énergie, IFC aide les banques commerciales à inclure des projets climato-intelligents dans leur portefeuille de projets à l'étude. Aux Philippines, le programme a reçu un prix du secrétariat de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques pour son approche innovante qui a permis de réduire sensiblement les émissions à effet de serre. IFC a entrepris d'étendre le programme au Moyen-Orient, notamment au Liban, où les banques accordent davantage de prêts aux entreprises et aux particuliers soucieux de préserver l'environnement.

Au Bangladesh, en coopération avec la Banque mondiale et d'autres partenaires, IFC s'emploie à réduire les émissions dans les zones franches de transformation pour l'exportation. La Société a contribué à l'élaboration de directives qui permettent aux entreprises du secteur du textile et de la confection de consommer moins d'énergie tout en restant compétitives. Ses activités ont aidé à attirer 170 millions de dollars d'investissements privés dans l'amélioration des rendements énergétiques dans ces zones.

13

MILLIARDS DE DOLLARS
ont été investis par IFC
dans des projets liés au
climat depuis 2005





IFC contribue à réduire les émissions à effet de serre dans les pays en développement en accroissant le financement des projets d'énergie renouvelable.

LE POUVOIR DE TRANSFORMATION DES FEMMES

Bukky George, propriétaire d'une petite pharmacie à Lagos, a entrepris un projet ambitieux : monter une chaîne nationale de pharmacies où les Nigériens auraient accès à des médicaments de qualité, comme les habitants des pays plus riches.

En puisant dans ses économies et celles de sa famille, elle a créé trois nouveaux magasins en un an, mais elle s'est ensuite heurtée à un obstacle bien connu des femmes entrepreneurs : la plupart des banques n'accordaient pas de prêts aux nouvelles entreprises appartenant à des femmes, alors qu'elle avait besoin de capitaux supplémentaires pour développer son affaire.

Il y avait heureusement une exception, Access Bank, un prêteur nigérian qui venait de recevoir une ligne de crédit d'IFC pour accroître le volume de ses prêts aux femmes entrepreneurs. Bukky George a obtenu le prêt dont elle avait besoin. Aujourd'hui, sa chaîne HealthPlus compte 25 points de vente et elle prévoit d'en ouvrir 17 autres en 2014.

IFC sait que les femmes, en tant que consommatrices, employées, chefs d'entreprise et entrepreneurs, ont le pouvoir de transformer l'économie mondiale en contribuant à la création d'emplois, en augmentant le revenu par habitant et en promouvant le développement durable. C'est pourquoi la Société s'attache à promouvoir la participation des femmes à toutes ses activités. C'est aussi pourquoi elle a créé un Secrétariat à l'égalité des sexes en 2013, afin d'aider ses employés et ses clients à comprendre qu'ils ont tout intérêt à prendre en compte les besoins des femmes, et à répondre à ces besoins.

800

MILLIONS DE DOLLARS
ont été investis depuis
2010 par le biais
de notre programme
Banking on Women





Au Nigéria, Bukky George a transformé un petit nombre de magasins en un réseau de pharmacies en plein essor.

Grâce aux relations qu'elle entretient avec près d'un millier d'institutions financières et fonds de participation privés, IFC contribue à élargir l'accès des femmes entrepreneurs aux financements. Œuvrant en étroite collaboration avec d'autres institutions du Groupe de la Banque mondiale, la Société aide à lever les obstacles sexospécifiques qui existent dans le monde des affaires. Elle aide également ses clients à améliorer les conditions de travail des femmes, à leur offrir une meilleure formation commerciale et à accroître leur représentation dans les conseils d'administration.

Cette année, en partenariat avec le programme « 10,000 Women » de Goldman Sachs, IFC a lancé un fonds mondial de 600 millions de dollars pour permettre à 100 000 femmes d'avoir accès aux financements dans les pays en développement. IFC gèrera le fonds, qui devrait mobiliser 470 millions de dollars supplémentaires auprès d'autres investisseurs, et fournira des services-conseil.

L'initiative fait partie du programme *Banking on Women* d'IFC, qui a investi plus de 800 millions de dollars depuis 2010 dans le cadre de 17 opérations d'investissement. Pour aider à développer ce programme, la Société a procédé à sa première émission d'obligations spécifiquement destinée à venir en aide aux femmes entrepreneurs dans les pays en développement, mobilisant 165 millions de dollars auprès d'investisseurs japonais.

Dans le secteur agroindustriel, IFC a collaboré avec son client ECOM Coffee pour mettre sur pied un programme de formation à l'intention des femmes dans la région Asie de l'Est et Pacifique. Dans le passé, les femmes accomplissaient la majorité des travaux de récolte, mais recevaient rarement une formation professionnelle. Le renforcement de leur formation a permis à ECOM d'accroître le volume et la qualité des récoltes tout en réduisant ses coûts et en relevant le revenu de ses agricultrices.





8,5

MILLIARDS DE DOLLARS
ont été investis par
IFC dans les pays les
plus pauvres durant
l'exercice 14, en
incluant les fonds
mobilisés auprès
d'autres investisseurs

CRÉER DES OPPORTUNITÉS DANS LES SITUATIONS DIFFICILES

Dans certaines régions du monde, la pauvreté augmente au lieu de diminuer.

Dans les pays les plus pauvres, le nombre de personnes démunies a augmenté de 100 millions depuis le début des années 80, tandis que les conflits et l'instabilité accroissent la proportion de personnes vivant avec moins de 1,25 dollar par jour.

Pour inverser cette tendance, il faudra déployer un effort particulier. Ces régions sont généralement dépourvues des moyens les plus élémentaires nécessaires pour échapper à la pauvreté. La plupart des institutions publiques ne sont pas à la hauteur de la tâche. Le secteur privé est léthargique. Les infrastructures — réseau électrique, routes et ponts — sont délabrées. L'accès aux denrées alimentaires, à l'eau et aux médicaments est limité.

C'est pourquoi IFC redouble d'efforts dans ces domaines. Depuis 2005, elle a multiplié par huit ses investissements dans les 82 pays les plus pauvres — ceux qui sont admis à emprunter à l'Association internationale de développement — pour atteindre un montant record de près de 8,5 milliards de dollars (en incluant 1,6 milliard de dollars de fonds mobilisés auprès d'autres investisseurs) durant l'exercice 14.

En outre, depuis 2007, la Société a directement versé plus de 2,8 milliards de dollars au titre de la reconstitution des ressources de l'IDA. Ses investissements annuels dans les États fragiles ou touchés par un conflit ont frisé les 950 millions de dollars durant l'exercice 14 (en incluant les fonds mobilisés par IFC auprès d'autres investisseurs), soit une augmentation de 20 %

en deux ans. Les deux tiers des dépenses au titre de son programme de services-conseil sont allés aux pays IDA et 20 % à des États fragiles ou touchés par un conflit.

La modernisation des infrastructures dans ces régions est un élément clé de la stratégie d'IFC. Au Népal, où plus d'un quart de la population vit en dessous du seuil de pauvreté et où les coupures d'électricité sont la norme, la Société aide le pays à tirer pleinement parti de ses abondantes ressources hydroélectriques.

Travaillant en étroite collaboration avec d'autres institutions du Groupe de la Banque mondiale, IFC a investi près de 1 milliard de dollars et mobilisé 4 milliards de dollars supplémentaires pour aider le pays à produire jusqu'à 3 000 mégawatts d'électricité, de quoi approvisionner 16 millions de personnes, soit 60 % de la population du Népal. Le projet vise également à créer des emplois urbains et à accroître la productivité agricole.

En Haïti, où l'accès à l'eau courante est limité et où la majorité de la population est ravitaillée en eau par camion, un moyen d'approvisionnement coûteux et peu fiable, le client d'IFC dloHaiti a décidé d'innover. Un réseau d'installations décentralisées de purification et de distribution de l'eau alimentées à l'énergie solaire a permis de réduire les frais de traitement et d'améliorer la qualité de l'eau fournie aux populations mal desservies. dloHaiti prévoit de construire 300 installations qui desserviront plus d'un million de personnes et créeront quelque 4 000 emplois.

IFC a également aidé la République démocratique du Congo à créer sa première Zone économique spéciale (ZES), qui devrait attirer 80 millions de dollars d'investissements et créer 1 500 emplois. IFC a aidé le pays à élaborer le nouveau projet de loi sur les ZES.

LUTTER CONTRE LA PAUVRETÉ LÀ OÙ LES BESOINS SONT LES PLUS GRANDS

En Inde, plus de 50 millions de paysans vivent de la culture de la canne à sucre, mais beaucoup d'entre eux utilisent des méthodes inefficaces. Dans l'État d'Uttar Pradesh, l'un des plus pauvres du pays, les rendements sont pratiquement deux fois moins élevés que dans les États les plus productifs. Cela signifie que les agriculteurs ne gagnent pas autant qu'ils pourraient.

Le projet Meetha Sona (« or doux » en hindi) d'IFC est en train de changer les choses. Dans le cadre d'un partenariat avec le producteur de sucre DSCL, le programme distribue du matériel de formation et un module personnalisé sur les pratiques agricoles intelligentes sur le plan climatique. Les agriculteurs formés ont signalé des gains de productivité de 86 % les deux premières années du programme. Plus de 17 000 agriculteurs ont déjà été formés et le programme est progressivement élargi, le but étant de former 200 000 agriculteurs travaillant pour 14 usines sucrières en Inde à l'horizon 2015.

Il est essentiel d'améliorer les conditions de vie dans des régions comme Uttar Pradesh si l'on veut réaliser le double objectif de mettre fin à l'extrême pauvreté d'ici à 2030 et de promouvoir une prospérité partagée. L'Asie du Sud compte plus de 40 % des êtres humains qui subsistent avec moins de 1,25 dollar par jour, malgré la solide croissance affichée par la région au cours des dernières années.

6,8

MILLIARDS DE DOLLARS
ont été investis
en Afrique
subsaharienne, en Asie
du Sud, au Moyen-
Orient et en Afrique du
Nord durant l'exercice 14

IFC axe son action sur les régions où la nécessité de faire reculer la pauvreté est la plus impérieuse. En Afrique subsaharienne, où les taux d'extrême pauvreté figurent parmi les plus élevés du monde, IFC s'emploie à réduire le déficit d'infrastructure, à faire face à une demande alimentaire toujours plus grande et à élargir l'accès aux services financiers.

Son partenariat de 37,4 millions de dollars avec la fondation MasterCard devrait permettre à 5,3 millions de personnes d'avoir accès à des services financiers d'ici à 2017. En outre, le Fonds de recapitalisation d'IFC, qui est géré par IFC Asset Management Company, a investi 172,2 millions de dollars dans FirstRand Bank, un client d'IFC, afin de l'aider à accroître le volume des prêts aux petites et moyennes entreprises et aux particuliers dans la région.

Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, où les fortes inégalités risquent de menacer la stabilité sociale, IFC s'attache à promouvoir l'éducation et la formation, à élaborer des projets sans incidence sur le climat et à améliorer les services d'infrastructure. Elle a investi 50 millions de dollars afin d'aider Alliances Group, une grande entreprise du bâtiment marocaine, à construire 110 000 logements sociaux, ce qui réduira le déficit à combler dans ce secteur, actuellement estimé à quelque 840 000 unités.

Au total, IFC a investi 6,8 milliards de dollars pour son propre compte dans ces régions au cours de l'exercice 14, soit près de 40 % du montant total de ses engagements pour l'exercice. Environ la moitié de son programme de services-conseil concernait ces régions.

Les activités d'IFC ont contribué à la création de plus de 381 000 emplois en Asie du Sud, plus de 227 000 en Afrique subsaharienne et plus de 174 000 au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Elles ont également permis à ses clients d'instruire plus de 44 000 élèves en Asie du Sud, d'approvisionner en eau 1,8 million d'usagers au Moyen-Orient et de soigner environ 941 000 patients en Afrique subsaharienne.



En Inde, IFC aide les agriculteurs à accroître leur productivité en les formant aux techniques agricoles de pointe.

PROMOUVOIR UNE PROSPÉRITÉ LARGEMENT PARTAGÉE

Les pays à revenu intermédiaire, qui assurent un tiers de la production économique mondiale, sont des moteurs essentiels de la prospérité mondiale. Et pourtant, on y trouve les trois quarts des personnes vivant avec moins de 1,25 dollar par jour.

Des obstacles de taille freinent le développement de ces pays malgré les progrès économiques considérables qu'ils ont accomplis. De vastes régions rurales de leur territoire restent isolées, en marge de la croissance nationale, tandis que les centres urbains ont des difficultés à moderniser leurs infrastructures pour accueillir les ruraux qui viennent s'y installer dans l'espoir d'une vie meilleure. Ces pays doivent également faire face aux risques climatiques.

IFC collabore étroitement avec le secteur privé dans ces pays pour faire en sorte que les avancées réalisées profitent à l'ensemble de leur population et pour permettre aux entreprises locales de mieux relever les défis régionaux et mondiaux du développement. La Société axe son action sur les régions pionnières, où l'on trouve une forte proportion de pauvres, et sur les entreprises qui desservent les groupes négligés, tels que les femmes, les jeunes et les petits exploitants agricoles.

Au Brésil, par exemple, IFC a fourni près de 20 millions de dollars de financements cette année afin de permettre la réouverture et l'expansion d'une exploitation avicole du Tocantins, l'un des États les plus pauvres du

pays. Son investissement dans Asa Alimentos, l'un des plus gros producteurs de volailles et de viande de porc du pays, devrait aider à créer ou préserver près de 5 000 emplois, à promouvoir le développement rural et à accroître l'offre alimentaire pour quelque 3,5 millions de personnes au cours des trois prochaines années.

IFC aide aussi la Turquie à relever le défi de l'urbanisation. La Société a mis sur pied un financement de 165 millions d'euros pour la construction de lignes de tramway à Izmir, une ville de près de 4 millions d'habitants au bord de la mer Égée. Le projet devrait aider à réduire les embouteillages en améliorant le système de transport public d'une manière intelligente sur le plan climatique.

IFC apporte un appui ferme aux entreprises qui adoptent un modèle d'activité à vocation solidaire. La Société est le principal investisseur multilatéral dans ces entreprises qui privilégient les catégories à faible revenu, aussi bien consommateurs, détaillants, fournisseurs que distributeurs. Rien que durant l'exercice 14, elle a engagé plus de 1,6 milliard de dollars à l'appui de 84 entreprises ayant adopté ce modèle, dont un grand nombre opère dans des pays à revenu intermédiaire.

IFC soutient également l'intégration régionale et les investissements Sud-Sud en encourageant les entreprises des pays à revenu intermédiaire à investir dans d'autres pays en développement. Cette année, par exemple, elle a aidé à mettre sur pied un consortium d'investisseurs (dont la Banque de Chine) qui a fourni un financement de 30 millions de dollars afin d'accroître le volume d'eau potable disponible et de moderniser les stations de traitement des eaux usées au Moyen-Orient.





1,6

MILLIARD DE DOLLARS
ont été engagés durant
l'exercice 14 à l'appui
d'entreprises à vocation
solidaire, dont beaucoup
opèrent dans des pays à
revenu intermédiaire

En Turquie, IFC aide la ville d'Izmir à améliorer son système de transport public d'une manière intelligente sur le plan climatique

pg. 59

RÉPONDRE AUX ATTENTES

Les priorités stratégiques d'IFC	60
Fiche de performance	61
Créer des opportunités là où elles font le plus défaut	62

pg. 64

LES COMPÉTENCES D'IFC

Répartition géographique du personnel d'IFC	65
L'action d'IFC	66
Les compétences spécialisées d'IFC	70

pg. 72

LE PERSONNEL ET LES PRATIQUES D'IFC

IFC en action	73
La méthode suivie par IFC pour mesurer ses résultats	74
Le personnel d'IFC	82
La gouvernance d'IFC	84
L'obligation de rendre compte	86
Les partenariats	88
La gestion des risques	90
Une action responsable	92
Rapport indépendant d'assurance portant sur différentes informations relatives au développement durable	95
Performance financière	100

RÉPONDRE AUX ATTENTES

La Société financière internationale s'efforce de fournir ce qui ne peut pas s'obtenir ailleurs. Elle offre à ses clients un menu unique d'investissements et de conseils visant à promouvoir le développement d'un secteur privé viable dans les pays émergents. Mettre à profit cet apport unique — ce qu'elle appelle son « additionnalité » — pour maximiser son impact au plan du développement est l'un des fondements de sa stratégie.

LES PRIORITÉS STRATÉGIQUES D'IFC :

Les interventions de la Société suivent cinq grandes priorités stratégiques qui lui permettent d'apporter une aide là où elle est la plus nécessaire et la plus utile.

PRIVILÉGIER LES MARCHÉS PIONNIERS

*Pays IDA, États fragiles et en situation de conflit,
et régions pionnières de pays à revenu intermédiaire*

PRENDRE EN COMPTE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET ASSURER UN DÉVELOPPEMENT DURABLE SUR LE PLAN ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL

*Élaborer de nouveaux modèles d'activité et instruments financiers ;
définir et améliorer les normes*

ÉLIMINER LES OBSTACLES À LA CROISSANCE DU SECTEUR PRIVÉ DANS LES DOMAINES DE L'INFRASTRUCTURE, DE LA SANTÉ, DE L'ÉDUCATION ET DE LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT ALIMENTAIRE

*Accroître l'accès aux services de base et renforcer
la chaîne de valeur agroindustrielle*

DÉVELOPPER LES MARCHÉS LOCAUX DES CAPITAUX

*Renforcer les institutions, mobiliser les ressources
et utiliser des produits financiers novateurs*

CULTIVER DES RELATIONS DURABLES AVEC LES CLIENTS DANS LES PAYS ÉMERGENTS

*Utiliser la gamme complète des produits et services d'IFC pour
orienter le développement des clients et les aider à accroître leurs
activités au-delà des frontières nationales.*

FICHE DE PERFORMANCE

Résultats associés aux priorités stratégiques d'IFC

	Résultats	
	Ex. 14	Ex. 13

RÉSULTATS AU PLAN DU DÉVELOPPEMENT

Projets d'investissement ayant reçu une note élevée (notation du DOTS) ¹	64 %	66 %
Projets de services-conseil ayant reçu une note élevée ²	76 %	76 %

Priorités stratégiques

MARCHÉS PIONNIERS

IDA : nombre de projets d'investissement	288	288
IDA : Engagements (millions d'USD)	6 880	6 649
IDA : part du Programme de services-conseil consacrée au pays IDA, % ³	66 %	65 %
États fragiles et touchés par un conflit : nombre de projets d'investissement	47	44
États fragiles et touchés par un conflit : part du programme de services-conseil, %	20 %	18 %
Régions pionnières : nombre de projets d'investissement	47	59
Engagements en Afrique subsaharienne (millions d'USD)	3 540	3 501
Engagements dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (millions d'USD)	1 698	2 038
Engagements en Asie du Sud, en Afghanistan et au Pakistan (millions d'USD)	1 988	1 697

LIENS DURABLES AVEC LES CLIENTS, Y COMPRIS SUD-SUD

Nombre de projets d'investissement Sud-Sud	38	47
Engagements au titre des projets d'investissement Sud-Sud (millions d'USD)	1 455	1 674

CHANGEMENT CLIMATIQUE, VIABILITÉ ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE

Investissements climatiques (millions d'USD) ⁴	2 479	2 509
---	-------	-------

INFRASTRUCTURE, SANTÉ, ÉDUCATION, CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT ALIMENTAIRE

Engagements dans les secteurs des infrastructures, de la santé, de l'éducation, de l'agroindustrie et de la chaîne d'approvisionnement alimentaire (millions d'USD) ⁵	7 205	6 934
--	-------	-------

MARCHÉS LOCAUX DES CAPITAUX

Engagements dans le domaine des marchés des capitaux (millions d'USD) ⁶	10 461	10 124
Engagements dans le domaine des PME et des micro-entreprises (millions d'USD) ⁷	6 248	7 192

Notes :

1. Notation du DOTS : pourcentage de sociétés clientes affichant de bons résultats au plan du développement au 30 juin de l'année considérée, établi sur la base des projets approuvés durant une période continue de six ans (les notes de l'exercice 14 correspondent aux approbations de la période 2005-2010).
2. S'agissant des services-conseil, les notes d'efficacité au plan du développement portent sur les années civiles 2013 et 2012.
3. Les données des exercices 13 et 14 reflètent l'adoption d'une meilleure méthodologie permettant de mesurer les dépenses au titre des services-conseil dans les pays IDA en incluant les projets régionaux.
4. Les « investissements climatiques » (ou « investissements liés au climat ») désignent les projets incluant des activités portant sur l'atténuation des effets du changement climatique, l'adaptation au changement climatique et/ou des activités spéciales liées au climat. Une description plus détaillée de ces termes et activités figure sur le site suivant : <http://www.ifc.org/climatemetrics>.
5. Les engagements dans les infrastructures (hormis hydrocarbures et industries extractives), les télécommunications et les technologies de l'information, le financement infranational, la santé, l'éducation, l'agroindustrie et la chaîne d'approvisionnement alimentaire.
6. Engagements du département des marchés des capitaux d'IFC, hormis Fonds et Placements privés.
7. Y compris les MPME qui empruntent directement auprès d'IFC, les institutions financières dont plus de 50 % des entreprises clientes sont des MPME, et tout autre investissement visant spécialement les MPME en tant que principaux bénéficiaires.

CRÉER DES OPPORTUNITÉS LÀ OÙ ELLES FONT LE PLUS DÉFAUT



106 milliards de dollars
de prêts aux PME et aux microentreprises

37,1 millions
d'utilisateurs alimentés en gaz

230 000
transactions de détail n'utilisant pas les espèces comme moyen
de paiement effectuées pour un montant de 16 millions de dollars



28,3 millions
de branchements téléphoniques fournis

1,8 milliard de dollars
de biens et services achetés à des fournisseurs locaux

840 000
personnes bénéficieront de services améliorés de gestion
des déchets par le biais de partenariats public-privé

IFC et ses clients apportent de multiples contributions aux pays en développement. Le succès des clients de la Société peut avoir des retombées dans tous les secteurs de l'économie nationale et permettre ainsi à de nombreux groupes de population, à commencer par les pauvres, d'améliorer leur situation.



2,7 millions
de patients soignés

435 000
emplois fournis

340 millions de dollars
de nouveaux financements accordés
aux entreprises ayant amélioré leurs pratiques
en matière de gouvernance



7,5 millions
d'usagers alimentés en eau

12,7 millions
de prêts aux PME et aux microentreprises

15 millions de dollars
de nouveaux investissements attribuables aux réformes
sectorielles et aux activités de promotion de
l'investissement menées avec les pouvoirs publics



130,6 millions
de branchements téléphoniques fournis

15,5 millions
de patients soignés

6,7 millions
de prêts aux PME et aux microentreprises



21,3 millions
d'usagers alimentés en électricité
(production + distribution)

1,1 million
d'agriculteurs aidés

7,7 milliards de dollars
de financements garantis
par des biens meubles

LES COMPÉTENCES D'IFC

*IFC fournit des services
d'investissement, de conseil
et de mobilisation de ressources
pour aider le secteur privé
à promouvoir le développement.*

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DU PERSONNEL D'IFC

Plus importante institution mondiale de développement axée sur le secteur privé, IFC intervient dans une centaine de pays. La Société met à profit les enseignements tirés de l'expérience d'une région pour apporter des solutions aux problèmes d'autres régions. Elle aide également les entreprises locales à mieux utiliser leur propre savoir en saisissant des opportunités dans d'autres pays en développement.

NOS BUREAUX



L'ACTION D'IFC

IFC fournit des services d'investissement, de conseil et de gestion d'actifs, qui se complètent et permettent à la Société de mettre ses financements et ses compétences spécialisées de portée mondiale au service de ses clients dans les pays en développement.

Cet ensemble de services donne un avantage particulier à IFC pour aider le secteur privé à créer des opportunités : la Société peut adapter ses investissements et ses conseils aux besoins de ses clients en utilisant des formules créatrices de valeur. Son aptitude à attirer d'autres investisseurs présente des avantages supplémentaires, car elle lui permet de proposer à ses clients de nouvelles sources de financement et de nouvelles manières de faire des affaires.

*Durant
l'exercice 14,
IFC a investi*

17,2

**MILLIARDS
DE DOLLARS**
*dans
600 projets
environ et a
mobilisé plus
de 5 milliards
de dollars.*

*IFC a engagé
près de*

76

**MILLIARDS
DE DOLLARS**
*au titre de
nouveaux
prêts durant
l'exercice 14.*

INVESTISSEMENTS

La vaste gamme de services et de produits financiers offerte par les services d'investissement d'IFC peut contribuer à réduire la pauvreté et à stimuler la croissance à long terme en favorisant le développement d'entreprises viables, en encourageant l'entrepreneuriat et en mobilisant des ressources qui ne seraient pas disponibles en d'autres circonstances.

Les produits financiers d'IFC sont adaptés aux besoins de chaque projet. La Société fournit des capitaux de développement, mais il incombe aux intérêts privés de mobiliser la majeure partie des financements, d'assumer la direction des opérations et la responsabilité de la gestion des activités.

Durant l'exercice 14, IFC a investi 17,2 milliards de dollars dans 600 projets environ. En outre, elle a mobilisé plus de 5 milliards de dollars à l'appui du secteur privé des pays en développement.

LES PRODUITS D'IFC

PRÊTS

IFC consent des financements sur projet et des prêts aux entreprises pour son propre compte durant une période allant généralement de 7 à 12 ans. Elle accorde aussi des prêts à des intermédiaires bancaires, à des sociétés de crédit-bail et à d'autres institutions financières qui rétrocèdent ces ressources.

Si, dans le passé, ses prêts étaient généralement libellés dans la monnaie des grandes nations industrielles, IFC accorde maintenant la priorité au montage de produits en monnaie nationale. IFC a fourni des financements libellés en plus de 50 monnaies nationales.

Durant l'exercice 14, IFC a engagé près de 7,6 milliards de dollars au titre de nouveaux prêts.

PARTICIPATIONS

Les prises de participations fournissent l'appui au développement et le capital-développement à long terme dont les sociétés privées ont besoin. IFC prend des participations dans des sociétés directement ou par le biais de fonds de participation privés. Durant l'exercice 14, les prises de participation ont représenté près de 2,3 milliards de dollars sur le total des engagements effectués par la Société pour son propre compte.

En règle générale, IFC prend une participation de 5 à 20 % au capital d'une entreprise. Elle encourage les sociétés dans lesquelles elle investit à élargir l'actionnariat en procédant à leur inscription en bourse et, par conséquent, à développer les circuits des marchés financiers locaux. Elle investit également par le biais de prêts assortis d'une participation aux bénéfices, de prêts convertibles et d'actions privilégiées.

FINANCEMENT DU COMMERCE ET DES CHÂÎNES D'APPROVISIONNEMENT

Le programme mondial de financement du commerce mis en place par IFC garantit les obligations de paiement d'institutions financières agréées au titre d'échanges commerciaux. Il permet d'accroître le volume des crédits commerciaux que les banques peuvent accorder et de compléter les financements de ces dernières en faisant bénéficier de mécanismes d'atténuation des risques, au cas par cas, plus de 200 banques réparties dans plus de 80 pays.

Durant l'exercice 14, le financement des transactions commerciales a représenté plus de

7 milliards de dollars sur le total des engagements effectués par la Société pour son propre compte. Depuis sa création en 2009, le Programme mondial de liquidités pour le commerce d'IFC a permis de mobiliser 32 milliards de dollars à l'appui du commerce dans les pays en développement.

PRÊTS SYNDIQUÉS

Le Programme de prêts syndiqués d'IFC est le plus ancien et le plus important programme de syndication des banques multilatérales de développement. Durant l'exercice 14, il a été à l'origine de 60 % des fonds mobilisés par IFC.

Au cours de l'exercice 14, les prêts syndiqués par IFC se sont montés à environ 3,1 milliards de dollars sous forme de prêts B, de prêts parallèles et de prêts du Programme de portefeuille de prêts conjoints (MCP) accordés par plus de 80 institutions financières, y compris des banques commerciales, des investisseurs institutionnels, des institutions de financement du développement et une banque centrale d'un pays émergent. Les cofinanciers ont fourni aux marchés émergents le montant record de 1,1 milliard de dollars. La Société a ainsi porté son portefeuille de syndications à 15,2 milliards de dollars.

Les emprunteurs du secteur des infrastructures ont reçu 44 % du montant total des prêts syndiqués par IFC. Plus du quart des financements mobilisés dans le cadre de syndications — soit un montant total de 816 millions de dollars — sont allés à des emprunteurs situés dans des pays IDA.

SERVICES DE GESTION DES RISQUES DES CLIENTS

IFC fournit des produits dérivés à ses clients pour leur permettre de couvrir les risques associés aux taux d'intérêt, aux taux de change et aux prix des produits de base. IFC assure l'intermédiation entre ses clients dans les pays en développement et les teneurs de marchés de produits dérivés afin de permettre à ses clients d'avoir pleinement accès aux produits de gestion des risques.

CONSEILS

Le développement du secteur privé ne nécessite pas seulement des financements. L'expérience montre combien les services-conseil peuvent contribuer à débloquer les investissements du secteur privé et aider les entreprises à se développer et à créer des emplois, et combien ils renforcent ainsi l'impact du Groupe de la Banque mondiale.

À la clôture de l'exercice 14, IFC disposait d'un portefeuille de 719 projets de services-conseil en cours dans une centaine de pays. La majorité du programme a bénéficié à des pays IDA et environ 20 % à des États fragiles ou touchés par un conflit. Durant l'exercice 14, IFC a fourni des services-conseil dans quatre domaines d'intervention :

Accès aux financements. L'IFC aide à accroître l'offre et à réduire le coût des services financiers pour les particuliers, les microentreprises et les PME. Elle aide ses clients financiers à fournir des services financiers diversifiés et à mettre en place les infrastructures financières nécessaires pour assurer une croissance durable et créer des emplois. À la clôture de l'exercice 14, IFC disposait d'un portefeuille de 294 projets en cours dans 77 pays, représentant plus de 361 millions de dollars.

Climat de l'investissement. IFC aide les pouvoirs publics à mettre en œuvre des réformes visant à améliorer le cadre de l'activité économique et à encourager la réalisation d'investissements durables, favorisant ainsi le développement de marchés compétitifs, la croissance et la création d'emplois. Elle aide également à corriger les lacunes juridiques et politiques qui nuisent à l'investissement. À la clôture de l'exercice 14, IFC disposait d'un portefeuille de 161 projets en cours dans le domaine du climat de l'investissement, répartis dans 68 pays et évalués à près de 336 millions de dollars.

À la clôture de l'exercice 14, IFC disposait d'un portefeuille de

719

PROJETS DE SERVICES-CONSEIL

en cours dans une centaine de pays.

Les projets en cours d'IFC liés à l'accès aux financements se montaient à plus de

361

MILLIONS DE DOLLARS

à la clôture de l'exercice 14.

AMC
gérât environ

6,4
MILLIARDS
DE DOLLARS
d'actifs à la
clôture de
l'exercice 14.

Le Fonds de
recapitalisation
d'IFC avait engagé
au total

2,7
MILLIARDS
DE DOLLARS
au titre
d'investissements
à la clôture de
l'exercice 14.

Partenariats public-privé. IFC aide les autorités nationales à concevoir et mettre en place des partenariats public-privé dans le secteur des infrastructures et d'autres services publics de base. Ses conseils permettent d'optimiser la capacité du secteur privé à accroître l'accès aux services publics — électricité, eau, santé, éducation, etc. — tout en améliorant la qualité et l'efficacité de ces services. À la clôture de l'exercice 14, IFC disposait d'un portefeuille de 118 projets de partenariats public-privé en cours dans 54 pays, représentant environ 152 millions de dollars.

Activités commerciales durables. IFC aide ses clients à promouvoir l'application de normes environnementales, sociales et sectorielles et de normes de bonne gouvernance rigoureuses, à stimuler les investissements en faveur de l'énergie propre et de l'utilisation efficace des ressources, et à promouvoir des chaînes d'approvisionnement durables et les investissements communautaires. Elle intervient dans divers secteurs tels que l'agroindustrie, la forêt, l'industrie manufacturière, les services, les infrastructures, les hydrocarbures, les industries extractives et les marchés financiers. À la clôture de l'exercice 14, IFC disposait d'un portefeuille de 146 projets d'activités économiques viables en cours dans 53 pays, représentant environ 263 millions de dollars.

Ces dernières années, IFC a lancé un ambitieux processus de réforme pour renforcer l'impact et les résultats de ses services-conseil. Pour mieux répondre aux besoins de ses clients, ces services seront, à compter du 1^{er} juillet 2014, plus étroitement alignés sur les services d'investissement de la Société et les Pratiques mondiales du Groupe de la Banque mondiale.

IFC ASSET MANAGEMENT COMPANY

IFC Asset Management Company LLC (AMC), filiale à part entière d'IFC, mobilise et gère des fonds à l'appui d'investissements dans les pays en développement et sur les marchés pionniers. Créée en 2009, AMC a pour objectif d'aider les investisseurs à accéder aux projets d'investissement d'IFC sur les marchés émergents et d'accroître l'offre de capitaux à long terme sur ces marchés afin d'appuyer les objectifs d'IFC en matière de développement, tout en permettant aux investisseurs de faire des bénéfices, en tirant parti de l'envergure mondiale d'IFC, de ses normes, de ses méthodes d'investissement et de sa réputation.

Au 30 juin 2014, AMC gérait des actifs d'une valeur approximative de 6,4 milliards de dollars. Elle administre six fonds d'investissement au nom d'un large éventail d'investisseurs institutionnels, parmi lesquels des fonds souverains, des fonds de pension et des institutions de financement du développement.

FONDS AMC

FONDS DE RECAPITALISATION D'IFC

Le Fonds de recapitalisation d'IFC, doté de 3 milliards de dollars, se compose d'un fonds de participation de 1,3 milliard de dollars et d'un fonds de créances subordonnées de 1,7 milliard de dollars. Lancé en 2009, le Fonds de recapitalisation contribue à renforcer les banques qui présentent une importance systémique dans les pays émergents en les aidant à faire face aux fléchissements de la conjoncture financière et économique. Au 30 juin 2014, il avait engagé un montant total de 2,7 milliards de dollars au titre de 39 projets d'investissement.

FONDS D'IFC POUR L'AFRIQUE, L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES

D'un montant d'un milliard de dollars, le Fonds pour l'Afrique, l'Amérique latine et les Caraïbes a été lancé en 2010. Conjointement avec IFC, le Fonds investit sous forme de participations et d'instruments connexes dans un large éventail de secteurs en Afrique subsaharienne, en Amérique latine et dans les Caraïbes. Au 30 juin 2014, il avait engagé un montant total de 715 millions de dollars au titre de 25 projets d'investissement.

FONDS DE RECAPITALISATION POUR L'AFRIQUE

Lancé en 2010 et doté de 182 millions de dollars, le Fonds de recapitalisation pour l'Afrique a pour mission d'investir dans les banques commerciales qui présentent une importance systémique en Afrique. Au 30 juin 2014, il avait engagé un montant total de 102 millions de dollars au titre de six projets d'investissement.

FONDS DE RECAPITALISATION DES BANQUES RUSSES D'IFC

Lancé en 2012 et doté de 550 millions de dollars, le Fonds de recapitalisation des banques russes d'IFC a pour mission d'investir dans les banques commerciales russes. Au 30 juin 2014, il avait engagé un montant total de 82 millions de dollars au titre de trois projets d'investissement.

FONDS CATALYSEUR D'IFC

Doté de 418 millions de dollars, le Fonds catalyseur d'IFC investit dans des fonds visant à procurer des capitaux de développement aux entreprises qui élaborent des moyens nouveaux de faire face aux enjeux du changement climatique dans les marchés émergents. Il peut aussi investir directement dans ces entreprises. Au 30 juin 2014, il avait engagé un montant total de 95 millions de dollars au titre de quatre projets d'investissement.

FONDS MONDIAL POUR L'INFRASTRUCTURE D'IFC

Conjointement avec IFC, le Fonds mondial pour l'infrastructure, doté de 1,2 milliard de dollars, investit sous forme de participations et d'instruments connexes dans le secteur des infrastructures des marchés émergents. Au 30 juin 2014, il avait engagé un montant total de 172 millions de dollars au titre de cinq projets d'investissement.

LES COMPÉTENCES SPÉCIALISÉES D'IFC

Le rôle primordial que joue IFC dans le développement durable du secteur privé tient à un avantage distinctif : la profondeur et l'étendue des connaissances spécialisées acquises au cours de plus de 50 ans consacrés à promouvoir la réussite et l'expansion des entreprises des marchés émergents.

Les nouveaux engagements d'IFC dans l'agroindustrie et la forêt ont atteint

1

MILLIARD DE DOLLARS
durant l'exercice 14.

Durant l'exercice 14, les engagements d'IFC sur les marchés financiers se sont chiffrés à plus de

3,4

MILLIARDS DE DOLLARS.

La Société s'efforce de tirer parti de ses connaissances sectorielles au niveau mondial pour s'attaquer aux plus grands problèmes de développement des années à venir, dont le changement climatique, le chômage et la sécurité alimentaire et hydrique.

AGROINDUSTRIE ET SECTEUR FORESTIER

L'agroindustrie peut jouer un rôle important dans la réduction de la pauvreté. Le secteur agricole assure souvent la moitié au moins du PIB et des emplois dans de nombreux pays en développement, ce qui en fait un secteur prioritaire pour IFC.

IFC aide le secteur privé à répondre à la demande croissante du marché d'une manière écologiquement viable et propice à la cohésion sociale. Elle propose des mécanismes de financement des fonds de roulement pour aider ses clients à financer les stocks et les achats de semences, d'engrais, de produits chimiques et de carburant des agriculteurs. Pour faciliter le commerce et réduire les coûts, IFC réalise des investissements dans des infrastructures telles que les entrepôts et les chambres froides. Pour promouvoir l'exploitation durable des terres, elle s'emploie à améliorer la productivité grâce aux transferts de technologie et à l'utilisation optimale des ressources.

Durant l'exercice 14, les nouveaux engagements d'IFC dans le secteur de l'agroindustrie et de la forêt ont atteint un milliard de dollars, soit environ 6 % des engagements de la Société pour son propre compte.

INSTITUTIONS FINANCIÈRES

Des marchés financiers sains, durables et accessibles à tous jouent un rôle essentiel dans le développement, car ils assurent une répartition efficace des ressources. Le travail d'IFC avec les intermédiaires financiers contribue à renforcer les institutions financières et le système financier dans son ensemble. Cette collaboration lui permet aussi de prêter

son concours à un nombre beaucoup plus grand de PME et de microentreprises qu'elle ne l'aurait pu en intervenant seule.

En collaborant avec les intermédiaires financiers, IFC peut les encourager à s'engager davantage dans les secteurs qui constituent des priorités stratégiques — entreprises appartenant à des femmes, changement climatique, etc. — et dans des régions mal desservies, telles que les États fragiles ou en situation de conflit, ainsi que dans les secteurs du logement, des infrastructures et des services sociaux.

Durant l'exercice 14, les engagements d'IFC sur les marchés financiers se sont chiffrés à plus de 3,4 milliards de dollars, soit environ 20 % des engagements de la Société pour son propre compte.

SERVICES SOCIAUX ET SERVICES AUX CONSOMMATEURS

IFC est le plus important investisseur multilatéral au monde dans les services privés de santé et d'éducation. Elle s'efforce d'améliorer l'accès à des services de santé et d'éducation de qualité tout en contribuant au développement de secteurs créateurs d'emplois tels que le tourisme, le commerce de détail et le bâtiment. Elle aide à améliorer les normes de qualité et d'efficacité, à faciliter la diffusion des meilleures pratiques et à créer des emplois pour des professionnels qualifiés.

Outre les investissements directs qu'elle effectue dans les entreprises citoyennes, elle a également pour rôle de partager les connaissances et les compétences spécialisées dans les branches d'activité, de financer les entreprises de petite taille, de relever les normes dans les domaines de la médecine et de l'éducation, et d'aider les clients à élargir la portée de leurs services pour en faire bénéficier les populations à faible revenu. Durant l'exercice 14, les nouveaux engagements d'IFC dans les services sociaux et les services aux consommateurs ont atteint 928 millions de dollars, soit environ 5 % des engagements de la Société pour son propre compte.

INFRASTRUCTURE

Les infrastructures modernes stimulent la croissance économique, améliorent le niveau de vie et peuvent aider à faire face aux nouveaux problèmes de développement tels que l'urbanisation rapide et le changement climatique.

C'est également un domaine dans lequel le secteur privé peut apporter une contribution importante en fournissant des services essentiels à un grand nombre de personnes, tout en respectant les impératifs d'efficacité, d'accessibilité financière et de rentabilité. IFC met l'accent sur l'aide aux projets d'infrastructure privés dont le modèle de fonctionnement novateur et à fort impact peut se prêter à une large diffusion.

IFC aide à élargir l'accès à l'électricité, aux transports et à l'eau en finançant des projets d'infrastructure et en fournissant aux gouvernements clients des conseils sur les partenariats public-privé. Elle atténue les risques et exploite ses compétences spécialisées, notamment pour mettre sur pied des montages financiers. Durant l'exercice 14, ses nouveaux engagements dans ce secteur se sont chiffrés à quelque 2,4 milliards de dollars, soit environ 14 % des engagements de la Société pour son propre compte.

INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE

Le secteur de l'industrie manufacturière contribue de manière cruciale à la création d'opportunités et à la réduction de la pauvreté dans les pays en développement. En général, les clients qui sollicitent les services d'IFC dans ce secteur créent ou préservent davantage d'emplois que ceux de tout autre secteur.

IFC a accru ses activités dans le secteur de l'industrie manufacturière, qui englobe les matériaux de construction, les équipements à haut rendement énergétique, les produits chimiques, ainsi que l'énergie solaire et éolienne. Elle investit dans des sociétés qui développent de nouveaux produits et marchés ou qui se réorganisent et se modernisent afin d'être plus compétitives au niveau international.

La Société aide aussi ses clients à réaliser des investissements susceptibles de réduire les émissions de carbone et la consommation d'énergie.

Durant l'exercice 14, les nouveaux engagements d'IFC dans ce secteur se sont chiffrés à 984 millions de dollars, soit près de 6 % des engagements de la Société pour son propre compte.

PÉTROLE, GAZ ET INDUSTRIES EXTRACTIVES

Les branches d'activité qui peuvent exploiter les ressources naturelles sont d'une importance cruciale pour bon nombre de pays parmi les plus pauvres de la planète. Elles procurent aux économies locales des emplois, des sources d'énergie, des recettes publiques et un large éventail d'autres avantages. En Afrique, en particulier, les investissements durables et à grande échelle dans ces secteurs peuvent avoir des effets très positifs sur le développement économique.

Le rôle d'IFC dans le secteur des hydrocarbures et des industries extractives consiste à aider les pays en développement à concrétiser ces avantages. La Société fournit des financements et des services-conseil à ses clients du secteur privé et aide également les autorités nationales à adopter des réglementations efficaces et à mieux gérer ces branches d'activité d'un bout à l'autre de la chaîne de valeur.

IFC appuie les investissements du secteur privé dans ces branches d'activité et fait en sorte que les populations locales en tirent des avantages concrets. Durant l'exercice 14, ses nouveaux engagements pour son propre compte dans ce secteur se sont chiffrés à 441 millions de dollars.

TÉLÉCOMMUNICATIONS ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

Grâce aux technologies modernes de l'information et des communications, il est plus facile aux populations pauvres d'avoir accès à des services et à des ressources. Ces technologies accroissent les opportunités ainsi que l'efficacité des marchés et des institutions. IFC s'emploie à rendre ces technologies plus accessibles. Elle dirige les investissements vers des sociétés privées qui poursuivent des activités dans le domaine des infrastructures de communication et des technologies de l'information et qui mettent au point des technologies respectueuses du climat.

La Société aide de plus en plus ses clients à s'implanter sur d'autres marchés en développement, au-delà de leurs frontières nationales. Durant l'exercice 14, ses nouveaux engagements pour son propre compte destinés à ce secteur se sont chiffrés à 489 millions de dollars.

LE PERSONNEL ET LES PRATIQUES D'IFC

La détermination d'IFC à lutter contre la pauvreté et à créer des opportunités pour les populations les plus vulnérables du monde en développement est la manifestation concrète de sa culture d'entreprise.

IFC EN ACTION

La culture institutionnelle d'une organisation détermine fondamentalement son aptitude à produire des résultats et à relever de nouveaux défis. « IFC en action » représente une manière d'être, de définir et de consolider la culture et la marque de la Société, et une manière d'assurer la participation de ses agents à tous les niveaux et dans toutes les régions, pour donner à la direction les informations nécessaires à la prise de décisions. « IFC en action », c'est aussi l'expression de la vision, des valeurs fondamentales de l'institution, de sa raison d'être et de son mode de fonctionnement.

VISION

Chacun doit avoir une chance d'échapper à la pauvreté et d'avoir une vie meilleure.

VALEURS FONDAMENTALES

Excellence, conviction, intégrité, travail en équipe et diversité.

OBJECTIF

Offrir aux populations la possibilité d'échapper à la pauvreté et d'améliorer leurs conditions de vie en catalysant les moyens nécessaires à une croissance solidaire et durable :

- En mobilisant d'autres sources de financement pour promouvoir le développement de l'entreprise privée
- En favorisant le développement de marchés ouverts et concurrentiels dans les pays en développement
- En soutenant les entreprises et les autres partenaires du secteur privé là où le besoin s'en fait sentir
- En aidant à générer des emplois productifs et à fournir des services essentiels aux populations pauvres et vulnérables

Pour atteindre son objectif, IFC offre des solutions qui peuvent avoir un impact au plan du développement et revêtent la forme d'interventions au niveau des entreprises (investissements directs, services-conseil et IFC Asset Management Company). En même temps, la Société s'efforce de promouvoir une action collective mondiale, de renforcer les structures de gouvernance et l'établissement de normes, et d'œuvrer à la mise en place de conditions propices à l'activité économique.

MODE D'ACTION

- IFC aide ses clients à réussir dans un monde en mutation
- Des affaires profitables sont durables et la durabilité est profitable pour les affaires
- La diversité a une valeur ajoutée
- Il faut œuvrer en partenariat pour créer des opportunités
- Un savoir mondial, un savoir-faire local
- L'innovation est un risque à prendre
- IFC tire les leçons de l'expérience
- Travailler intelligemment et dans la bonne humeur
- Aucun horizon n'est trop éloigné ni trop difficile à atteindre

LA MÉTHODE SUIVIE PAR IFC POUR MESURER SES RÉSULTATS

Il est indispensable de mesurer les résultats obtenus par IFC, en suivant de près les progrès accomplis par la Société et en évaluant son impact, pour vérifier si sa stratégie fonctionne, si elle atteint les populations et les marchés qui ont le plus besoin de son aide et si elle change le cours des choses en leur faveur.

Durant l'exercice 14, le Groupe de la Banque mondiale a adopté une stratégie unifiée pour atteindre son double objectif d'élimination de la pauvreté et de promotion d'une prospérité partagée. La principale contribution d'IFC à cet égard consistera à promouvoir le développement durable des entreprises privées afin de créer des emplois de qualité et favoriser une croissance économique sans exclus. Dans ce contexte, la création d'emplois et la croissance économique sont de bons indicateurs de l'impact d'IFC sur le développement.

IFC ayant réaligné ses opérations sur la nouvelle stratégie et la nouvelle structure du Groupe de la Banque mondiale, son système de mesure des résultats a également été remanié. Durant l'exercice 14, la Société a actualisé et amélioré son cadre d'évaluation des résultats afin de répondre aux nouveaux besoins. Les améliorations, qui ont été approuvées et seront mises en œuvre au cours de l'exercice 15, visent à :

1. Renforcer les moyens d'évaluation de l'impact de l'action menée par IFC sur l'emploi et la croissance économique
2. Attirer l'attention sur les résultats obtenus par IFC au niveau national et sectoriel
3. Intégrer le système de mesure des résultats d'IFC dans le système du Groupe de la Banque

Les modifications apportées au système mettent à profit l'expérience acquise par la Société au fil des ans, ainsi que les enseignements tirés de sa collaboration avec d'autres entités.

AMÉLIORER LE SYSTÈME DE MESURE DES RÉSULTATS D'IFC

Le système de mesure des résultats d'IFC comprend trois volets qui se renforcent mutuellement : les objectifs de développement d'IFC, un système de suivi destiné à mesurer les résultats au plan du développement, et une auto-évaluation systématique par la Société de l'impact de ses opérations d'investissement et de services-conseil.

Le système actualisé permettra aux équipes opérationnelles de recevoir les données à jour indispensables pour déterminer si les projets ont de bonnes chances d'atteindre leurs objectifs de développement ou si des modifications s'imposent. Les mises à jour permettront également de tenir compte des leçons de l'expérience pour la conception et la mise en œuvre de futurs projets et programmes. En outre, IFC pourra ainsi mieux démontrer — par les faits — comment elle crée des opportunités et améliore les conditions de vie dans les pays en développement.

SYSTÈME DE SUIVI DES RÉSULTATS

IFC s'emploie actuellement à rationaliser et simplifier ses méthodes de suivi des résultats obtenus au plan du développement, non seulement pour répondre à ses nouveaux besoins opérationnels, mais aussi pour mieux servir ses clients à l'avenir. Ces modifications réduiront la charge de travail des équipes opérationnelles de la Société tout en améliorant la fiabilité et la précision des données recueillies.

IFC utilise le Système de suivi des réalisations au plan du développement (DOTS) pour évaluer l'impact de ses investissements et de ses services-conseil sur le développement. Pour les services d'investissement, le DOTS couvre, après certaines exclusions, 1 828 sociétés sous supervision. Les indicateurs du champ d'action mesurent le nombre de personnes touchées par les clients d'IFC ou la valeur monétaire pour certaines parties prenantes, indépendamment de la taille de l'investissement d'IFC. Pour les services-conseil, la notation DOTS s'appuie sur l'examen de tous les projets achevés au cours d'une année civile. Les évaluations de l'exercice 14 sont basées sur l'examen de 177 rapports d'achèvement présentés en 2013, dont 144 ont pu être évalués. IFC continue de publier des informations sur les résultats obtenus au plan du développement dans l'ensemble de son portefeuille et les fait examiner par un bureau d'études extérieur.

Dans un premier temps, les modifications apportées au DOTS concerneront les investissements, comme suit :

- Adoption d'un ensemble d'indicateurs plus simples et mieux ciblés pour suivre les résultats au plan du développement. Pour ce faire, IFC utilisera les définitions harmonisées des indicateurs retenues par 25 institutions de financement du développement et un ensemble commun d'indicateurs de suivi de base pour les opérations communes d'investissement et de services-conseil.
- Rationalisation du processus, en veillant tout particulièrement à l'adapter aux projets menés dans les États fragiles ou touchés par un conflit, ainsi qu'aux engagements transformationnels.
- Meilleure utilisation de la technologie pour améliorer l'efficacité et la qualité des rapports présentés
- Communication aux clients d'IFC des données et des analyses susceptibles de leur être utiles pour assumer leur rôle d'entreprise citoyenne ou répondre à leurs besoins d'information sur les marchés.

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT D'IFC

Les objectifs de développement d'IFC sont les résultats que la Société attend des projets qu'elle a approuvés ou engagés, en matière de rayon d'action, d'accès ou d'autres contributions tangibles au développement devant être apportées par les projets pendant leur durée de vie.

Trois objectifs sont pleinement intégrés dans la fiche de performance institutionnelle d'IFC destinée aux responsables et au personnel. La Société poursuit également l'expérimentation de deux autres objectifs — infrastructure et changement climatique — qui seront mis en œuvre durant l'exercice 15. Cette année, sachant par expérience que les grands projets peuvent causer de fortes fluctuations dans les résultats obtenus une année donnée, IFC s'est fixé des objectifs sur trois ans (voir page 78) pour tenir compte de ces effets.

Les enseignements tirés de la mise en œuvre des objectifs de développement d'IFC ont facilité l'élaboration d'une Fiche de performance globale pour le Groupe de la Banque mondiale,

en fixant notamment des cibles intermédiaires pour atteindre les objectifs du Groupe concernant la pauvreté et la prospérité.

ÉVALUATIONS D'IFC

Pour tirer les leçons de son expérience et apporter les modifications qui s'avèrent nécessaires, IFC procède à des évaluations périodiques de ses projets. Dans le cadre de l'amélioration de son cadre de mesure des résultats, la Société privilégie désormais des évaluations plus systématiques et plus stratégiques des projets et des programmes afin de mieux cerner leur impact, en particulier sur l'emploi et la croissance économique.

Afin de mieux comprendre la manière dont ses projets ont des effets multiplicateurs macroéconomiques, IFC a évalué l'agrandissement d'un port maritime et estimé ses répercussions sur l'emploi et le revenu : son évaluation de l'expansion du terminal Muelles El Bosque à Cartagena (Colombie) a montré que le projet avait permis de tripler la capacité du terminal, d'augmenter le nombre d'emplois directs de plus de 50 % et d'accroître la productivité du travail de plus de 30 %. Entre 2008 et 2012, l'agrandissement du port a produit des effets économiques estimés à quelque 52 millions de dollars et a créé près de 20 millions de dollars de revenus supplémentaires. La Société prévoit d'effectuer des études similaires dans d'autres marchés et secteurs afin d'être mieux à même de quantifier les avantages que procure l'amélioration des infrastructures.

IFC a également évalué les activités de promotion des petites et moyennes entreprises qu'elle mène dans le cadre de son programme SME Ventures, qui a créé des fonds de capital-risque en République démocratique du Congo, au Libéria, en Sierra Leone, en République centrafricaine, au Bangladesh et au Népal. La Société a constaté que les fonds avaient produit un important effet de démonstration et encouragé la création d'entreprises modèles, par exemple un centre médical congolais qui a construit des locaux neufs. Sur chaque marché viable, des fonds de participation privés ont également levé des fonds ou annoncé la

mobilisation de fonds pour stimuler l'économie locale. Ce phénomène montre qu'IFC contribue à réduire les risques auxquels s'exposent les investisseurs dans ces pays et souligne l'intérêt que présentent ces endroits du point de vue de l'investissement, non seulement pour les entreprises motivées par le profit, mais aussi pour les investisseurs sociaux et les institutions de financement du développement.

RÉSULTATS DES INVESTISSEMENTS

Au cours des dernières années, IFC s'est tournée de plus en plus vers des régions où la situation est particulièrement difficile, comme celles en proie à des conflits et à l'instabilité. Les projets qu'elle mène dans ces régions peuvent produire des effets sensibles sur le développement, mais ces effets ne sont pas immédiats. Durant l'exercice 14, son portefeuille comprenait un plus grand nombre de projets de ce type, ce qui a légèrement abaissé sa notation DOTS globale.

Au total, 64 % de ses investissements ont obtenu une note élevée, proportion légèrement inférieure à l'objectif de 65 %. Le nombre de clients notés durant l'exercice 14 a augmenté de 16 % pour passer à 833. Les projets plus récents ont obtenu de moins bons résultats, ce qui s'explique par le climat des affaires peu favorable dans lequel bon nombre d'entre eux ont été mis en œuvre et par les risques plus élevés associés aux projets de prise de participation, dont le nombre a augmenté l'an dernier.

Les notes DOTS mesurent l'efficacité des investissements d'IFC au plan du développement, sans tenir compte des risques associés aux projets. En général, les projets de grande envergure sont moins risqués que les projets de petite taille. Lorsque les résultats sont pondérés par le volume des investissements, par exemple, 73 % des projets obtiennent une note élevée pour l'exercice 14.

Au niveau des régions, ce sont les investissements effectués dans la région Amérique latine et Caraïbes qui ont affiché les meilleurs résultats au plan du développement : 67 % des entreprises ont obtenu une note élevée malgré une baisse de sept points par rapport à l'exercice précédent, due au fléchissement des résultats des clients dans la plupart des secteurs, notamment l'infrastructure,

les télécommunications et les technologies de l'information.

La plus grande amélioration a été enregistrée en Asie du Sud, où 66 % des clients ont obtenu une note élevée, soit une hausse de six points. Ces progrès reflètent l'amélioration des résultats obtenus par les clients dans le secteur manufacturier en Inde.

Dans la région Asie de l'Est et Pacifique, 61 % des clients d'IFC ont obtenu une note élevée, une baisse de neuf points attribuable en partie aux projets en phase de démarrage dans le secteur des infrastructures. Ce recul s'explique également par la détérioration des résultats dans les secteurs de l'agroindustrie et de la forêt, des marchés financiers, des télécommunications et des technologies de l'information.

En Afrique subsaharienne, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, en Europe et en Asie centrale, les résultats étaient comparables dans l'ensemble à ceux de l'an dernier.

Au niveau des branches d'activité, les notes ont le plus augmenté dans l'industrie manufacturière et les secteurs des hydrocarbures et des industries extractives. Elles sont restées relativement stables dans les services aux consommateurs et les services sociaux ainsi que dans le secteur des marchés financiers, mais elles ont diminué dans les autres secteurs.

Le secteur des fonds a affiché la meilleure performance, 72 % des clients ayant obtenu une note élevée, soit une baisse de sept points par rapport à l'exercice précédent. Les nouveaux entrants dans la cohorte ont toutefois obtenu de solides résultats, notamment en Afrique subsaharienne et dans la région Asie de l'Est et Pacifique.

Dans la branche Hydrocarbures et industries extractives, 69 % des clients ont obtenu une note élevée, une hausse de cinq points par rapport à l'exercice 13 qui s'explique essentiellement par le lancement de projets très performants en Amérique latine et dans les Caraïbes ainsi qu'au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

La proportion de clients ayant obtenu une note élevée dans le secteur des infrastructures a diminué de sept points pour tomber à 66 %, en raison principalement de l'affaiblissement des résultats obtenus par les nouveaux projets. Cette

diminution s'explique également par le faible rendement des nouveaux investissements en Asie de l'Est et dans le Pacifique. Les clients existants en Afrique subsaharienne, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord ont fait état de meilleurs résultats.

Dans le secteur de l'agroindustrie et de la forêt, la proportion de clients ayant obtenu une note élevée est tombée à 61 %, une baisse de sept points coïncidant avec une détérioration des conditions du marché, notamment en Afrique subsaharienne et dans la région Asie de l'Est et Pacifique.

Dans le secteur manufacturier, 55 % des clients ont obtenu une note élevée, soit une hausse de six points. Les résultats se sont améliorés dans la plupart des régions, les hausses les plus sensibles ayant été observées en Asie du Sud, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

Dans le secteur des télécommunications et des technologies de l'information, 42 % des clients ont obtenu une note élevée, une baisse de treize points qui s'explique par le fait que les petits investissements en capital-risque sont plus risqués. Après pondération des notes en fonction de la taille du projet, 65 % des projets du secteur ont obtenu une note élevée.

Le tableau de la page 79 décrit en détail le champ d'action des clients dans lesquels IFC investit. Voici quelques faits marquants :

- Avec le concours d'IFC, ses clients ont amélioré les perspectives de plus d'un million d'agriculteurs en Afrique subsaharienne et d'environ 565 000 en Asie du Sud.
- Ses clients ont pu soigner près de 3,8 millions de patients au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, et 2,7 millions en Europe et en Asie centrale. Ils ont également instruit 1,1 million d'élèves en Amérique latine et dans les Caraïbes.
- En Asie de l'Est et dans le Pacifique, ses clients ont accordé 6,4 millions de prêts aux PME et aux microentreprises pour un montant total de 106 milliards de dollars.
- Dans le secteur des infrastructures, ses clients ont produit de l'électricité qui a permis d'alimenter près de 34 millions d'usagers en Asie de l'Est et dans le Pacifique, et plus de 17 millions en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Ils ont également raccordé au téléphone près de 131 millions de personnes en Asie du Sud et approvisionné en eau une dizaine de millions d'habitants en Asie de l'Est et dans le Pacifique.

RÉSULTATS DES SERVICES-CONSEIL

Soixante-seize pour cent des projets de services-conseil d'IFC achevés au cours de l'exercice et dont l'efficacité au plan du développement a pu être évaluée ont obtenu des notes élevées, soit autant que le niveau record enregistré au cours de l'exercice 13. En ce qui concerne les opérations dans les pays IDA, la proportion de notes élevées est également de 76 %. En outre, 91 % des clients se sont déclarés satisfaits des services-conseil d'IFC, chiffre sans précédent.

On trouvera ci-après quelques-uns des éléments marquants de 2013 :

- Les services-conseil d'IFC ont aidé les pouvoirs publics à signer dix contrats de partenariat public-privé (six dans des pays IDA, dont trois dans des États fragiles ou touchés par un conflit), ce qui devrait permettre d'améliorer l'accès de plus de 1,6 million de personnes (915 000 vivant dans des États fragiles ou touchés par un conflit) aux infrastructures et aux services de santé et de mobiliser plus de 306 millions de dollars d'investissements privés.
- Ils ont aidé les entreprises à équiper 8,5 millions de personnes de systèmes d'éclairage hors réseau.
- Ils ont aidé les autorités publiques de 53 pays à adopter une centaine de réformes du climat de l'investissement (dont 73 réformes adoptées dans 38 pays IDA et 24 réformes adoptées dans 14 États fragiles ou touchés par un conflit) afin de stimuler la croissance et la création d'entreprises.
- Ils ont aidé les pouvoirs publics à mettre en œuvre des réformes sectorielles et des activités de promotion de l'investissement qui ont permis d'attirer 20 millions de dollars de nouveaux investissements.

- Ils ont aidé les entreprises à adopter de nouvelles pratiques et technologies qui ont permis de mobiliser plus de 700 millions de dollars de financements supplémentaires, dont plus de 600 millions de dollars auprès d'autres investisseurs qu'IFC. Les réformes axées sur le gouvernement d'entreprise ont permis de mobiliser 390 millions de dollars de financements pour les clients d'IFC et les initiatives portant sur la sécurité alimentaire ont contribué à mobiliser 90 millions de dollars d'investissements, tandis que les énergies propres et les technologies économes en ressources ont généré 230 millions de dollars d'investissements.
- En partenariat avec les services d'investissement d'IFC, les services chargés des opérations de conseil ont travaillé avec 146 intermédiaires financiers qui ont accordé environ

17 millions de microcrédits et prêts aux PME pour un montant total de plus de 124 milliards de dollars. Ils ont aussi collaboré avec 18 intermédiaires financiers qui ont octroyé près de 74 000 prêts au logement représentant un montant total de 2,3 milliards de dollars.

- Ils ont contribué à améliorer l'infrastructure des marchés financiers en collaborant avec les registres de garanties, ce qui a permis l'octroi de 11,7 milliards de dollars de financements à 70 000 PME, entre autres bénéficiaires. Ils ont aussi aidé à créer ou renforcer quatre centrales de risque.
- En collaboration avec les partenaires d'IFC dans le secteur des services financiers numériques, ils ont contribué à faciliter près de 4,2 millions de transactions de détail n'utilisant pas les espèces comme moyen de paiement.

LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT D'IFC (ODI)

Objectif	Cible ODI, Ex. 14	*Cibles Ex. 14–16	Engagements ODI, Ex. 14	Pourcentage d'objectifs atteints pour l'Ex. 14	Pourcentage d'objectifs atteints pour les Ex. 14–16
Accroître ou améliorer les possibilités de pratiques agricoles durables	Au profit de 1,23 million de personnes	Au profit de 4,64 millions de personnes	1,21 million de personnes	99 %	26 %
Améliorer les services de santé et d'éducation	Au profit de 3,14 millions de personnes	Au profit de 14,80 millions de personnes	8,19 millions de personnes	260 %	55 %
Accroître l'accès des clients des institutions de microfinance aux services financiers	Au profit de 27,18 millions de personnes	Au profit de 83,59 millions de personnes	36,35 millions de personnes	134 %	43 %
Increase access to financial services for SME clients	Au profit de 1,42 million de personnes	Au profit de 4,61 millions de personnes	1,10 million de personnes	78 %	24 %
Accroître ou améliorer les services d'infrastructure	Au profit de 23,09 millions de personnes	Au profit de 75,36 millions de personnes	22,17 millions de personnes	96 %	29 %
Réduire les émissions de gaz à effet de serre	Réduction de 5,44 millions de tonnes d'équivalent CO ₂ par an	Réduction de 18,42 millions de tonnes d'équivalent CO ₂ par an	5,52 millions de tonnes	101 %	30 %

* Total cumulé sur trois ans (Ex. 14–16).

CHAMP D'ACTION DES SOCIÉTÉS CLIENTES D'IFC AU PLAN DU DÉVELOPPEMENT

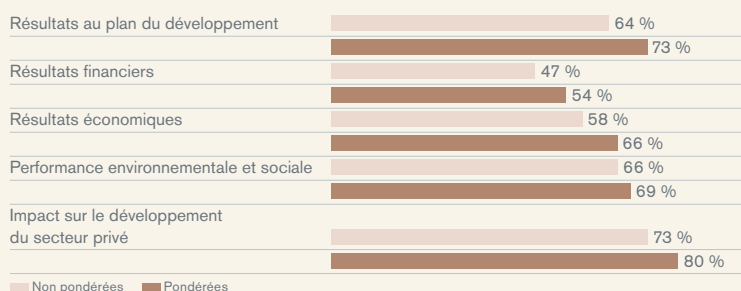
	Portefeuille année civile 2012	Portefeuille année civile 2013
Investissements		
Emplois offerts (millions) ¹	2,7	2,6
Microcrédits²		
Nombre (millions)	22,9	29,1
Montant (milliards d'USD)	25,13	28,01
SME loans²		
Nombre (millions)	5,8	5,4
Montant (milliards d'USD)	243,79	273,60
Prêts aux PME³		
Nombre de transactions (millions)	s.o.	2,0
Montant (milliards d'USD)	s.o.	310
Nombre de consommateurs bénéficiant de services		
Production d'électricité (millions)	52,2	51,3
Alimentation en électricité (millions) ⁴	46,5	24,3
Alimentation en eau (millions)	42,1	30,3
Alimentation en gaz (millions) ⁵	33,8	39,8
Branchements téléphoniques (millions) ⁶	192,0	180,9
Patients traités (millions)	17,2	27,1
Élèves instruits (millions)	1,0	2,5
Agriculteurs bénéficiaires (millions)	3,1	2,9
Paiements aux fournisseurs et aux administrations publiques		
Achats de biens et services sur les marchés locaux (milliards d'USD)	46,19	34,26
Contribution aux recettes ou à l'épargne des administrations publiques (milliards d'USD) ⁷	26,20	18,63

Ces chiffres décrivent le champ d'action des clients d'IFC à la fin des années civiles 2012 et 2013. Les données de portefeuille de 2012 et 2013 ne sont pas strictement comparables en raison de la modification du portefeuille de clients d'IFC sur lequel elles reposent. Dans le cas des microcrédits et des prêts aux PME, les résultats s'expliquent aussi par la contribution des services-conseil.

1. Les données de portefeuille relatives à l'emploi incluent les emplois fournis par les Fonds.
2. Les chiffres indiqués correspondent à l'encours de prêts des clients d'IFC aux PME et aux microfinancements à la fin des années civiles 2012 et 2013, pour les projets/institutions financières axés sur les PME et les microentreprises. Dans le cas des clients qui n'ont pas communiqué de données, les chiffres ont été extrapolés. Les données incluant cette année, pour la première fois, des clients ayant bénéficié uniquement de services-conseil, les chiffres de l'année civile 2012 ont été recalculés sur une base comparable.
3. Estimation du nombre et du montant en dollars des transactions commerciales financées par le réseau bancaire du Programme mondial de financement du commerce dans les pays émergents, basée sur des données effectives provenant de 82 % des 247 banques du réseau et l'extrapolation des données manquantes. Les données correspondent aux transactions directement garanties par IFC et aux opérations exécutées par les banques du réseau qui ont bénéficié de l'appui du programme.
4. Le nombre total de consommateurs ayant bénéficié de services d'alimentation en électricité durant l'année civile 2012 a été révisé à la suite de la reformulation des données d'un client de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord.
5. Durant l'année civile 2013, un client de la région Asie de l'Est et Pacifique a fourni des services de distribution de gaz à 37,1 millions de consommateurs.
6. Durant l'année civile 2013, un client de la région Asie du Sud a fourni des branchements téléphoniques à 121,6 millions de consommateurs.
7. Durant l'année civile 2012, le montant total des recettes fiscales et autres paiements a été révisé à la suite de la reformulation des données d'un client d'Afrique subsaharienne.

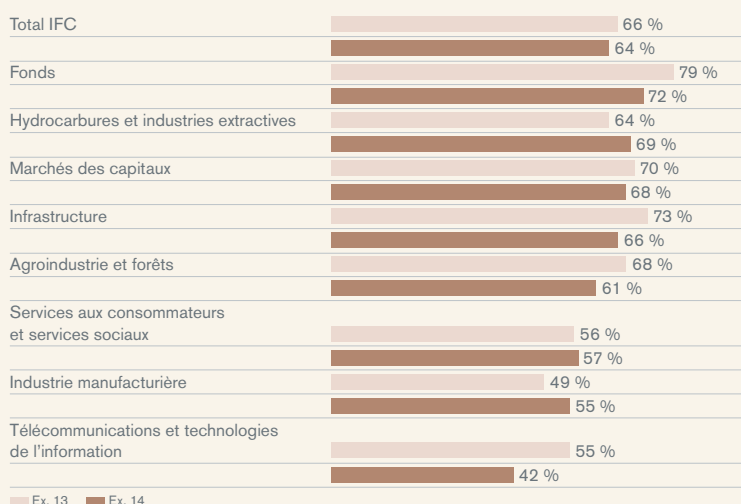
NOTES DU DOTS POUR LES SERVICES D'INVESTISSEMENT PAR TYPE DE RÉSULTAT, EX. 14

Pourcentage de notes élevées



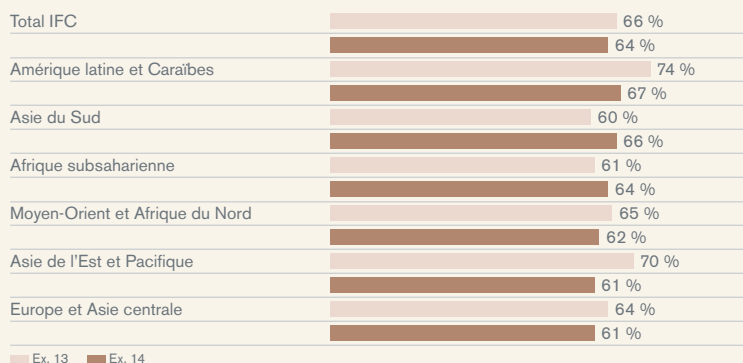
NOTES DU DOTS POUR LES SERVICES D'INVESTISSEMENT PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ, COMPARAISON EX. 13/EX. 14

Pourcentage de notes élevées



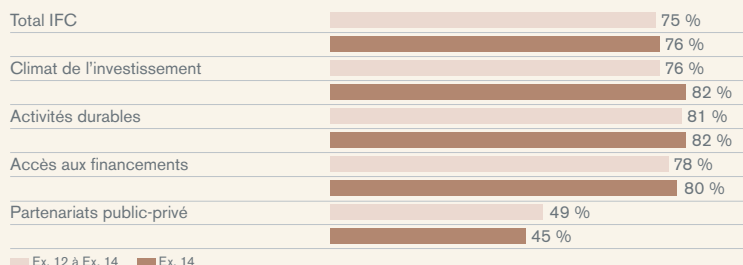
NOTES DU DOTS POUR LES SERVICES D'INVESTISSEMENT PAR RÉGION, COMPARAISON EX. 13/EX. 14

Pourcentage de notes élevées



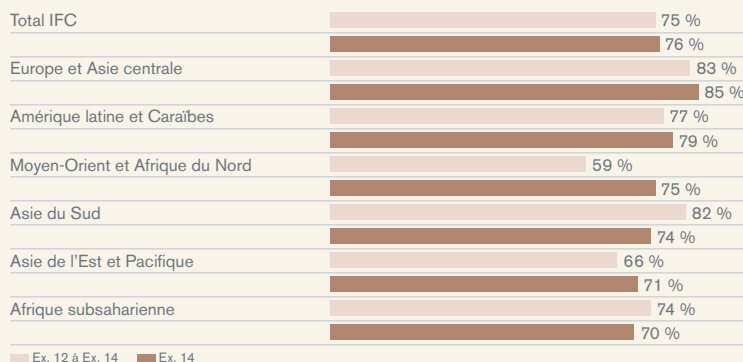
NOTES DU DOTS POUR LES SERVICES-CONSEIL PAR DOMAINE D'INTERVENTION

Pourcentage de notes élevées



NOTES DU DOTS POUR LES SERVICES-CONSEIL PAR RÉGION

Pourcentage de notes élevées



LE PERSONNEL D'IFC

Le personnel d'IFC est diversifié et constitue l'atout le plus précieux de la Société. Représentant plus de 140 pays, il apporte des solutions innovantes et des pratiques exemplaires aux clients locaux.

IFC possède des bureaux dans 108 villes, réparties dans 98 pays. Plus de la moitié du personnel (59 %) est en poste en dehors des États-Unis, une proportion croissante qui traduit l'attachement de la Société à la décentralisation. La plupart des membres du personnel d'IFC (63 %) sont originaires de pays qui ne sont pas des bailleurs de fonds de l'IDA, une diversité qui enrichit l'optique de la Société et souligne l'importance qu'elle accorde aux domaines dans lesquels le développement du secteur privé peut avoir le plus grand impact.

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DU PERSONNEL

Base	Ex. 09	Ex. 14
États-Unis	1 579 (46 %)	1 582 (41 %)
Autres pays	1 836 (54 %)	2 297 (59 %)
Personnel total d'IFC	3 415	3 879

RÉPARTITION PAR RÉGION D'ORIGINE (AGENTS À PLEIN TEMPS)

Répartition par région d'origine	Ex. 09	Ex. 14
Pays bailleurs de fonds de l'IDA ¹	1 263 (37 %)	1 448 (37 %)
Autres pays	2 152 (63 %)	2 431 (63 %)
Total	3 415	3 879

RÉPARTITION PAR RÉGION D'ORIGINE (AGENTS NIVEAU CADRE ET HORS CADRE)

Répartition par région d'origine	Ex. 09	Ex. 14
Pays bailleurs de fonds de l'IDA ¹	923 (46 %)	1 131 (44 %)
Autres pays	1 072 (54 %)	1 433 (56 %)
Total	1 995	2 564

1. Données reposant sur les informations fournies par les pays sur leur rôle au sein de l'IDA.

RÉPARTITION HOMMES-FEMMES (AGENTS À PLEIN TEMPS)

Genre	Ex. 09	Ex. 14
Femmes	1 822 (53 %)	2 068 (53 %)
Hommes	1 593 (47 %)	1 811 (47 %)
Total	3 415	3 879

RÉPARTITION HOMMES-FEMMES (AGENTS NIVEAU CADRE ET HORS CADRE)

Genre	Ex. 09	Ex. 14
Femmes	784 (39 %)	1 105 (43 %)
Hommes	1 211 (61 %)	1 459 (57 %)
Total	1 995	2 564

RÉMUNÉRATIONS

Les directives relatives à la rémunération du personnel d'IFC s'inscrivent dans le cadre établi pour l'ensemble du Groupe de la Banque mondiale. Il est essentiel d'offrir des niveaux de rémunération compétitifs au plan international pour attirer et conserver un personnel diversifié et hautement qualifié. Le barème des rémunérations du personnel recruté à Washington est basé sur le marché de l'emploi aux États-Unis qui, jusqu'à présent, était compétitif à l'échelle mondiale. Les traitements des membres du personnel recrutés pour travailler dans des bureaux situés en dehors des États-Unis sont fonction de niveaux jugés compétitifs sur les marchés locaux sur la base d'enquêtes indépendantes. Le Groupe de la Banque mondiale ayant le statut d'organisation internationale, la rémunération de son personnel est établie nette d'impôt.

PROGRAMMES DE RÉMUNÉRATION À ÉLÉMENTS VARIABLES

Les programmes de rémunération d'IFC comprennent plusieurs éléments, notamment les primes de reconnaissance et les primes de résultat annuelles et à long terme qui appuient sa culture de haute performance. Ces primes visent à encourager le travail d'équipe, à récompenser

les meilleures performances et à promouvoir les priorités stratégiques d'IFC — par exemple, les projets réalisés dans les États fragiles ou touchés par un conflit.

RÉGIMES DE PRESTATIONS

IFC offre à son personnel un régime de prestations compétitif, comprenant notamment l'assurance maladie, l'assurance vie et l'assurance invalidité ainsi qu'un régime de retraite. Le coût de l'assurance maladie est réparti entre l'institution, qui en finance 75 %, et les assurés, qui assument les 25 % restants.

Le régime des pensions d'IFC, qui fait partie du plan du Groupe de la Banque mondiale, comprend deux volets : un plan de retraite à prestations définies qui est entièrement financé par IFC et qui est fonction du nombre d'années de service, du niveau de rémunération et de l'âge à la retraite ; un régime d'épargne-retraite qui comprend une cotisation obligatoire égale à 5 % de la rémunération de chaque agent, à laquelle IFC ajoute 10 % par an. Le Groupe de la Banque propose également un plan d'épargne-retraite facultatif de type 401(k), système de retraite par capitalisation largement utilisé aux États-Unis, pour le personnel en poste à Washington et un plan d'épargne facultatif pour le personnel en poste dans les bureaux extérieurs.

STRUCTURE DES TRAITEMENTS DES AGENTS (WASHINGTON)

La structure des traitements et les montants moyens des traitements (nets d'impôt) et des avantages des agents du Groupe de la Banque mondiale pour la période allant du 1^{er} juillet 2013 au 30 juin 2014 se présentaient comme suit.

Grades	Intitulés de postes représentatifs	Minimum (USD)	Référence du marché (USD)	Maximum (USD)	Effectifs à ce grade (%)	Traitement moyen/grade	Prestations moyennes ^a (USD)
GA	Auxiliaire de bureau	25 600	33 300	43 200	0,03 %	41 678	25 211
GB	Assistant administratif, Technicien d'information	32 300	42 000	58 900	0,7 %	43 379	26 240
GC	Assistant de programme, Assistant d'information	39 900	51 900	72 700	8,8 %	54 889	33 202
GD	Assistant principal de programme, Spécialiste de l'information, Assistant du service du budget	47 100	61 300	85 900	7,2 %	68 072	41 177
GE	Analyste	63 300	82 300	115 300	9,1 %	78 653	47 577
GF	Cadre	84 200	109 400	153 200	20,3 %	101 806	61 583
GG	Cadre supérieur	113 500	147 600	206 600	32,2 %	139 957	84 660
GH	Directeur, Cadre de direction	154 700	201 100	260 000	18,6 %	193 786	117 221
GI	Directeur, Conseiller principal	206 200	269 800	309 400	2,6 %	255 823	154 748
GJ	Vice-président	280 000	313 700	351 300	0,4 %	317 025	191 768
GK	Directeur général, Vice-président exécutif	307 600	348 800	383 600	0,1 %	364 315	221 237

Note : Comme les agents du Groupe de la Banque mondiale non américains sont habituellement exemptés de l'impôt sur le revenu sur les rémunérations qui leur sont versées par l'institution, celles-ci s'entendent nettes d'impôt, ce qui équivaut généralement aux salaires nets après impôts des employés des organisations et des entreprises de référence sur la base desquels la grille des salaires de l'institution est établie. Un nombre relativement faible d'agents parvient au tiers supérieur de la fourchette de salaires d'un grade donné.

a. Y compris l'assurance-maladie, l'assurance-vie et l'assurance-invalidité ; les droits acquis au titre de la prestation de cessation de service ; et d'autres avantages non salariaux.

LA GOUVERNANCE D'IFC

LA PLACE D'IFC DANS LE GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

Le Groupe de la Banque mondiale représente une source vitale d'assistance financière et technique pour les pays en développement. Créé en 1944, il a pour mission de lutter contre la pauvreté avec passion et professionnalisme, pour obtenir des résultats durables.

IFC est l'un des cinq membres du Groupe de la Banque mondiale, tout en étant une entité juridique distincte avec des statuts, un capital social, une structure financière, une direction et un personnel distincts. Seuls les pays membres de la Banque mondiale peuvent adhérer à IFC. Au 30 juin 2014, le capital libéré d'IFC, d'un montant d'environ 2,5 milliards de dollars, était détenu par 184 pays membres. Ces pays décident de l'orientation générale des programmes et des activités de la Société.

IFC collabore avec le secteur privé pour créer des opportunités là où elles font le plus défaut. Depuis sa création en 1956, IFC a engagé pour son propre compte plus de 162 milliards de dollars au titre d'investissements dans le secteur privé des pays en développement

et a mobilisé des milliards de dollars auprès d'autres sources.

En vue de mettre fin à l'extrême pauvreté et de promouvoir une prospérité partagée, IFC œuvre en étroite collaboration avec les autres membres du Groupe de la Banque.

LE CONSEIL D'IFC

Chacun des pays membres d'IFC nomme un Gouverneur et un suppléant. Le Conseil des gouverneurs est investi des pouvoirs de la Société dont il délègue la majeure partie à un Conseil de 25 Administrateurs. Le nombre de voix dont ils disposent pour décider des questions qui leur sont soumises est fonction de la part du capital de la Société représentée par chaque Administrateur.

Les Administrateurs se réunissent régulièrement au siège du Groupe de la Banque mondiale à Washington pour examiner les projets d'investissement, prendre les décisions nécessaires en la matière et donner des orientations stratégiques à la direction de la Société. Le Président du Groupe de la Banque mondiale est également le Président d'IFC.



De gauche à droite : **Arnaud Delaunay** (suppléant) France • **Jörg Frieden** Suisse • **Gwen Hines** Royaume-Uni • **Merza Hasan** (Doyen) Koweït • **Denny H. Kalyalya** Zambie • **Satu Santala** Finlande • **Piero Cipollone** Italie • **Wilhelm Rissmann** (suppléant) Allemagne

Debout (de gauche à droite) : **Frank Heemskerk** Pays-Bas • **Omar Bougara** Algérie • **Vadim Grishin** Fédération de Russie • **Roberto B. Tan** Philippines • **Ibrahim M. Alturki** (suppléant) Arabie saoudite • **Boonchai Charassangsomboon** (suppléant) Thaïlande • **Alister Smith** Canada • **Gulsum Yazganarikan** (suppléante) Turquie • **Agapito Mendes Dias** Sao Tomé-et-Principe • **Hideaki Suzuki** Japon • **Shixin Chen** Chine • **Mansur Muhtar** Nigéria • **Mohammad Tareque** (suppléant) Bangladesh • **Juan José Bravo** Mexique • **Michael Willcock** Australie • **Sara Aviel** (suppléante) États-Unis

Absent sur la photo : **César Guido Forcieri** Argentine

RÉMUNÉRATION DU PERSONNEL DE DIRECTION

Le traitement du Président du Groupe de la Banque mondiale est déterminé par le Conseil des administrateurs. Le niveau de rémunération du Vice-président exécutif et Directeur général d'IFC correspond au point médian entre le niveau de rémunération le plus élevé du barème applicable au personnel de l'institution, tel qu'il est établi chaque année sur la base d'enquêtes sur les rémunérations aux États-Unis, et le niveau de rémunération du Président du Groupe de la Banque mondiale. Les rémunérations des personnels de direction sont communiquées au public. La rémunération du Vice-président exécutif et Directeur général d'IFC, Jin-Yong Cai, s'est élevée à 382 643 dollars, net d'impôt. IFC n'offre pas de programmes de rémunération à caractère incitatif au personnel de direction.

LES PAYS MEMBRES D'IFC, SES ACTIONNAIRES, LUI FOURNISSENT UN IMPORTANT APPUI

TOTAL IFC	100 %
ÉTATS-UNIS	22,75 %
JAPON	6,49 %
ALLEMAGNE	5,15 %
FRANCE	4,84 %
ROYAUME-UNI	4,84 %
INDE	4,11 %
FÉDÉRATION DE RUSSIE	4,11 %
CANADA	3,25 %
ITALIE	3,25 %
CHINE	2,46 %
174 AUTRES PAYS	38,75 %

L'OBLIGATION DE RENDRE COMPTE

LE GROUPE INDÉPENDANT D'ÉVALUATION

Le Groupe indépendant d'évaluation (IEG) contribue à la dynamique d'apprentissage d'IFC par les enseignements qu'il tire de ses évaluations. L'IEG est indépendant de la Direction d'IFC et rend compte directement au Conseil d'administration du Groupe de la Banque mondiale. Il a pour mission de renforcer les résultats des institutions du Groupe et de guider leur stratégie et leurs activités futures.

L'IEG évalue les projets d'investissement et les projets de services-conseil admissibles d'IFC. Il communique à la Société les notes établies et les intègre dans son évaluation annuelle des résultats et de la performance du Groupe de la Banque mondiale. Dans son dernier rapport annuel, couvrant l'exercice 13, l'IEG indique que les résultats des investissements d'IFC au plan du développement ont baissé par rapport à des niveaux historiquement élevés. Ce recul touche essentiellement les pays pouvant se prévaloir de l'aide financière de l'IDA, les projets d'infrastructure et les opérations sur les marchés financiers. Le rapport souligne également qu'IFC doit examiner les conséquences de la réorientation de sa gamme de produits en faveur de l'aide aux intermédiaires financiers.

Dans son rapport sur l'aide aux petites et moyennes entreprises (PME), l'IEG s'efforce de déterminer si les activités d'IFC ont contribué à l'offre durable de services financiers et autres aux PME. Il constate que les clients apprécient IFC, mais que ses projets d'investissement sont souvent dépourvus des éléments susceptibles d'en maximiser l'impact, notamment des stratégies établissant clairement un lien entre les interventions et les résultats escomptés et des systèmes de mesure efficaces. Globalement, les services-conseil d'IFC destinés aux PME ont obtenu de bons résultats et, lorsqu'ils ont été associés à des projets d'investissement, ont amélioré les résultats au plan du développement.

Le rapport d'évaluation de l'IEG intitulé *World Bank Group Assistance to Low-Income Fragile and Conflict-Affected States* (aide du Groupe de la Banque mondiale aux États à faible revenu fragiles ou touchés par un conflit) conclut qu'IFC doit adapter son modèle de fonctionnement, sa tolérance à l'égard des risques, sa gamme de produits, ses procédures et ses processus pour atteindre l'objectif qu'elle s'est fixé, à savoir renforcer son action dans ces pays et mieux répondre à leurs besoins particuliers.

L'IEG publie ses rapports sur son site web : <http://ieg.worldbankgroup.org>.

LE BUREAU DU CONSEILLER/OMBUDSMAN

Le Bureau du conseiller/ombudsman pour l'application des directives (CAO) est le mécanisme indépendant grâce auquel IFC et l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) rendent compte de leurs actions. Le CAO a pour mission de donner suite aux plaintes des personnes touchées par les projets d'IFC et de la MIGA et d'améliorer les résultats environnementaux et sociaux des projets. Il relève directement du Président du Groupe de la Banque mondiale.

Le CAO facilite le règlement des différends entre les populations concernées et les clients d'IFC, contrôle l'application des directives par IFC et dispense d'une manière indépendante des conseils au Président et à la direction.

Durant l'exercice 14, le CAO a traité 54 dossiers portant sur des projets d'IFC dans 21 pays et divers secteurs — agroindustrie, éducation, industries extractives, infrastructures, industrie manufacturière et énergie — y compris des projets faisant appel aux services-conseil de la Société et à ses activités sur les marchés financiers.

Dans le cadre de sa fonction de contrôle, le CAO a clos quatre dossiers au stade de l'examen préalable à l'enquête, tandis que sept enquêtes sont en cours. Le CAO se penche actuellement sur les mesures mises en œuvre par IFC pour donner suite aux conclusions de ses enquêtes sur la privatisation du secteur de l'électricité au Kosovo, le projet électrique Tata Ultra Mega en Inde, le portefeuille d'intermédiaires financiers internationaux d'IFC

et le projet agroalimentaire Dinant au Honduras. Le Bureau a clos un dossier après l'étape du suivi, à savoir une enquête portant sur les activités d'IFC liées à l'aluminerie Mozal au Mozambique.

Par ailleurs, le CAO œuvre dans 16 pays au règlement des différends entre les populations touchées et les clients d'IFC. Les projets visés comprennent l'oléoduc reliant le Tchad au Cameroun, la mine Oyu Tolgoi en Mongolie, la mine Yanacocha au Pérou et le projet hydroélectrique de Bujagali en Ouganda. Le CAO, en outre, procède au suivi d'accords de règlement concernant des projets agroalimentaires au Nicaragua et en Ouganda, un projet de services-conseil en Papouasie-Nouvelle-Guinée et un projet d'infrastructures aéroportuaires au Cambodge.

En Ouganda, le CAO a effectué des médiations entre un client d'IFC et deux communautés locales au sujet de l'impact d'une plantation sur leurs terres et leurs moyens de subsistance. Ces deux processus de médiation se sont soldés par la création de coopératives communautaires bénéficiant du soutien du client d'IFC, la fourniture de sites de réinstallation des populations touchées et la mise en œuvre conjointe de programmes de développement communautaire.

S'agissant de sa fonction de conseil, le CAO travaille à l'élaboration d'une méthode plus systématique pour transmettre à IFC les enseignements tirés de ses activités. Il a en outre organisé des ateliers de formation du personnel sur les mécanismes de doléances et les enseignements pouvant être tirés des grands projets porteurs de transformations. Pour plus d'informations, visiter le site www.cao-ombudsman.org.

LES PARTENARIATS

IFC collabore avec les autorités nationales, les entreprises, les fondations et d'autres organisations multilatérales et institutions d'aide au développement pour promouvoir des partenariats novateurs dans le but de favoriser la prospérité et d'éliminer la pauvreté. La démarche d'IFC, fondée sur la collaboration, privilégie les partenariats de longue durée, met l'accent sur l'efficacité et l'évaluation des résultats et mobilise les contributions des partenaires de développement de la Société pour maximiser l'impact sur la vie des populations pauvres.

COLLABORATION AVEC LES PARTENAIRES DE DÉVELOPPEMENT

IFC entretient des rapports à long terme avec ses partenaires de développement en vue de promouvoir le développement du secteur privé à travers le monde. Ces partenaires soutiennent résolument les services-conseil d'IFC, à l'appui desquels ils ont engagé le montant record de 339 millions de dollars au cours de l'exercice 14.

L'exercice 14 a été marqué par des accords majeurs entre IFC et ses partenaires de développement. La Société a ainsi forgé de nouveaux partenariats avec des institutions internationales, dont 3GI, Goldman Sachs, Financial Sector Deepening Trust, la Fondation Ford, la Banque d'import-export de Hongrie et le groupe Dingyi. L'exercice a également été marqué par d'importantes contributions de partenaires de développement associés de longue date à IFC à l'appui de nouveaux programmes de services-conseil de la Société. L'Union européenne s'est ainsi engagée pour la première fois à soutenir un programme d'IFC dans la région Amérique latine et Caraïbes, à savoir le programme d'exportations alimentaires en faveur de la Jamaïque. À cela s'ajoute un financement du Canada destiné à soutenir les activités agroalimentaires d'IFC en Afrique.

Grâce aux fonds fiduciaires des partenaires de développement, IFC continue d'assurer des financements souples, un leadership éclairé et le partage des connaissances pour maximiser

l'impact sur le développement dans les domaines stratégiques prioritaires de la Société et de ses partenaires de développement. Les initiatives suivantes ont été menées par IFC en se fondant sur de solides partenariats pour promouvoir le type de développement du secteur privé qui permettra d'éliminer l'extrême pauvreté et de promouvoir une prospérité partagée.

BANQUE D'IMPORT-EXPORT DE HONGRIE

La Hongrie s'est associée à IFC pour la première fois en 2014 pour s'attaquer à quelques-uns des défis les plus urgents, à l'échelle mondiale, en matière de développement. La Banque d'import-export de la Hongrie s'est engagée à fournir 20 millions de dollars à IFC à l'appui de projets dans l'agroindustrie, la santé et la gestion de l'eau. Ce partenariat soutiendra des projets en Europe et en Asie centrale, en Asie du Sud, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, ainsi qu'en Asie de l'Est et dans le Pacifique. Il ouvre en outre la voie à d'autres activités de collaboration avec le Groupe de la Banque mondiale.

JAPON

Le ministère japonais des Finances et IFC ont établi un nouveau partenariat en faveur du continent africain dans le cadre de la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD V). Ce partenariat de 30 millions de dollars offre une précieuse occasion de renforcer la collaboration entre le Japon et IFC, en particulier au profit des petites et moyennes entreprises. Ces entreprises sont la pierre angulaire du secteur privé africain et emploient la grande majorité de la population active. Ce nouveau projet de partenariat propose d'utiliser les contributions du Japon pour promouvoir de solides cadres réglementaires, développer des marchés émergents, fournir une formation professionnelle et améliorer l'accès aux financements, en accordant une attention particulière aux zones fragiles ou touchées par des conflits.

PLATEFORME DE CROISSANCE VERTE SOLIDAIRE

Le Danemark a été le premier pays à contribuer en 2013, à hauteur de 4,5 millions de dollars, à la Plateforme de croissance verte, mécanisme unique visant à accorder des financements souples à des projets respectueux de l'environnement à travers le monde.

Contrairement à la pratique qui consiste à financer des projets au cas par cas, ce dispositif permet à IFC et à un partenaire de promouvoir de vastes thèmes stratégiques de manière à accroître l'efficacité et à réduire les coûts de transaction tout en augmentant l'impact sur le développement.

ENGAGEMENTS FINANCIERS AU TITRE DES SERVICES-CONSEIL D'IFC

(équivalent en millions d'USD)*

État récapitulatif	Ex. 13	Ex. 14
États	239,61	272,51
« Partenaires institutionnels/multilatéraux »	1,66	46,66
Sociétés, fondations et ONG	12,35	19,38
Total	253,62	338,56
*chiffres non audités		
États	Ex. 13	Ex. 14
Afrique du Sud	0,67	0,00
Allemagne	1,15	0,99
Australie	21,87	7,01
Autriche	12,70	11,24
Canada	47,83	48,12
Corée	0,00	3,00
Danemark	3,61	4,47
États-Unis	5,78	8,26
France	2,65	0,00
Hongrie	0,00	20,00
Irlande	1,12	2,65
Italie	0,00	4,72
Japon	7,22	36,71
Luxembourg	6,79	0,00
Norvège	2,01	3,27
Nouvelle-Zélande	4,00	0,00
Pays-Bas	18,59	55,00
Royaume-Uni	34,79	16,60
Suède	5,32	2,76
Suisse	63,51	47,72
Total	239,61	272,51

Partenaires institutionnels/multilatéraux	Ex. 13	Ex. 14
Banque islamique de développement	0,00	0,31
Commission européenne	0,00	19,68
Financial Sector Deepening Trust	0,00	0,60
Fonds d'investissement climatiques	0,50	16,62
Fonds pour la transition dans la région MENA	0,00	5,24
Global Green Growth Institute (3GI)*	0,00	0,60
Livelihoods and Food Security Trust Fund	1,11	3,62
Organismes des Nations Unies	0,05	0,00
Total	1,66	46,66

Sociétés, fondations et ONG	Ex. 13	Ex. 14
Fondation Bill et Melinda Gates	2,87	2,00
Blue Moon Fund Inc.	0,25	0,00
BP Exploration (Caspian Sea) Limited	0,00	0,40
Société Coca-Cola*	2,00	2,25
Dingyi Venture Capital (HK) Limited	0,00	3,00
Fondation Ford	0,00	0,15
Fondation Goldman Sachs	0,00	11,33
Marie Stopes International	3,87	0,00
Fondation MasterCard	0,03	0,00
Nestlé SA*	1,00	0,00
Omidyar Network Fund, Inc.	0,07	0,00
Fondation PepsiCo*	2,00	0,00
SABMiller PLC*	0,25	0,25
Total	12,35	19,38

* Contributeur du 2030 – Water Resource Group

LA GESTION DES RISQUES

GESTION DU PORTEFEUILLE

La gestion du portefeuille fait partie intégrante de la gestion des activités d'IFC visant à assurer la solidité des résultats financiers de ses projets et des résultats obtenus en matière de développement.

La direction d'IFC procède chaque trimestre à l'examen de l'intégralité du portefeuille et transmet chaque année au Conseil d'administration un rapport de suivi de la performance du portefeuille. Les équipes chargées du portefeuille, basées pour la plupart dans les bureaux extérieurs, complètent ces examens généraux par un examen trimestriel de chaque élément d'actif.

Au niveau institutionnel, IFC combine l'analyse de la performance de son portefeuille de 51,7 milliards de dollars aux projections sur les tendances macroéconomiques et les tendances du marché à l'échelle mondiale pour éclairer la prise de décisions concernant ses investissements futurs. Elle procède aussi régulièrement à des tests de vulnérabilité de la performance du portefeuille face à l'évolution macroéconomique possible pour cerner les risques et chercher activement à les atténuer.

À l'échelon des projets, IFC veille en permanence au respect des accords d'investissement, se rend sur le site des projets pour vérifier l'état d'avancement des opérations et aide à trouver des solutions aux problèmes qui pourraient se poser. Elle procède à un suivi systématique de la performance environnementale et sociale, et mesure les résultats financiers ainsi que les résultats obtenus sur le front du développement.

Dans le cas des projets qui connaissent des difficultés financières, le Département des opérations spéciales détermine les mesures qu'il convient de prendre pour remédier à la situation. Il s'efforce de négocier des accords avec tous les créanciers et actionnaires pour répartir la charge de la restructuration et régler les problèmes sans interrompre le déroulement du projet.

Les investisseurs et autres partenaires participant aux opérations d'IFC sont tenus régulièrement informés de l'évolution des projets. IFC les consulte ou demande leur consentement, le cas échéant.

SERVICES DE TRÉSORERIE

IFC mobilise des fonds sur les marchés financiers internationaux pour accorder des prêts au secteur privé et veiller à disposer de liquidités suffisantes pour conserver sa note AAA.

Les émissions comprennent des obligations de référence dans des monnaies clés telles que les dollars des États-Unis, des émissions thématiques à l'appui de priorités stratégiques telles que le changement climatique, et des émissions dans des monnaies de pays émergents pour promouvoir le développement des marchés financiers. La majeure partie des prêts consentis par IFC sont libellés en dollars, mais la Société emprunte dans de nombreuses monnaies de manière à diversifier l'accès aux capitaux, réduire le coût des emprunts et soutenir les marchés financiers locaux.

Au fil des ans, le programme de financement d'IFC a progressé au même rythme que le volume des prêts accordés : au cours de l'exercice 14, les nouveaux emprunts ont atteint l'équivalent de 16 milliards de dollars.

EMPRUNTS SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX POUR L'EXERCICE 14

Devise	Montant (équivalent en USD)	Pourcentage
Dollar des États-Unis	7 045 478 231,10	52,5 %
Dollar australien	1 385 509 704,00	10,3 %
Roupie indienne	1 010 559 335,74	7,5 %
Livre sterling	788 885 000,00	5,9 %
Yen japonais	627 325 000,00	4,7 %
Réal brésilien	608 911 921,74	4,5 %
Euro	554 600 000,00	4,1 %

GESTION DES LIQUIDITÉS

Le montant total des actifs liquides inscrits au bilan d'IFC était de 33,7 milliards de dollars au 30 juin 2014, contre 31,2 milliards de dollars l'exercice précédent. La plupart de ces actifs sont libellés en dollars des États-Unis. Pour pallier les risques de change, les actifs libellés dans une devise autre que le dollar des États-Unis font l'objet d'une couverture en dollars ou sont compensés par des passifs libellés dans la même devise. Le montant total des actifs liquides qui doit être détenu est déterminé dans le but d'assurer un niveau de ressources suffisant pour que la Société puisse faire face à ses engagements même en cas de tensions sur les marchés.

ADÉQUATION DU CAPITAL ET CAPACITÉ FINANCIÈRE

Une bonne gestion du risque est essentielle à la réalisation de la mission d'IFC en matière de développement. Les activités de la Société, investisseur à long terme dans des marchés émergents dynamiques mais volatiles, l'exposent par leur nature même à des risques financiers et opérationnels.

Une gestion prudente du risque et un capital solide permettent à IFC de préserver son assise financière et de jouer un rôle de

stabilisation conjoncturelle en périodes de tourmente économique et financière. Sa solidité financière lui permet par ailleurs de bénéficier de coûts d'emprunt faibles et d'offrir ainsi à ses clients des financements à un coût abordable.

La note AAA attribuée à IFC depuis que sa cote de crédit est évaluée (1989) illustre la solidité et la qualité de la gestion du risque et de la situation financière de l'institution.

IFC détermine son niveau minimum d'adéquation du capital en fonction de son cadre de calcul économique du capital qui est en phase avec le cadre de Bâle et avec les pratiques dominantes du secteur. Le capital économique d'IFC tient lieu de garantie contre le risque et permet à la Société de modéliser et d'agréger les risques de pertes posés par divers produits d'investissement ainsi que d'autres risques.

Le capital libéré, les bénéfices mis en réserve, nets du montant des affectations et de certaines plus-values latentes, et les réserves générales pour pertes sur prêts constituent la capacité financière d'IFC. L'excédent de capital disponible au-delà de ce qui lui est nécessaire pour poursuivre ses activités en cours permet à IFC d'assurer la croissance future de son portefeuille tout en maintenant les réserves nécessaires pour amortir les chocs exogènes inattendus. En juin 2014, le montant total des ressources disponibles d'IFC était de 21,6 milliards de dollars, tandis que le niveau minimum d'adéquation du capital s'établissait à 18 milliards de dollars.

UNE ACTION RESPONSABLE

LA DÉMARCHE D'IFC EN FAVEUR D'UNE ACTION DURABLE

Dans le contexte actuel marqué par le changement climatique, l'insuffisance des ressources et l'intensification des pressions sociales, il apparaît de plus en plus nécessaire que les entreprises adoptent une démarche plus rigoureuse face aux enjeux liés à l'environnement, à la situation sociale et au gouvernement d'entreprise.

IFC considère qu'une gestion durable des affaires est le meilleur gage de résultats positifs au plan du développement. Le cadre de viabilité de la Société et les conseils qu'elle prodigue aident ses clients à tirer parti des possibilités de croissance et d'innovation tout en mettant en avant les bonnes pratiques environnementales et sociales, en élargissant l'impact d'IFC sur le développement et en encourageant la transparence et la responsabilisation.

Ce cadre traduit l'engagement stratégique d'IFC envers le développement durable et fait partie intégrante de sa démarche en matière de gestion du risque. Il permet à la Société de gérer une clientèle diversifiée — au sein de laquelle on trouve beaucoup d'intermédiaires financiers — qui fait appel à ses services de conseil et d'investissement.

LES NORMES DE PERFORMANCE D'IFC

Le cadre de viabilité d'IFC est constitué essentiellement de huit normes de performance visant à aider les clients à éviter, atténuer et gérer les risques de manière à exercer leurs activités de façon durable. Elles leur permettent aussi de trouver des solutions qui soient bonnes à la fois pour les affaires, pour les investisseurs, pour l'environnement et pour les populations locales.

Cela peut consister à réduire les coûts grâce à l'amélioration des rendements

énergétiques, à accroître les revenus et les parts de marché en offrant des produits et services écologiquement et socialement viables, ou à améliorer les relations entre les parties prenantes. Dans les cas où il n'est pas possible d'appliquer les normes de performance d'une manière appropriée, IFC a élaboré des outils de dépistage des risques qui permettent de réaliser les objectifs du cadre de viabilité.

Les normes de performance d'IFC sont devenues une référence reconnue dans le monde entier en ce qui concerne la gestion des risques environnementaux et sociaux dans le secteur privé. Ces normes se reflètent dans les Principes d'Équateur aujourd'hui appliqués par 78 institutions financières à travers le monde. D'autres institutions financières se sont également inspirées des normes de performance d'IFC dans l'élaboration de leurs politiques — notamment 15 institutions européennes de financement du développement et 32 organismes de crédit à l'exportation.

Les clients d'IFC continuent d'affirmer que les compétences de la Société jouent un rôle important dans leur décision de collaborer avec elle. Près de 90 % de ceux qui ont bénéficié d'une aide de la Société dans le cadre de questions environnementales et sociales ont estimé qu'elle leur a permis d'améliorer leurs rapports avec les parties prenantes, de renforcer leur image de marque et leur notoriété, et d'établir de saines pratiques de gestion du risque.

Lorsqu'un financement est sollicité pour un projet, IFC effectue un examen social et environnemental au titre de son processus de diligence raisonnable. L'examen prend en compte l'évaluation de l'impact du projet par le client ainsi que son engagement et sa capacité à gérer le projet. Il détermine également dans quelle mesure le projet respecte les normes de performance d'IFC. En cas de lacunes, IFC et le client conviennent d'un plan pour garantir que les normes seront respectées à terme. La Société supervise les projets pendant toute la durée de leur exécution.

LA VIABILITÉ EN PRATIQUE

IFC exerce ses activités dans le monde en prenant en compte quatre aspects — financier, économique, écologique et social — de la viabilité. La viabilité financière permet à IFC et à ses clients de contribuer durablement au développement. En rendant ses projets économiquement viables, la Société s'assure qu'ils contribuent au développement de l'économie des pays hôtes.

La viabilité écologique des opérations et des chaînes d'approvisionnement des clients d'IFC aide à protéger et à conserver les ressources naturelles, à atténuer la dégradation de l'environnement et à répondre à l'impératif d'envergure mondiale que constitue la lutte contre le changement climatique.

IFC est la première institution financière internationale à avoir totalement intégré la notion de « services écosystémiques ». Ces services profitent aux populations et aux entreprises en leur assurant entre autres l'accès aux aliments, à l'eau potable et aux plantes médicinales. Ils font ressortir les avantages que peut procurer à l'économie et à la société un environnement en bonne santé.

IFC favorise la viabilité sociale en travaillant à l'amélioration des conditions de vie et de travail, en renforçant les collectivités, en consultant les peuples autochtones et en veillant au respect des droits de l'homme.

GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

L'amélioration du gouvernement d'entreprise est une priorité d'IFC. La Société fournit un soutien à l'investissement et dispense des conseils sur les pratiques exemplaires permettant d'améliorer le fonctionnement des conseils d'administration, de renforcer les droits des actionnaires et d'améliorer la gestion des risques, le contrôle interne et la diffusion de l'information.

IFC collabore étroitement avec la Banque mondiale pour veiller à ce que la réglementation

des marchés émergents soit élaborée en tenant compte de l'expérience de la Société en tant qu'investisseur de première ligne. Elle conseille également les organismes de réglementation, les administrateurs des marchés boursiers et d'autres acteurs qui souhaitent améliorer le gouvernement d'entreprise.

Grâce à son expérience, IFC peut adapter les principes internationaux aux réalités du secteur privé dans les pays en développement. C'est pourquoi les banques de développement et d'autres investisseurs opérant dans les marchés émergents se tournent maintenant vers IFC pour qu'elle leur indique la voie à suivre en matière de gouvernement d'entreprise.

IFC intervient dans ce domaine de diverses manières, notamment grâce à l'application de sa méthodologie de gouvernement d'entreprise qui permet d'évaluer les risques et les opportunités au niveau de l'entreprise. Parmi les institutions qui financent le développement, cette méthodologie est considérée comme le plus perfectionné des systèmes de ce type ; elle forme la base d'une approche concertée en matière de gouvernement d'entreprise désormais mise en œuvre par une trentaine d'institutions de financement du développement.

La Société contribue aussi à renforcer les partenaires locaux qui continueront pendant longtemps à fournir des services de gouvernement d'entreprise. Elle prépare notamment des documents de formation et des outils de renforcement des institutions, dans des domaines tels que les associations de gouvernement d'entreprise, les codes et fiches de performance, la formation des dirigeants à l'exercice de responsabilités, la résolution des différends, la formation des journalistes d'affaires et la mise en œuvre des bonnes pratiques de gouvernement d'entreprise.

Un conseil d'administration diversifié est gage d'un solide gouvernement d'entreprise. IFC s'efforce d'accroître le nombre de femmes qui siègent à titre d'administratrices désignées au conseil de ses clients. Près de 24 % des administrateurs désignés d'IFC sont des femmes. La Société est déterminée à porter cette proportion à 30 % en 2015 au plus tard.

ENGAGEMENT EN MATIÈRE D'EMPREINTE ÉCOLOGIQUE

L'engagement d'IFC en matière d'empreinte écologique consiste à faire de la promotion du développement durable une partie intégrante de sa culture et de sa démarche. En veillant sans cesse à améliorer ses résultats environnementaux et sociaux, elle s'efforce de mettre en pratique ce qu'elle prêche à ses clients.

IFC a poursuivi ses activités mondiales dans ce domaine au cours de l'exercice 14. Quatre de ses plus grands bureaux extérieurs — Istanbul, Johannesburg, New Delhi et Lima — ont confié à des tiers l'évaluation de leur rendement énergétique. Ces évaluations ont recensé dix possibilités d'amélioration susceptibles d'entraîner des économies de 90 000 dollars par an. Le coût de mise en œuvre de ces solutions devrait être amorti en trois ans et demi.

Dans le cadre de sa campagne mondiale *Paper Challenge*, IFC a encouragé tous ses agents et bureaux à réduire leur consommation de papier au cours de l'exercice 14. Cette campagne a été lancée pour donner suite à l'engagement pris par le Vice-président exécutif et Directeur général d'IFC, Jin-Yong Cai, à savoir réduire de 15 % la consommation de papier de la Société à l'échelle mondiale.

Par rapport à l'exercice 13, le siège d'IFC a réduit de 37 % ses achats de papier — soit 5 millions de feuilles — et de 26 % ses achats d'encre, essentiellement grâce à la modification des comportements. Ces économies seront renforcées pendant l'exercice 15 grâce aux importants changements qui seront apportés au matériel d'impression du siège dans le cadre de la mise en place d'un service de gestion d'impression à l'échelle du Groupe de la Banque mondiale.

La participation des bureaux d'IFC dans le monde aux activités de la campagne *Paper Challenge*, telles que les journées « sans papier », a mis en évidence le besoin de disposer d'informations plus fiables sur la consommation de papier des bureaux extérieurs. La Société envisage d'utiliser des logiciels pour augmenter la fiabilité des données collectées par ces bureaux.

Durant l'exercice 14, les émissions de carbone des opérations institutionnelles à l'échelle mondiale se sont chiffrées à environ 51 400 tonnes d'équivalent CO₂. Pour compenser son empreinte carbone, IFC a acheté des crédits d'émission au projet *Paradigm Healthy Cookstove and Water Treatment* mené au Kenya.

INVENTAIRE DES ÉMISSIONS DE CARBONE POUR L'EXERCICE 13 – OPÉRATIONS D'IFC DANS LE MONDE

Tonnes d'équivalent CO₂

Déplacements professionnels	36 742,00	72 %
Consommation d'électricité au siège	7 277,80	14 %
Consommation d'électricité des bureaux extérieurs	4 191,48	8 %
Divers	3 160,53	6 %
ÉMISSIONS TOTALES	51 371,80	100 %

RAPPORT INDÉPENDANT D'ASSURANCE PORTANT SUR DIFFÉRENTES INFORMATIONS RELATIVES AU DÉVELOPPEMENT DURABLE

À la demande d'IFC, nous avons procédé à l'examen de différentes informations relatives au développement durable présentées dans le Rapport annuel pour l'exercice clos le 30 juin 2014, notamment des indicateurs quantitatifs (les « Indicateurs ») et des déclarations qualitatives (les « Déclarations »). Nous avons sélectionné les déclarations dont on estime qu'elles présentent un intérêt particulier pour les parties prenantes ou peuvent poser un risque de réputation pour IFC, ainsi que les déclarations sur la gestion et la performance de la responsabilité institutionnelle. Les Indicateurs et les Déclarations concernent les domaines essentiels figurant ci-dessous :

Domaines Essentiels	Déclarations	Indicateurs																											
Politique d'IFC	« Les priorités stratégiques d'IFC » (p. 60) « La gouvernance d'IFC » (pp. 84-85) « Le personnel d'IFC » (pp. 82-83) « Gestion du portefeuille » (p. 90) « Les objectifs de développement d'IFC » (p. 75)																												
Efficacité des investissements et des services-conseil au plan du développement	« La méthode suivie par IFC pour mesurer ses résultats » (pp. 74-76) « Résultats des investissements » (pp. 76-77) « Résultats des services-conseil » (pp. 77-78)	Projets d'investissement ayant reçu une note élevée : 64 % (p. 76) ; notes du DOTS pour les services d'investissement par branche d'activité (p. 80), par région (p. 80) et par catégorie de résultat (p. 80) ; et notes du DOTS pondérées et non pondérées (p. 29) Projets de services-conseil ayant reçu une note élevée : 76 % (p. 77) ; et dépenses du programme de services-conseil par domaine d'intervention (p. 81) et par région (p. 81)																											
Champ d'action	« Marchés locaux des capitaux : promouvoir la résilience économique » (p. 40) « Santé et éducation : développer le capital humain » (p. 37)	Emplois (millions) : 2,6 (p. 47) Patients traités (millions) : 27,1 (p. 36) Étudiants instruits (millions) : 2,5 (p. 37) Agriculteurs bénéficiaires (millions) : 2,9 (p. 38) Distribution de gaz (millions de personnes desservies) : 39,8 (p. 33) Distribution d'électricité (millions de personnes desservies) : 24,3 (p. 33) Distribution d'eau (millions de personnes desservies) : 30,3 (p. 33) Nombre et montants des microprêts et des prêts aux PME pour l'exercice 13 (p. 79) <table> <tr> <th>Type de prêts</th><th>Nombre de prêts (millions)</th><th>Montant (milliards de dollars)</th></tr> <tr> <td>Microprêts</td><td>29,1</td><td>28,01</td></tr> <tr> <td>Prêts de montant faible ou moyen</td><td>5,4</td><td>273,60</td></tr> </table>	Type de prêts	Nombre de prêts (millions)	Montant (milliards de dollars)	Microprêts	29,1	28,01	Prêts de montant faible ou moyen	5,4	273,60																		
Type de prêts	Nombre de prêts (millions)	Montant (milliards de dollars)																											
Microprêts	29,1	28,01																											
Prêts de montant faible ou moyen	5,4	273,60																											
Notes environnementales et sociales	« Les normes de performance d'IFC » (p. 92) « Emploi : la création d'emplois, pierre angulaire du développement » (p. 46)	Engagements d'IFC par catégorie environnementale et sociale (p. 28) <table> <tr> <th>Catégorie</th><th>Engagements (millions de dollars)</th><th>Nombre de projets</th></tr> <tr> <td>A</td><td>1 668</td><td>23</td></tr> <tr> <td>B</td><td>4 328</td><td>160</td></tr> <tr> <td>C</td><td>7 162</td><td>268</td></tr> <tr> <td>FI</td><td>201</td><td>12</td></tr> <tr> <td>FI-1</td><td>682</td><td>13</td></tr> <tr> <td>FI-2</td><td>2 049</td><td>85</td></tr> <tr> <td>FI-3</td><td>1 171</td><td>38</td></tr> <tr> <td>Total</td><td>17 261</td><td>599</td></tr> </table>	Catégorie	Engagements (millions de dollars)	Nombre de projets	A	1 668	23	B	4 328	160	C	7 162	268	FI	201	12	FI-1	682	13	FI-2	2 049	85	FI-3	1 171	38	Total	17 261	599
Catégorie	Engagements (millions de dollars)	Nombre de projets																											
A	1 668	23																											
B	4 328	160																											
C	7 162	268																											
FI	201	12																											
FI-1	682	13																											
FI-2	2 049	85																											
FI-3	1 171	38																											
Total	17 261	599																											

Domaines Essentiels	Déclarations	Indicateurs
Activités commerciales durables	« Changement climatique : convertir les risques en opportunités » (p. 48) « Parité hommes-femmes : le pouvoir de transformation des femmes » (pp. 50-51) « Services-conseil d'IFC » (pp. 67-68) « Engagement en matière d'empreinte écologique » (p. 94)	Engagements au titre d'investissements liés au climat pour l'exercice 14 (p. 48) : 2 479 millions de dollars Émissions de carbone (p. 94) : 51 400 tonnes d'équivalent CO₂ durant l'exercice 14
Influence sur le développement du secteur privé	« Agroindustrie : renforcer la sécurité alimentaire » (pp. 38-39) « Pays à revenu intermédiaire : promouvoir une prospérité partagée » (p. 56) « Infrastructure : asseoir la prospérité sur de solides bases » (p. 32) « Partenariats public-privé : améliorer les services de base grâce aux PPP » (p. 42) « Accès aux financements : augmenter les revenus et créer des richesses » (pp. 34-35)	
Activités dans les pays les plus pauvres et les plus fragiles	« Pays IDA et zones touchées par des conflits : créer des opportunités dans les situations difficiles » (p. 53) « Afrique, Asie du Sud et Moyen-Orient : lutter contre la pauvreté là où elle sévit le plus » (p. 54).	
Collaboration avec d'autres entités	« Mobilisation : mobiliser les ressources d'autres investisseurs » (pp. 44-45) « Partenariats » (p. 88)	
Gestion d'actifs	« IFC Asset Management Company » (p. 68)	
Obligation de rendre compte	« Le Groupe indépendant d'évaluation » (p. 86)	

Notre examen visait à assurer dans une mesure limitée¹ que :

1. les Indicateurs ont été préparés conformément aux normes de déclaration de l'information applicables durant l'exercice 14 (les « Normes de déclaration »), qui recouvrent les instructions, procédures et directives établies par IFC pour chaque indicateur, et qui sont récapitulées dans le Rapport annuel, en ce qui concerne les indicateurs relatifs aux Engagements par catégorie environnementale et sociale (p. 28) et à l'Efficacité des investissements et des services-conseil au plan du développement (Suivi des résultats, pp. 74-75) et sur le site Internet d'IFC pour les autres ;
2. les Déclarations ont été présentées conformément à la « Politique d'information d'IFC », qu'il est possible de consulter sur le site Internet d'IFC² et aux principes de pertinence, d'exhaustivité, de fiabilité et aussi de neutralité et de clarté tels que définis par les normes internationales³.

IFC a la responsabilité de préparer les Indicateurs et Déclarations afin de fournir des informations sur les Normes de déclaration et d'établir le Rapport annuel.

Nous avons pour mission d'exprimer une opinion sur les Indicateurs et les Déclarations fondée sur notre examen. Celui-ci a été réalisé conformément à la norme ISAE 3000 (International Standard on Assurance Engagements) de l'IFAC⁴. Notre indépendance est définie par le code de déontologie professionnelle de l'IFAC.

NATURE ET PORTÉE DE NOTRE EXAMEN

En vue de présenter une opinion, nous avons procédé à l'examen ci-après :

- Nous avons évalué les Normes de déclaration, ainsi que les directives et principes applicables pour déterminer leur pertinence, leur exhaustivité, leur neutralité et leur fiabilité.
- Nous avons examiné le contenu du Rapport annuel pour identifier les principales déclarations concernant les domaines du développement durable énoncés plus haut.
- Au niveau du groupe, nous avons eu des entretiens avec plus de 25 personnes responsables de la déclaration des informations pour évaluer la mesure dans laquelle les Normes de déclaration ont été appliquées ou pour établir le bien-fondé des Déclarations.
- Au niveau du groupe, nous avons appliqué des procédures d'analyse et vérifié, par sondages, les calculs et le rapprochement des Indicateurs.
- Nous avons réuni les documents sur la base desquels les Indicateurs ou les Déclarations sont fondés, tels que les rapports préparés, notamment, pour les réunions des administrateurs ou d'autres réunions, les accords de prêts, les exposés et rapports internes et externes, ou les résultats d'enquêtes.
- Nous avons examiné la présentation des Déclarations et des Indicateurs dans le Rapport annuel ainsi que les notes correspondantes sur les méthodes suivies.

1. Un degré d'assurance plus poussé aurait exigé des travaux plus importants.

2. http://www.ifc.org/ifcext/disclosure.nsf/content/disclosure_policy

3. ISAE 3000 de l'IFAC, Global Reporting Initiative (GRI) ou AA1000 Accountability Standard.

4. ISAE 3000 : *Assurance Engagement other than reviews of historical data*, International Federation of Accountants, International Audit and Assurance Board, décembre 2003.

LIMITES DE NOTRE EXAMEN

Notre examen s'est limité aux Déclarations et aux Indicateurs identifiés dans le tableau précédent, à l'exclusion d'autres informations présentées dans le Rapport annuel.

Nos sondages ont donné uniquement lieu à l'examen de documents et à des entrevues au siège d'IFC à Washington. À l'intérieur du périmètre d'étude couvert par la présente déclaration, nous n'avons participé à aucune activité avec les parties prenantes extérieures et les clients, ni réalisé aucun test ou entretien destiné à vérifier la validité des informations relatives à des projets particuliers.

INFORMATIONS SUR LES NORMES DE DÉCLARATION ET LE PROCESSUS DE PRÉPARATION DES DÉCLARATIONS

En ce qui concerne les Normes de déclaration et les directives et principes de préparation des Déclarations, nous présentons les commentaires suivants :

Pertinence

IFC présente des informations sur la viabilité de son propre impact et sur l'impact, les réalisations et les risques environnementaux et sociaux des projets qu'elle finance directement ou par le biais d'intermédiaires financiers. Les résultats des services d'investissement et de conseil d'IFC au plan du développement sont évalués par le biais du Système de suivi des réalisations au plan du développement (DOTS) de la Société et au moyen de la mise en œuvre de sa stratégie d'évaluation et de ses objectifs de développement.

Dans la catégorie « performance environnementale et sociale » du DOTS, nous observons qu'IFC gagnerait à accroître la pertinence et le nombre des indicateurs — au-delà de l'indicateur du système de gestion environnementale et sociale — afin de mieux

déterminer la mesure dans laquelle les clients améliorent leurs propres résultats dans ce domaine.

Par ailleurs, le champ des indicateurs utilisés dans le cadre du DOTS pour évaluer les résultats en matière de développement du secteur privé devrait être élargi pour mieux refléter l'impact sur les bénéficiaires ultimes des projets tout au long de leur cycle de vie.

IFC est déterminée à renforcer en permanence la pertinence de ses résultats au plan du développement et des procédures relatives au champ d'action. Des travaux sont effectivement en cours sur plusieurs points, notamment le lien entre la catégorie « performance environnementale et sociale » du DOTS et la mise en œuvre des Normes de performance, et l'harmonisation des indicateurs du développement du secteur privé parmi les institutions financières internationales. Ces travaux devraient permettre à IFC de couvrir les questions connexes dans les années à venir.

Exhaustivité

Les Indicateurs couvrent les activités d'IFC les plus pertinentes. La couverture de chaque indicateur est indiquée dans les commentaires joints aux données dans le Rapport annuel. S'il est vrai que les résultats du DOTS correspondant aux activités de financement du commerce menées par IFC ne sont pas encore formellement audités, un premier ensemble de données relatives au champ d'action a été consolidé cette année pour refléter l'impact du Programme mondial de financement du commerce. Les chiffres correspondants ont fait l'objet de contrôles internes et sont présentés dans le tableau relatif au champ d'action (p. 79).

Neutralité et clarté

IFC donne des informations sur les méthodes suivies pour établir les Indicateurs dans les commentaires joints aux données publiées ou dans les sections correspondantes. De plus amples informations sont disponibles sur le site web d'IFC.

Nous pensons qu'il convient de renforcer le lien entre les indicateurs du champ d'action et les Objectifs de développement d'IFC (ODI) pour permettre à IFC de mieux accorder sa stratégie et ses résultats en matière de développement. Tandis que les indicateurs du champ d'action rendent compte de la contribution globale des clients d'IFC, la Société évalue sa contribution aux résultats en matière de développement à l'aide des ODI. La publication d'informations sur les réalisations accomplies au regard des ODI contribuerait à améliorer l'information publiée par IFC sur sa contribution et les résultats en matière de développement.

Fiabilité

IFC a encore renforcé ses contrôles internes relatifs aux « microprêts » et aux « prêts de montant faible ou moyen » (indicateurs de champ d'action relatifs aux MPME). S'agissant des autres indicateurs du champ d'action, outre les contrôles effectués à l'échelle de l'institution et des projets, IFC devrait procéder à des vérifications supplémentaires à la source ou au niveau des clients pour assurer le suivi. Ces données provenant souvent directement de sources extérieures et étant parfois basées sur des estimations plutôt que sur les états financiers vérifiés des clients, il est important de s'assurer que les données communiquées sont conformes aux propres définitions et modes de calcul d'IFC. Il conviendrait de procéder à de nouveaux tests sur quelques-uns des principaux facteurs contributifs des données relatives au champ d'action pour accroître la fiabilité des données.

CONCLUSION

Sur la base de notre examen, nous n'avons relevé aucune anomalie qui nous permettrait de penser que :

- les Indicateurs n'ont pas été présentés, en ce qui concerne tous les points importants, conformément aux Normes de Déclaration ;
- les Déclarations n'ont pas été présentées, en ce qui concerne tous les points importants, conformément à la « Politique d'information d'IFC » et aux principes de pertinence, d'exhaustivité, de neutralité, de clarté et de fiabilité définis par les normes internationales.

Paris-La Défense, France, 4 août 2014

Auditeurs indépendants
ERNST & YOUNG et Associés



**Building a better
working world**

Éric Duvaud
Associé, Technologies propres
et développement durable

PERFORMANCE FINANCIÈRE

L'environnement général du marché influe de façon importante sur la performance financière d'IFC.

Le tableau suivant récapitule les principaux éléments composant le revenu net et le revenu étendu d'IFC, ainsi que les facteurs auxquels ces éléments sont soumis et qui influent sur le niveau et la variabilité du revenu net et du revenu étendu d'une année sur l'autre :

Éléments	Facteurs d'influence importants
Revenu net :	
Rendement des actifs porteurs d'intérêts	Situation du marché, notamment le niveau des spreads et le degré de concurrence. Sont également inclus dans les revenus des prêts les intérêts non comptabilisés et les intérêts recouvrés sur des prêts précédemment à intérêts non comptabilisés, et les revenus des participations à des prêts individuels.
Revenu des actifs liquides	Gains et pertes réalisés et non réalisés sur les portefeuilles d'actifs liquides, qui dépendent de facteurs externes tels que les taux du marché et la liquidité de certaines classes d'actifs à l'intérieur du portefeuille d'actifs liquides.
Revenu du portefeuille de participations en capital	Climat mondial pour les participations en capital sur les marchés émergents, fluctuations sur les marchés des devises et des produits de base et performances individuelles des entreprises. Performance du portefeuille de participations en capital (principalement les plus-values réalisées, les dividendes, les dépréciations pour perte de valeur, les gains sur les échanges non monétaires et les gains et pertes non réalisés sur les participations en capital).
Provisions pour pertes sur les prêts et les garanties	Évaluation des risques associés aux emprunteurs et probabilité de défaut et de perte en cas de défaut.
Autres revenus et dépenses	Niveau des services-conseil fournis par IFC à ses clients, niveau des dépenses afférentes aux prestations de retraite et autres versées au personnel, et budgets administratifs et autres approuvés.
Gains et pertes sur les autres instruments financiers ne faisant pas l'objet de transactions, comptabilisés à leur juste valeur marchande	Principalement, différences entre les changements enregistrés dans les justes valeurs marchandes des emprunts, y compris le spread de crédit d'IFC, et les instruments dérivés associés, et les gains non réalisés associés au portefeuille d'investissements, notamment les options de vente, les bons de souscription et les options d'achat d'actions qui dépendent en partie du climat mondial pour les marchés émergents. La valeur de ces titres est calculée au moyen de modèles développés en interne ou de méthodes utilisant des facteurs observables ou non.
Dons à l'IDA	Niveau des dons à l'IDA approuvés par le Conseil des Gouverneurs.
Autres composantes du revenu global :	
Gains et pertes non réalisés sur des titres de participation de sociétés cotées et des titres de dette comptabilisés comme étant disponibles à la vente	Climat mondial pour les participations en capital sur les marchés émergents, fluctuations sur les marchés des devises et des produits de base et performances individuelles des entreprises. La valeur de ces participations est calculée au moyen des cours du marché non ajustés et celle des titres de dette au moyen de modèles développés en interne ou de méthodes utilisant des facteurs observables ou non.
Gains et pertes actuariels nets non constatés et coûts non constatés des prestations futures au titre de régimes d'avantages sociaux	Rendement des actifs de régimes de retraite et principales hypothèses sur lesquelles reposent les prévisions de prestations futures à verser, notamment les taux d'intérêt du marché, les dépenses de personnel, l'expérience passée et l'estimation faite par la direction de l'évolution du coût des prestations futures et de la situation économique.

REVENU NET

IFC a déclaré un revenu, avant la prise en compte des plus-values et moins-values latentes nettes au titre d'instruments financiers ne faisant pas l'objet de transactions comptabilisés à leur juste valeur et avant la prise en compte des dons à l'IDA, de 1 782 millions de dollars durant l'exercice 14, contre 909 millions de dollars pour l'exercice clos le 30 juin 2013 (exercice 13) et 2 013 millions de dollars pour l'exercice clos le 30 juin 2012 (exercice 12).

L'augmentation du revenu, avant la prise en compte des plus-values et moins-values latentes nettes au titre d'instruments financiers ne faisant pas l'objet de transactions comptabilisés à leur juste valeur et avant la prise en compte des dons à l'IDA, durant l'exercice 14 par rapport à l'exercice 13 et durant l'exercice 13 par rapport à l'exercice 12 s'explique principalement par les éléments suivants (en millions d'USD) :

**Hausse (baisse),
comparaison Ex. 14/Ex. 13**

Augmentation des plus-values réalisées au titre des participations en capital et des produits dérivés, net	336
Baisse des dépréciations autres que temporaires sur les participations en capital et les titres de dette	206
Baisse des provisions pour pertes sur les prêts, les garanties et autres créances	155
Augmentation du revenu des opérations sur actifs liquides	99
Divers, net	77
Variation globale	\$ 873

Les moins-values latentes nettes au titre d'instruments financiers ne faisant pas l'objet de transactions comptabilisés à leur juste valeur se sont montées à 43 millions de dollars durant l'exercice 14 (contre des plus-values nettes de 441 millions de dollars pour l'exercice 13 et des moins-values nettes de 355 millions de dollars pour l'exercice 12). Il en résulte un revenu avant la prise en compte des dons à l'IDA de 1 739 millions de dollars durant l'exercice 14, contre 1 350 millions de dollars pour l'exercice 13 et 1 658 millions de dollars pour l'exercice 12. Les dons à l'IDA ont atteint 251 millions de dollars durant l'exercice 14, contre 340 millions de dollars pour l'exercice 13 et 330 millions de dollars pour l'exercice 12. Les gains nets sur les participations minoritaires se sont montés à 5 millions de dollars durant l'exercice 14 (contre des pertes de 8 millions de dollars pour l'exercice 13 et un solde de 0 dollars pour l'exercice 12). En conséquence, le revenu net total imputable à IFC s'est établi à 1 483 millions de dollars durant l'exercice 14, contre 1 018 millions de dollars pour l'exercice 13 et 1 328 millions de dollars pour l'exercice 12.

Le revenu net d'IFC pour chacun des cinq derniers exercices jusqu'au 30 juin 2014 est présenté ci-dessous (en millions d'USD) :

REVENU (PERTE) NET (TE)

Au 30 juin, date de clôture des exercices (millions d'USD)

2010	1 746
2011	1 579
2012	1 328
2013	1 018
2014	1 483

Le tableau ci-dessous contient les principales données financières des cinq derniers exercices (en millions de dollars, sauf indication contraire) :

Au 30 juin, date de clôture des exercices	2014	2013	2012	2011	2010
Revenus consolidés, principales données :					
Revenu des prêts et garanties, gains et pertes réalisés sur les prêts et produits dérivés	1 065	996	993	802	759
(Constitution) reprise de provisions pour pertes sur les prêts et garanties	(88)	(243)	(117)	40	(155)
Revenu des participations en capital et produits dérivés	1 289	732	1 548	1 601	1 595
Revenu des titres de dette, gains et pertes réalisés sur les titres de dette et produits dérivés	89	69	71	67	89
Revenu des opérations sur actifs liquides	599	500	313	529	815
Coûts des emprunts	(196)	(220)	(181)	(140)	(163)
Autres revenus	461	441	448	222	176
Autres dépenses	(1 418)	(1 401)	(1 207)	(981)	(853)
Plus-values (moins-values) monétaires sur les transactions en devises	(19)	35	145	(33)	(82)
Revenu avant plus-values et moins-values nettes latentes au titre d'instruments financiers ne faisant pas l'objet de transactions, comptabilisés à leur juste valeur et avant dons à l'IDA	1 782	909	2 013	2 107	2 181
Plus-values et moins-values nettes latentes au titre d'instruments financiers ne faisant pas l'objet de transactions, comptabilisés à leur juste valeur	(43)	441	(355)	72	(235)
Revenu avant dons à l'IDA	1 739	1 350	1 658	2 179	1 946
Dons à l'IDA	(251)	(340)	(330)	(600)	(200)
Revenu net	1 488	1 010	1 328	1 579	1 746
Moins : pertes (gains) nettes (nets) sur les participations minoritaires	(5)	8	—	—	—
Revenu net imputable à IFC	1 483	1 018	1 328	1 579	1 746

Au 30 juin, date de clôture des exercices	2014	2013	2012	2011	2010
Bilan consolidé, principales données :					
Total, actif	84 130	77 525	75 761	68 490	61 075
Portefeuille de liquidités (hors produits dérivés)	33 738	31 237	29 721	24 517	21 001
Investissements	38 176	34 677	31 438	29 934	25 944
Emprunts en cours, avec prise en compte des variations de la juste valeur	49 481	44 869	44 665	38 211	31 106
Total capitaux propres	23 990	22 275	20 580	20 279	18 359
Dont					
Bénéfices non affectés mis en réserve	20 002	18 435	17 373	16 032	14 307
Bénéfices affectés mis en réserve	194	278	322	335	481
Capital social	2 502	2 403	2 372	2 369	2 369
Montants cumulés des autres composantes du revenu global (AOCl)	1 239	1 121	513	1,543	1 202
Participations minoritaires	53	38	–	–	–
Ratios financiers^a :					
Rendement de l'actif moyen (base GAAP) ^b	1,8 %	1,3 %	1,8 %	2,4 %	3,1 %
Rendement de l'actif moyen (base non-GAAP) ^c	1,8 %	0,9 %	2,8 %	1,8 %	3,8 %
Rendement des capitaux propres moyens (base GAAP) ^d	6,4 %	4,8 %	6,5 %	8,2 %	10,1 %
Rendement des capitaux propres moyens (base non-GAAP) ^e	6,5 %	3,1 %	9,9 %	6,0 %	11,8 %
Ratio de liquidité global ^f	78 %	77 %	77 %	83 %	71 %
Niveau de liquidité des financements extérieurs ^g	359 %	309 %	327 %	266 %	190 %
Ratio d'endettement ^h	2,7:1	2,6:1	2,7:1	2,6:1	2,2:1
Total des provisions pour pertes sur prêts rapporté à l'ensemble du portefeuille décaissé ⁱ	6,9 %	7,2 %	6,6 %	6,6 %	7,4 %
Mesure du capital :					
Montant total des ressources nécessaires (milliards d'USD) ^j	18,0	16,8	15,5	14,4	12,8
Montant total des ressources disponibles (milliards d'USD) ^k	21,6	20,5	19,2	17,9	16,8
Capital stratégique ^l	3,6	3,8	3,7	3,6	4,0
Capital stratégique utilisable ^m	1,4	1,7	1,8	1,8	2,3
Capital stratégique utilisable en pourcentage des ressources totales disponibles	7 %	8 %	9 %	10 %	14 %

a. Certains ratios financiers (voir ci-dessous) font abstraction des effets des plus-values ou des moins-values latentes au titre d'investissements, d'autres instruments financiers ne faisant pas l'objet de transactions, d'AOCl et de l'impact des entités à détenteurs de droits variables consolidées (EDDV).

b. Revenu net pour l'exercice en pourcentage de la moyenne des actifs à la fin de l'exercice considéré et de l'exercice précédent.

c. Revenu net faisant abstraction des plus-values ou des moins-values latentes au titre d'investissements comptabilisés à leur juste valeur, du revenu des EDDV consolidées et des plus-values ou moins-values nettes au titre d'instruments financiers ne faisant pas l'objet de transactions comptabilisés à leur juste valeur, en pourcentage des participations et des prêts décaissés (nets de toute provision) au coût historique, des liquidités (hors mises en pension) et d'autres actifs calculés selon la moyenne de l'exercice en cours et de l'exercice précédent.

d. Revenu net pour l'exercice en pourcentage de la moyenne du total des capitaux propres (abstraction faite des paiements effectués au titre des souscriptions en cours) à la fin de l'exercice considéré et de l'exercice précédent.

e. Revenu net faisant abstraction des plus-values ou des moins-values latentes au titre d'investissements comptabilisés à leur juste valeur, du revenu des EDDV consolidées et des plus-values ou moins-values nettes au titre d'instruments financiers ne faisant pas l'objet de transactions comptabilisés à leur juste valeur, en pourcentage du capital appelé et des bénéfices non distribués (avant certaines plus-values ou moins-values latentes et abstraction faite des affectations cumulatives pas encore imputées) calculés selon la moyenne de l'exercice en cours et de l'exercice précédent.

f. Selon la politique globale d'IFC en matière de liquidité, la somme des disponibilités de la Société et de ses emprunts non retirés auprès de la Banque mondiale ne doit pas représenter, à tout moment, moins de 45 % de ses besoins estimés de financement nets pour les trois prochains exercices (fourchettes cible 65–95 %).

g. L'objectif d'IFC est de maintenir un niveau minimum de liquidités, constituées par le produit de financements extérieurs représentant au moins 65 % de la somme de : i) 100 % des prêts privilégiés engagés mais non décaissés ; ii) 30 % des garanties engagées ; et iii) 30 % des engagements au titre des produits de gestion des risques des clients. À compter du troisième trimestre de l'exercice 13, la direction d'IFC a décidé de modifier la Politique de financement extérieur en éliminant le plafond de la fourchette opérationnelle (65 % à 85 %).

h. Le ratio de levier financier (ou « ratio d'endettement ») est défini comme étant le nombre de fois que la somme de l'encours des emprunts et de l'encours des garanties couvre le capital libéré et les bénéfices accumulés (nets du montant des affectations sur les bénéfices mis en réserve et de certaines plus-values/moins-values latentes).

i. Le ratio entre les réserves totales pour pertes sur prêt et le portefeuille total de prêts décaissés est défini comme étant les réserves pour pertes sur prêts exprimées en pourcentage du portefeuille total des prêts décaissés.

j. Le capital minimum requis pour maintenir la notation AAA d'IFC. Il correspond à l'agrégation des normes de capital économique basées sur les risques pour chaque classe d'actifs au sein de la Société.

k. Le capital libéré augmenté des bénéfices mis en réserve, nets des bénéfices affectés mis en réserve, plus provisions générales et spécifiques pour pertes sur les prêts. Indique le niveau de ressources disponibles compte tenu des normes de capital économique d'IFC basées sur les risques.

l. Le montant total des ressources disponibles moins le total des ressources requises.

m. 90 % du total des ressources disponibles moins le total des ressources requises.

ENGAGEMENTS

Durant l'exercice 14, le total des engagements s'est monté à 22 404 millions de dollars contre 24 853 millions de dollars pour l'exercice 13, soit une baisse de 10 %. Ce total comprend 17 261 millions de dollars d'engagements d'IFC (18 349 millions de dollars pour l'Ex. 13) et 5 143 millions de dollars de ressources mobilisées (6 504 millions de dollars pour l'Ex. 13).

Durant les exercices 14 et 13, les engagements et les ressources mobilisées comportaient les éléments suivants (millions d'USD) :

	Ex. 14	Ex. 13
Total des engagements¹	22 404	24 853
Engagements d'IFC		
Prêts	7 579	8 520
Participations	2 324	2 732
Garanties :		
Programme mondial de financement du commerce	7 007	6 477
Divers	321	482
Gestion des risques des clients	30	138
Total des engagements d'IFC	17 261	18 349
Ressources mobilisées		
Participations aux prêts, prêts parallèles et autres mobilisations		
Participations aux prêts	2 043	1 829
Prêts parallèles	730	1 269
Programme de portefeuille de prêts conjoints	320	–
Autres mobilisations	606	480
Total des participations aux prêts, des prêts parallèles et des autres mobilisations	3 699	3 578
AMC		
Fonds de recapitalisation, participations	7	214
Fonds de recapitalisation, créances subordonnées	516	209
Fonds ALAC	84	210
Fonds de recapitalisation pour l'Afrique	–	92
Fonds de recapitalisation des banques russes	2	43
Fonds catalyseurs	75	–
Fonds mondial pour l'infrastructure	146	–
Total AMC	830	768
Autres initiatives		
Programme mondial de liquidité pour le commerce et Programme de financement des produits de base essentiels	500	1 096
Partenariats public-privé	114	942
Mécanisme d'appui à l'infrastructure en situation de crise	–	110
Programme de recouvrement de titres de créance et d'actifs	–	10
Total des autres initiatives	614	2 158
Montant total des ressources mobilisées	5 143	6 504
Ratio de mobilisation des ressources	0,30	0,35

Ratio de mobilisation des ressources — Pour chaque dollar qu'elle a engagé, IFC a mobilisé (participations aux prêts, prêts parallèles et autres mobilisations de ressources, partie non-IFC des produits structurés de financement, engagements d'entités autres qu'IFC dans les initiatives et investissements d'autres entités qu'IFC dans les fonds gérés par AMC) 0,30 dollar durant l'exercice 14 (0,35 dollar au cours de l'exercice 13).

À compter de l'exercice 15, IFC a l'intention de modifier la pratique actuelle consistant à calculer le volume cumulé des engagements au titre de ses activités de financement à court terme durant un exercice donné puis de le consolider avec le volume de ses engagements à long terme. La Société entend dorénavant rendre compte de ses activités de financement à court terme sur la base de l'encours annuel moyen de son portefeuille d'activités de ce type durant un exercice donné et communiquer ces données indépendamment des informations relatives à ses financements à long terme. Si cette nouvelle pratique avait été appliquée pour l'exercice 14, les chiffres relatifs aux programmes GTFP et GTSF, inclus dans les prêts et les garanties, auraient été inférieurs de 4,3 milliards de dollars durant l'Ex. 14 (et de 4,6 milliards pendant l'Ex. 13).

¹ Les engagements en titres de créance sont inclus dans les prêts et les prises de participation en fonction de leurs principales caractéristiques.

Les activités des fonds gérés par AMC au 30 juin 2014 et au 30 juin 2013 peuvent être récapitulées comme suit (en millions de dollars sauf indication contraire) :

	Fonds de recapitalisation, participations	Fonds de recapitalisation, créances subordonnées	Fonds ALAC	Fonds de recapitalisation pour l'Afrique	Fonds de recapitalisation des banques russes	Fonds catalyseurs	Fonds mondial pour l'infrastructure	Total
Actifs gérés au 30 juin 2014 :	1 275	1 725	1 000	182	550	418	1 200	6 350
Provenant d'IFC	775	225	200	–	250	75	200	1 725
Provenant d'autres investisseurs	500	1 500	800	182	300	343	1 000	4 625
Pour l'exercice clos le 30 juin 2014								
Décassement des investisseurs en faveur du Fonds :								
Provenant d'IFC	8	77	21	–	9	3	32	150
Provenant d'autres investisseurs	5	514	83	3	10	15	165	795
Décassements du Fonds	21	544	89	–	4	12	172	842
Décassements du Fonds (nombre)	3	8	9	–	2	17	6	45

	Fonds de recapitalisation, participations	Fonds de recapitalisation, créances subordonnées	Fonds ALAC	Fonds de recapitalisation des banques russes	Fonds de recapitalisation des banques russes	Fonds catalyseurs	Fonds mondial pour l'infrastructure	Total
Actifs gérés au 30 juin 2013 :	1 275	1 725	1 000	182	550	282	500	5 514
Provenant d'IFC	775	225	200	–	250	75	100	1 625
Provenant d'autres investisseurs	500	1 500	800	182	300	207	400	3 889
Pour l'exercice clos le 30 juin 2013								
Décassement des investisseurs en faveur du Fonds :								
Provenant d'IFC	336	33	63	–	38	1	1	472
Provenant d'autres investisseurs	217	223	252	94	46	2	3	837
Décassements du Fonds	546	249	297	91	78	–	–	1 261
Décassements du Fonds (nombre)	7	5	12	4	2	–	–	30

LETTRE AU CONSEIL DES GOUVERNEURS

Le Conseil d'administration d'IFC a fait préparer ce rapport annuel conformément aux statuts de la Société. Jim Yong Kim, président d'IFC et de son Conseil d'administration, a soumis ce rapport ainsi que les états financiers vérifiés y afférents au Conseil des Gouverneurs. Les administrateurs constatent avec satisfaction que, durant l'exercice clos le 30 juin 2014, IFC a accru sa contribution à un développement durable par le biais de ses investissements dans le secteur privé et de ses services-conseil.

RESTEZ EN CONTACT

Internet et médias sociaux

Le site web d'IFC, www.ifc.org, présente des informations détaillées sur tous les aspects des activités de l'institution. Il indique comment contacter les bureaux de la Société dans le monde entier, diffuse des communiqués de presse et des articles, ainsi que des données sur l'évaluation des résultats et les documents publiés au sujet des investissements proposés, et expose les grands principes et directives qui régissent l'action d'IFC.

La version en ligne du Rapport annuel 2014 d'IFC contient des documents PDF téléchargeables qui couvrent tous les points présentés dans ce volume ainsi que les versions en langue étrangère disponibles. Elle se trouve à l'adresse www.ifc.org/annualreport. Le site web fournit également de plus amples informations sur la poursuite d'une action durable, notamment un index de l'Initiative mondiale sur les rapports de performance.



IFC EN LIGNE

Site web d'IFC

ifc.org

Rapport annuel

ifc.org/AnnualReport

Index des médias sociaux

ifc.org/SocialMediaIndex

Facebook

facebook.com/IFCwbg

Twitter

twitter.com/IFC_org

LinkedIn

on.ifc.org/ifcLinkedIn

Google+

gplus.to/IFCwbg

Scribd

scribd.com/IFCpublications

YouTube

youtube.com/IFCvideocasts

Collaborateurs

Équipe du Rapport annuel d'IFC :

Bruce Moats

Directeur, Relations
extérieures et institutionnelles,
Groupe de la Banque mondiale

Lisa Kopp

Responsable, Gestion de la marque

Joseph Rebello

Rédacteur en chef

Aaron Rosenberg

Chef, Relations publiques

Inae Riveras

Conseillère de rédaction

Katherine Klaben

Consultante

Conception : Addison

www.addison.com

Impression : Phoenix Litho

phoenixlitho.com

Photographies :

Couverture : Illusion CGI Studio

Insert : Ray Rayburn/WB Photolab

Page 2 : Iwan Bagus

Page 6 : Illusion CGI Studio

Page 8 : GS/Gallery Stock

Page 9 : Amani Willett/ Gallery Stock

Page 10 : Kurt Stallaert/ Gallery Stock

Page 11 : Richard Hamilton Smith/
Gallery Stock

Page 12 : Steve Cole/Getty

Page 13 : Will Sanders/Getty

Page 14 : Christian Kober/Getty

Page 15 : GS/Gallery Stock

Page 16 : GS/Gallery Stock

Page 17 : Tom Nagy/Gallery Stock

Page 18 : Leren Lu/Getty

Page 19 : Catherine Hyland/
Gallery Stock

Page 20 : Gallery Stock : Jens Goerlich

(2), Peter Guenzel ;

Cityscape Digital ; Panos :

Georg Gerster, Qilai Shen ;

Getty : Fuse ; Banque

mondiale : Imal Hashemi/

Taimani Films, UNICEF

Burundi/Colfs, John Hogg,

Graham Crouch,

Scott Wallace

Page 22 : Iwan Bagus

Page 30 : Bridge

International Academies

Page 31 : Kruno Blazinovi, ECOM

Coffee, Joseph Rebello

Page 32 : Seven Energy

Page 34 : Fedecredito

Page 35 : Finca Afghanistan

Page 36 : Bridge

International Academies

Page 38 : Del Campo; Richard

Caines (médaillon)

Page 40 : Shailesh Andrade

Page 43 : Kruno Blazinovi

Page 44 : Konrad Wothe

Page 45 : Andrew McConnell/Panos

Page 47 : Muntasir Mamun Imran

Page 48 : Dana Smillie/Banque
mondiale

Page 50 : ECOM Coffee

Page 51 : Brangelina Clawson/
Banque mondiale (médaillon)

Page 52 : Joseph Rebello

Page 55 : Brad Roberts

Page 56 : Mehmet Namik Ugur,
Banque mondiale

2014



CRÉER DES OPPORTUNITÉS LÀ
OÙ ELLES FONT LE PLUS DÉFAUT

2121 Pennsylvania Avenue, NW
Washington, DC 20433 États-Unis

202 473 3800
ifc.org



2014